

# Les réactions du journal *La Dépêche* à la constitution du Front populaire

*De l'émeute du 6 février 1934  
à la victoire du 3 mai 1936*

Tine Svensen



Mémoire de master  
Europeiske og amerikanske studier  
Institutt for litteratur, områdestudier og europeiske språk  
Det humanistiske fakultet

Veileder: Svein Erling Lorås

UNIVERSITETET I OSLO

Vår 2012



## **Remerciements**

Je tiens à remercier tout d'abord Arnaud Filiette pour m'avoir prêté son appartement quand j'ai fait mes recherches à la BNF, et Ezéquier Lemoine pour ses conseils de langue. Je tiens également à remercier mon directeur de mémoire, Svein Erling Lorås, pour son soutien et ses conseils. Je tiens enfin à remercier ma famille et mes amis qui m'ont aidée et écoutée, particulièrement ma mère qui m'a soutenue pendant toutes mes études.



## Contenu

Introduction .....	1
Problématique et méthode .....	2
Approche et critique des sources.....	3
Source primaire : La Dépêche.....	3
Sources secondaires : Les ouvrages généraux.....	3
Problèmes et critique des sources.....	3
1 La France des années trente .....	5
1.1 Les années trente, une crise polymorphe.....	5
1.1.1 Stagnation démographique .....	5
1.1.2 Une crise économique .....	6
1.1.3 Une crise sociale.....	9
1.1.4 Une crise politique .....	10
1.2 Résumé de l’histoire du Front populaire .....	14
1.2.1 L’origine du Front populaire .....	15
1.2.2 Les élections de 1936 .....	18
1.2.3 La fin du Front populaire et l’échec de la gauche .....	19
1.3 L’histoire de <i>La Dépêche</i> .....	20
1.3.1 La Dépêche.....	21
1.3.2 Maurice Sarraut (1869-1943).....	23
1.3.3 Yvon Delbos (1885-1956).....	24
2 <i>La Dépêche</i> et le Front populaire .....	31

2.1	Les grandes dates du Front populaire et les réactions dans <i>La Dépêche</i> .....	31
2.1.1	1934.....	31
2.1.1.1	L'émeute du 6 février.....	31
2.1.1.2	Manifestation communiste contre le fascisme et le gouvernement le 9 février.....	35
2.1.1.3	Grève générale déclenchée par la CGT et manifestation organisée par le Parti socialiste le 12 février.....	37
2.1.1.4	Naissance du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes le 5 mars.....	40
2.1.1.5	Conférence nationale d'Ivry du Parti communiste le 23-26 juin.....	41
2.1.1.6	Pacte d'unité d'action socialo-communiste le 27 juillet.....	42
2.1.1.7	Maurice Thorez lance l'idée d'un « Rassemblement populaire étendu aux classes moyennes » en octobre.....	45
2.1.2	1935.....	47
2.1.2.1	Signature du pacte franco-soviétique le 2 mai.....	47
2.1.2.2	Élections municipales les 5 et 12 mai.....	50
2.1.2.3	Les radicaux acceptent de participer au défilé unitaire du 14 juillet.....	53
2.1.2.4	Manifestation commune des partis et organisations de gauche le 14 juillet.....	56
2.1.3	1936.....	60
2.1.3.1	Publication du programme du Rassemblement populaire le 10 janvier.....	60
2.1.3.2	Réunification de la CGT et de la CGTU au congrès de Toulouse, les 2-5 mars.....	63

2.1.3.3	Élections législatives, et la victoire du Front populaire, les 26 avril et 3 mai.....	65
3	Synthèse de l'analyse des articles et des éditoriaux de <i>La Dépêche</i> et de sa position sur le Front populaire entre le 6 février 1934 et le 3 mai 1936.....	71
3.1	La Dépêche.....	71
3.2	Le Parti radical, Yvon Delbos et les frères Sarraut.....	75
3.3	Réflexions sur l'absence de commentaires, dans <i>La Dépêche</i> , sur les événements du Front populaire à Toulouse.....	76
	Conclusion.....	79
	Bibliographie :.....	81
	Annexe.....	87
	Chronologie du Front populaire (1934-1936).....	87
	Chronologie du Parti radical (1932-1936).....	89
	Biographie chronologique d'Yvon Delbos (1885-1956).....	95
	Biographie chronologique de Maurice Sarraut (1869-1943).....	99
	Programme du Rassemblement populaire.....	101
	Les gouvernements de la période étudiée.....	105



## **Abréviations**

AD	Alliance démocratique
ARAC	Association républicaine des anciens combattants
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier
CGT	Confédération générale du travail
CGTU	Confédération générale du travail unitaire
CVIA	Comité de vigilance des intellectuels antifascistes
FR	Fédération républicaine
GI	Gauche indépendante
GR	Gauche radicale
Ind.	Indépendant
NI	Non-inscrit
PCF	Parti communiste français
PRS	Parti républicain, radical et radical-socialiste
PSdF	Parti socialiste de France
PSF	Parti socialiste français
RI	Radicaux indépendants
SDN	Sociétés des Nations
SFIO	Section française de l'Internationale ouvrière
UNC	Union nationale des combattants
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
USR	Union socialiste républicaine



## Introduction

La crise des années trente sera pour la France une crise économique, politique et sociale, et le pays ne va pas sortir de la crise avant le début de la Deuxième Guerre mondiale. La France entre en retard dans la crise, par rapport aux autres pays, mais elle va subir une crise beaucoup plus longue.

Il y a crise en France et la solution des partis des gauches est un Front populaire. Mais pour pouvoir construire un Front populaire les communistes et les socialistes ont besoin du soutien et de la participation des radicaux comme représentants de la classe moyenne. À cause de la position centrale des radicaux dans la construction du Front populaire il est intéressant de voir comment le plus important journal radical, *La Dépêche*, couvre les grands événements du développement du Front populaire.

Il est souvent dit que le début de l'unification des partis de gauche est le 6 février 1934. C'est le jour d'une grande émeute qui résulte en 15 morts et 1435 blessés. Mais ce n'est pas tout à fait vrai. Les socialistes sont sceptiques à l'égard des communistes. Ils ont des doutes sur le motif des communistes d'une coalition. Les socialistes et les radicaux ont eu une longue série de contacts, par avoir ensemble la majorité de gauche en 1924-1926 et 1932-1934, mais les relations entre les deux partis ne sont pas très chaleureuses parce qu'ils n'ont pas la même vision de ce que cela signifie d'être un parti de gauche. Les radicaux trouvent que les communistes sont trop révolutionnaires et former une coalition avec les communistes leur semble impossible et inimaginable.

Traiter les réactions de *La Dépêche* à la formation du Front populaire offre plusieurs intérêts. C'est un thème peu étudié, bien que l'époque le soit beaucoup. On va voir s'il est possible de constater des relations entre le journal et le Parti radical et voir si le journal a changé de position pendant cette période.

Le Parti radical connaît constamment des difficultés internes, causées par l'ambivalence de sa position politique, mais il a besoin de se mobiliser contre le fascisme qui est un danger pour l'État. À cause des divergences entre les partis de gauche ce n'est pas une décision facile pour le Parti radical de former une alliance avec les socialistes et les communistes. Les radicaux ont des problèmes à choisir leur ligne politique, mais on voit que le parti change d'opinion entre le 6 février 1934 et le 3 mai 1936.

## **Problématique et méthode**

On va analyser les réactions de *La Dépêche* aux décisions prises par le Parti radical, la SFIO et le PCF, et plus tard par le Front populaire.

Deux questions principales encadrent notre étude :

1. Quelles sont les réactions de *La Dépêche* au Front populaire ?
2. Peut-on voir un changement d'attitude de *La Dépêche* pendant cette période ?

La problématique s'inscrit dans le double contexte de la naissance du Front populaire et des réactions d'un journal radical.

Il faut à ce propos examiner la situation économique, politique et sociale de la France pour voir comment elle peut expliquer le Front populaire. Dans une première partie nous traiterons donc les causes de la crise économique, politique et sociale. Nous traiterons aussi l'histoire de *la Dépêche* pour comprendre sa position avant et pendant l'époque étudiée. Nous allons également nous pencher sur deux personnalités importantes, Yvon Delbos et Maurice Sarraut, et leur rôle dans le journal.

Dans une deuxième partie nous allons commenter les grands événements du Front populaire à la lumière de *La Dépêche*. Nous allons chronologiquement faire des analyses de ses articles. Dans une troisième partie nous allons faire une synthèse sur le Front populaire et les réactions de *La Dépêche*, et nous allons voir s'il y a des changements dans l'attitude de *La Dépêche*.

Ce mémoire a été réalisé avec une méthode historique qualitative. Nous avons fait ce choix de méthode, à la place d'une méthode quantitative, pour pouvoir nous rapprocher autant que possible des réactions de *La Dépêche* au Front populaire. En utilisant la méthode historique nous pouvons comprendre la réalité du journal et voir directement les réactions aux différentes situations. Il est aussi possible de se servir, entre autres, de l'approche méthodologique de l'analyse du discours, mais pour notre sujet nous trouvons que cette approche est trop abstraite.

Les études qualitatives donnent souvent une base pour comprendre le développement de ce qu'on analyse. C'est souvent une étude d'une époque ou d'un groupe spécifique qui a pour but d'expliquer des processus ou des caractéristiques<sup>1</sup>.

### **Approche et critique des sources**

Les sources utilisées pour la rédaction de ce mémoire ont été des reportages, des articles signés et des éditoriaux de *La Dépêche*. En outre, nous nous sommes appuyée sur plusieurs sources secondaires, dont des ouvrages généraux sur la France des années trente, le Front populaire et l'histoire du Parti radical.

#### *Source primaire : La Dépêche*

Nous avons lu et analysé de nombreux articles du journal *La Dépêche* qui a été consulté sur microfilm à la Bibliothèque nationale de France, site François-Mitterrand à Paris. Nous avons décidé de nous concentrer sur la période du 6 février 1934 au 3 mai 1936 qui est la période au cours de laquelle se construit le Front populaire. Nous avons choisi ces deux dates parce que le 6 février est souvent dit d'être le début du Front populaire et le 3 mai 1936 est le jour où le Front populaire a gagné les élections.

#### *Sources secondaires : Les ouvrages généraux*

Il y a une énorme quantité de livres sur la France des années trente, le Front populaire et les partis politiques de l'époque. Nous avons choisi d'utiliser les livres des meilleurs spécialistes de cette partie de l'histoire de la France.

Comme sources secondaires sur le journal et Yvon Delbos, nous avons choisi de nous concentrer sur deux livres. La raison pour cela est la qualité de ces livres. N'ayant trouvé aucun livre ou article sur la vie de Maurice Sarraut, nous avons dû nous contenter des renseignements biographiques le concernant trouvés sur Wikipédia.

#### *Problèmes et critique des sources*

Quand on fait une recherche historique on pose comme principe que toutes les sources disponibles seront consultées mais cela n'est pas toujours possible dans la pratique.

---

<sup>1</sup> Pål Repstad, *Mellom nærhet og distanse. Kvalitative metoder i samfunnsfag*, p. 24

La critique des documents est indispensable dans toute recherche historique. Il est important d'analyser l'intention et le rôle du document et de son auteur (dans le cas de ce mémoire) pour pouvoir exploiter la source. L'intention et le rôle de l'auteur ne sont pas toujours les mêmes. L'auteur peut avoir essayé d'exprimer sa position et d'analyser une situation spécifique mais son analyse n'est pas nécessairement conforme à la réalité. Il est donc important de voir s'il est question d'un commentaire neutre ou d'une opinion du journaliste. S'il décrit seulement la situation ou s'il est question de son avis personnel<sup>2</sup>.

Dans cette étude on trouve les deux cas et nous avons essayé de faire ressortir la différence entre l'opinion du journal et l'opinion de certains commentateurs. Les deux sont importantes parce qu'elles reflètent les réactions du journal en général et aussi la volonté du journal de publier des vues divergentes.

Pendant la recherche des sources pour cette étude nous avons eu des problèmes à cause de leur qualité matérielle. Il est question de journaux qui ont plus de 70 ans et ils ont été convertis sur microfilm pour mieux les conserver. Il y a certains paragraphes des articles qui sont difficiles à lire à cause de l'état médiocre de certains numéros avant qu'on ne les ait convertis. Cela a fait qu'il y a aussi certains numéros et certains articles qui ne sont pas lisibles.

Le résultat est que nous n'avons peut-être pas eu la possibilité de lire tous les articles qui sont intéressants pour ce mémoire. Cela veut dire qu'il y a peut-être des nuances qui ont été perdues, mais nous pensons tout de même avoir pu lire la plupart des articles, en tout cas assez pour déterminer les positions du journal à l'époque. Nous ne pensons pas que l'absence de certains articles change le résultat de notre analyse.

---

<sup>2</sup> Pål Repstad, *Mellom nærhet og distanse. Kvalitative metoder i samfunnsfag*, p. 105

# 1 La France des années trente

## 1.1 Les années trente, une crise polymorphe

Pendant les années trente advient une crise polymorphe qui trouve ses racines dans une stagnation démographique et des problèmes économiques et sociaux. L'entrée dans la crise est différente en France que dans d'autres pays.

Il y a plusieurs causes qui expliquent cette crise mais le résultat est une crise économique et sociale qui devient une crise politique. La crise politique va bouleverser la France et les Français vont vivre des temps très difficiles avec des incertitudes politiques et sociales.

### 1.1.1 Stagnation démographique

La situation démographique au moment de la crise économique, sociale et politique des années trente, joue un rôle important. En 1931, le nombre des Français n'a presque pas changé depuis 1911. Cela est vrai même si on inclut l'Alsace-Lorraine dans le décompte<sup>3</sup>.

La baisse du taux de natalité peut être expliquée par trois facteurs ; une mentalité malthusienne, le « phénomène des classes creuses »<sup>4</sup> et les effets de la dépression économique qui cause une diminution du nombre des mariages. Le taux de natalité tombe de 18,2‰ en 1926-1930 à 14,8‰ en 1936-1938<sup>5</sup>. Pendant les années trente la France voit les générations nées pendant la Première Guerre mondiale arriver à l'âge du mariage et elles sont peu nombreuses<sup>6</sup>. En même temps, à partir de 1931, surgit une génération qui ne se marie pas à cause de la dépression économique et des problèmes qui s'ensuivent, comme la baisse des salaires et le chômage<sup>7</sup>.

Il est facile de croire que la mortalité augmente à cause de la dépression, mais cela n'est pas le cas. La mortalité diminue et c'est un résultat des meilleures conditions d'hygiène

---

<sup>3</sup> Serge Berstein, *La France des années trente*, p. 5

<sup>4</sup> I.c.

<sup>5</sup> I.c.

<sup>6</sup> André Armengaud, *La population française au XX<sup>e</sup> siècle*, p. 58

<sup>7</sup> *ibid.* p. 59

et des progrès de la médecine. Mais cette baisse n'est pas suffisante pour compenser la diminution de la natalité<sup>8</sup>.

Une autre raison de la stagnation démographique est la baisse de l'immigration. Entre 1931 et 1936 cette baisse est causée par la crise économique et un grand nombre d'immigrants installés en France sont poussés à partir à cause du chômage. Le résultat est une population vieillissante, ce qui a une grande conséquence pour l'économie et la mentalité des Français<sup>9</sup>.

### 1.1.2 Une crise économique

Déjà en mai 1928 les prix des produits importés culminent, et le maximum des prix de gros et des valeurs mobilières est atteint en février 1929. Ce niveau des prix ne sera pas atteint dans l'économie française avant l'inflation sous le Front populaire en 1938. En ce qui concerne les valeurs mobilières, elles ne vont pas retrouver ce niveau avant la Deuxième Guerre mondiale<sup>10</sup>.

Nous voyons aujourd'hui qu'il est possible d'observer des signes d'une crise à venir même avant 1928. Ces signes se manifestent par la récession de certains secteurs industriels, comme le textile, et aussi par les difficultés dans le secteur agricole. La France voit cette situation apparaître après la stabilisation monétaire de 1926, où elle a connu un redressement du franc<sup>11</sup>.

Entre 1924 et 1925, la France a vécu une légère dépression, mais à part cette dépression les Français profitent d'une certaine prospérité vers 1928<sup>12</sup>. La production industrielle augmente jusqu'à la fin de 1929 et le chômage diminue<sup>13</sup>.

Les économistes français sont trop occupés par la croissance après la Première Guerre mondiale pour voir les signes de la crise économique<sup>14</sup>. Il y a aussi d'autres raisons pour leur insouciance. La France est un pays moins intégré aux grands courants commerciaux et financiers que plusieurs autres pays. Cela signifie qu'elle est moins exposée que les

---

<sup>8</sup> André Armengaud, *La population française au XX<sup>e</sup> siècle*, p. 61

<sup>9</sup> Serge Berstein, *La France des années trente*, p. 6-7

<sup>10</sup> Alfred Sauvy, *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, p. 74

<sup>11</sup> Fabrice Grenard, *Histoire économique et sociale de la France de 1850 à nos jours*, p. 143

<sup>12</sup> Alfred Sauvy, *op.cit.*, p. 73

<sup>13</sup> *ibid.* p. 77

<sup>14</sup> *ibid.* p. 77

autres. La France est plus indépendante et surtout moins dépendante des investissements américains. C'est peut-être une explication de l'aveuglement et de l'insouciance des économistes français, face à la crise économique<sup>15</sup>. À cause de leur aveuglement, l'économie est très fragile au moment où la crise frappe et il sera difficile de retrouver le chemin de la croissance<sup>16</sup>.

Il est donc clair que l'économie française entre avec retard dans la crise et la France y entre graduellement et non subitement, comme c'est le cas pour d'autres pays. Les Etats-Unis, par exemple, sont touchés par des chocs successifs. La France est encore un pays prospère au moment où les premiers chocs se produisent, aux Etats-Unis, en 1929<sup>17</sup>.

La France se montre comme un îlot de prospérité alors que le chômage augmente rapidement dans d'autres pays. Comparé à la France, le nombre de chômeurs en Grande-Bretagne et Allemagne est plus élevé. On compte 1,3 million de chômeurs en Grande-Bretagne et 1,8 million de chômeurs en Allemagne vers la fin de 1929. En France, il n'y a que 13 000 chômeurs en 1930. Ce niveau bas du chômage fait que la France se sent économiquement plus forte que les autres puissances<sup>18</sup>.

Après une période de prospérité, qui dure jusqu'en 1930, l'économie plafonne et la crise est une réalité, toutefois moins brutale que dans d'autres pays. En France, la crise se manifeste d'abord par une baisse des prix de gros<sup>19</sup>.

La dépression s'installe lentement et le seul secteur qui est au départ sérieusement touché est le commerce extérieur, où on peut voir un fléchissement des importations, mais surtout des exportations<sup>20</sup>.

En 1931, la dévaluation de la livre sterling touche la France. La livre sterling cesse d'être convertible en or et devient une monnaie flottante. Les économistes français pensent que le franc peut enfin prendre sa revanche sur la livre sterling, mais cela n'est pas le cas. La dévaluation de la livre sterling est le point de départ d'un redressement de

---

<sup>15</sup> Fabrice Grenard, *Histoire économique et sociale de la France de 1850 à nos jours*, p. 144

<sup>16</sup> Jean-François Muracciole, *Histoire économique et sociale du XX<sup>e</sup> siècle*, p. 147

<sup>17</sup> Jean-Charles Asselain, *Histoire économique de la France du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, p. 32

<sup>18</sup> *ibid.* p. 32-33

<sup>19</sup> *ibid.* p. 33

<sup>20</sup> *ibid.* p. 33

la Grande-Bretagne. Le résultat est un prix-or qui est trop élevé comparé aux pays où la monnaie est dévaluée, et cela relance la crise aux Etats-Unis et en France. La dévaluation de la livre sterling met donc la France dans une situation de déficit commercial permanent<sup>21</sup>.

Après la dévaluation du dollar en avril 1933, les pays non dévaluateurs sont isolés. Parmi les pays qui sont affectés se trouvent la France, les Pays-Bas, la Belgique et la Suisse, nommés le « Bloc-or ». Avec des prix qui sont surévalués par rapport aux prix mondiaux ils ont vécu une rechute commune, au moment où reviennent les signes de reprise dans le monde<sup>22</sup>.

Un problème pour la France, qui maintenant subit la crise économique, est qu'elle n'a pas de politique économique. Ni avant et ni au début de la crise. C'est une période avec beaucoup de changements de gouvernement et cela fait qu'il est difficile pour les partis politiques de trouver des solutions de rechange. La crise économique a aggravé l'instabilité gouvernementale qui caractérise la III<sup>ème</sup> République<sup>23</sup>. En même temps qu'il y a l'instabilité politique, les hommes politiques comprennent que le temps est venu pour un renouvellement du corps politique. La droite et le centre, par exemple, renouvellent leur état-major en 1932. Sans stabilité politique il est difficile de discuter une « défense » contre la crise. En même temps les oppositions politiques de gauche et de droite vont se durcir au cours des années suivantes<sup>24</sup>.

En 1932, le Cartel des gauches est de nouveau arrivé au pouvoir sans avoir une politique économique précise, et les politiciens se concentrent sur les effets de la crise et non pas sur ses causes. Jusqu'en 1935, et le gouvernement Laval, il n'y a pas de vraie politique économique pour trouver une solution à la crise en France<sup>25</sup>.

En 1935, la France se dote d'une politique économique fondée sur des analyses globales de la crise. Le gouvernement Laval a décidé de mener une politique de déflation et son

---

<sup>21</sup> Jean-Charles Asselain, *Histoire économique de la France du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, p. 34

<sup>22</sup> *ibid.*, p. 35

<sup>23</sup> *ibid.* p. 36

<sup>24</sup> Dominique Borne et Henri Dubief, *La crise des années 30, 1929-1938*, p. 18

<sup>25</sup> Jean-Charles Asselain, *op.cit.*, p. 36

but est d'éviter la dévaluation. La conclusion est de baisser les prix en France pour les ramener à la parité des prix étrangers<sup>26</sup>.

L'absence de politique économique a clairement joué un grand rôle pour les actions de la France face à la crise économique et aussi pour la durée de celle-ci. Avec une politique économique plus claire la crise n'aurait pas été évitée, mais ses conséquences auraient pu être limitées.

### 1.1.3 Une crise sociale

Les effets sociaux de la crise économique sont très clairs mais il est difficile d'en faire une étude précise. On manque de statistiques sur le chômage de l'époque et il est difficile de faire des statistiques sur le sous-emploi. Les différentes couches sociales ne sont pas touchées d'une manière égale<sup>27</sup>.

Les statistiques du chômage sont basées sur des enquêtes de l'inspection du travail et sur les chiffres d'aide qui sont préparés par les fonds municipaux du chômage. Ceci est problématique car il n'y a qu'un certain nombre de communes qui aident les chômeurs et les inspections sont, le plus souvent, faites dans les grandes entreprises. Donc, ce n'est pas une sélection représentative et les statistiques ne reflètent pas la situation réelle. Un autre problème que posent les statistiques du chômage est qu'il y a un grand nombre de travailleurs étrangers qui sont renvoyés à leurs pays d'origine. Le nombre de mineurs étrangers, par exemple, passe de 50 000 en 1931 à moins de 35 000 en 1936<sup>28</sup>.

Les femmes représentent un autre groupe particulièrement touché par le chômage. Entre 1931 et 1936, plus de 300 000 femmes perdent leur travail parce que l'idéologie dominante dicte que leur place est à la maison<sup>29</sup>. À l'époque, licencier des femmes n'est pas problématique.

Parmi les différentes classes sociales qui sont touchées par la crise, la classe ouvrière est la plus frappée par le chômage et les problèmes qui en découlent. Mais les salaires baissent moins que les prix. Cela veut dire que les gens qui travaillent à plein temps ne

---

<sup>26</sup> Jean-Charles Asselain, *Histoire économique de la France du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, p. 42-43

<sup>27</sup> Dominique Borne et Henri Dubief, *La crise des années 30, 1929-1938*, p. 36

<sup>28</sup> I.c.

<sup>29</sup> I.c.

perdent pas leur pouvoir d'achat. Un problème est que certaines entreprises licencient leurs travailleurs pour plus tard les réembaucher avec un salaire moins élevé<sup>30</sup>.

Il y a un appauvrissement à cause de la crise et cela a fait que la classe moyenne est frappée par la baisse du niveau de vie des paysans et de la petite bourgeoisie. Dans les milieux bourgeois, la crise est moins matérielle que psychologique car elle crée la peur et l'incertitude face à l'avenir<sup>31</sup>.

#### *1.1.4 Une crise politique*

La crise économique et sociale qui touche la France pendant les années trente frappe un pays qui a perdu la foi dans son régime politique. Beaucoup de Français ne croient pas au modèle démocratique libéral que la France croyait pouvoir proposer avant la guerre. Cela fait qu'au début des années trente le système politique est largement bloqué<sup>32</sup>.

Pour comprendre les problèmes politiques en France pendant les années trente il est nécessaire de regarder la situation avant la crise. La France pense à l'époque que le meilleur des régimes possibles est le régime républicain et cette conviction est renforcée après la Première Guerre mondiale, parce que le régime a surmonté les épreuves de la guerre. Après la guerre la France veut oublier les problèmes passés et revenir aux pratiques du régime<sup>33</sup>. L'envie de revenir à ces pratiques tourne à l'échec total et les Français perdent la confiance dans le régime<sup>34</sup>.

La mise en cause du régime résulte de l'échec de trois expériences successives. La première est l'expérience du Bloc national formé en 1919. L'idée est de rassembler tous les partis, de la droite aux radicaux, qui avaient collaboré dans les majorités gouvernementales pendant la guerre. Le problème avec le Bloc national est que c'est une coalition politique et il n'est plus possible pour tous les partis de se mettre d'accord sur une politique commune. Les radicaux en particulier ont des problèmes au sein de cette coalition. Le résultat est finalement que le Bloc national ne réussit pas à faire

---

<sup>30</sup> Dominique Borne et Henri Dubief, *La crise des années 30, 1929-1938*, p. 37

<sup>31</sup> *ibid.* p. 43

<sup>32</sup> Serge Berstein, *La France des années trente*, p. 53

<sup>33</sup> *ibid.* p. 53

<sup>34</sup> *ibid.* p. 54

retourner le pays à la situation politique, économique ou financière que la France avait connu avant la guerre. Donc, en 1924 les Français votent en faveur de la gauche<sup>35</sup>.

La deuxième expérience, l'expérience du Cartel des gauches, va ramener la France à l'avant-guerre et à la défense du régime avec les armes de l'anticléricisme militant. Il ne faudra que deux ans pour que le gouvernement connaisse un nouvel échec. Les Français commencent à comprendre que les temps changent et qu'il est difficile de revenir au système d'avant-guerre<sup>36</sup>.

La troisième expérience dure de 1926 à 1932 et c'est celle de l'Union nationale. Les Français veulent une république qui se montre sage, traditionnelle et orthodoxe et un des projets les plus importants, qui est adopté par l'Union nationale, est celui des assurances sociales. A part cela l'Union nationale veut administrer la République telle qu'elle est. Pendant une période de prospérité cela n'est pas un problème, mais dès qu'il y a une crise la stratégie s'annonce insuffisante. Le résultat est la stagnation et l'immobilisme<sup>37</sup>.

En 1932, les radicaux sortent victorieux des élections<sup>38</sup> et il y a différentes raisons pour cela. Pour commencer, cette victoire est un résultat de l'échec de la droite face à la crise. La victoire est aussi un résultat d'un changement du Parti radical. Le parti veut utiliser l'ancienne doctrine radicale pour trouver une solution aux nouveaux problèmes. Cette idée est venue des Jeunes-Turcs. Ce sont des idées laïques, républicaines et réformistes, qui sont la base de la campagne électorale. Édouard Herriot<sup>39</sup> veut une politique strictement radicale et quand par exemple André Tardieu<sup>40</sup> demande s'il veut

---

<sup>35</sup> Serge Berstein, *La France des années trente*, p. 54

<sup>36</sup> *ibid.* p. 54

<sup>37</sup> *ibid.* p. 56

<sup>38</sup> *Ibid.* p. 56

<sup>39</sup> Homme politique du Parti radical. Il est président du Conseil du 14 juin 1924 au 10 avril 1925, du 19 juillet 1926 au 21 juillet 1926 et du 3 juin 1932 au 14 décembre 1932. Il est ministre des Travaux publics, des Transports et du Ravitaillement dans le gouvernement Aristide Briand en 1926. De 1926 à 1928, il est ministre de l'Instruction publique et des Beaux-arts dans le gouvernement Raymond Poincaré. Il est ministre d'État de 1934 à 1936 dans le gouvernement Gaston Doumergue, le gouvernement Pierre-Étienne Flandin, le gouvernement Fernand Bouisson et finalement dans le gouvernement Pierre Laval. Il siège comme président du Parti radical-socialiste de 1919 à 1926, de 1931 à 1936, de 1948 à 1953 et de 1955 à 1957.

<sup>40</sup> Homme politique de droite. Il est président du Conseil du 3 novembre 1929 au 17 février 1930, du 2 mars 1930 au 4 décembre 1930 et du 20 février 1932 au 10 mai 1932.

une alliance avec la droite, il refuse. C'est aussi la réponse quand Léon Blum lui propose un programme commun contre la crise pour toute la gauche<sup>41</sup>.

Entre 1932 et 1934, l'expérience radicale débouche sur des problèmes et de multiples faillites. Édouard Herriot forme le gouvernement en 1932 et le rôle du Parti radical dans le gouvernement conduit à un désaccord politique avec les socialistes. Les deux partis n'ont pas du tout la même vision de ce que cela signifie que d'être un parti de gauche. Pour les radicaux cela signifie en premier lieu reconnaître la primauté du Parlement en matière d'institutions, être fidèle à la laïcité et à un réformisme social graduel. Les socialistes sont d'accord avec les radicaux, mais ils voient cela comme un minimum. Il est important pour les socialistes de mettre fin au capitalisme. Pour les radicaux l'équilibre du budget, le maintien de la valeur de la monnaie, la liberté des échanges et le libre jeu de l'offre et de la demande sont des questions auxquelles ils ne touchent pas. Il est donc difficile pour les socialistes et les radicaux de s'unir sur une politique commune. Ce sont les désaccords entre les socialistes et les radicaux, concernant l'économie et la finance, qui provoquent la chute du gouvernement Édouard Herriot. Entre janvier 1933 et janvier 1934, après Édouard Herriot, le républicain-socialiste Paul-Boncour et les radicaux Édouard Daladier, Albert Sarraut et Camille Chautemps voient aussi leurs gouvernements tomber<sup>42</sup>.

Pendant ce temps un fort courant d'antiparlementarisme se développe. La France est en pleine crise et il y a trop de jeux politiques pour un pays qui les supporte mal. En plus, la France voit maintenant s'ajouter le problème de la corruption<sup>43</sup>.

À cause des difficultés économiques nous voyons des scandales politico-financiers. Le scandale le plus connu de l'époque est *l'affaire Stavisky*, qui éclate vers la fin de 1933. Stavisky était un juif d'origine russe<sup>44</sup> ayant une longue histoire d'escroc. Dans cette affaire il a exploité la naïveté des hommes politiques pour avoir des faux bons de la caisse du Crédit municipal. Stavisky s'enfuit parce que sa filière de protecteurs et d'appuis est remontée et il se suicide le 8 janvier 1934. C'est à cause de l'exploitation

---

<sup>41</sup> Serge Berstein, *La France des années trente*, p. 57

<sup>42</sup> *ibid.* p. 58-59

<sup>43</sup> *ibid.* p. 59

<sup>44</sup> Il est établi en France depuis 1898 et il est naturalisé en 1920.

politique de *l'affaire Stavisky* que celle-ci devient le scandale le plus connu de l'époque.<sup>45</sup>

Après la mort de Stavisky, André Tardieu publie une liste de personnes qu'il accuse d'avoir collaboré avec Stavisky. *L'Action française* accuse Camille Chautemps, le président du gouvernement formé en janvier 1934, d'avoir collaboré avec Stavisky et l'organe royaliste dit : « Camille Chautemps, chef d'une bande de voleurs et d'assassins<sup>46</sup> ». À l'époque l'opinion publique est exaspérée par la crise et le 9 janvier les Parisiens manifestent devant le Palais-Bourbon aux cris de « A bas les voleurs ! »<sup>47</sup>.

Comme une réaction directe à la crise politique se développe l'activité des ligues<sup>48</sup>. Pendant les années trente les ligues veulent une action directe contre le retour de la gauche au pouvoir et contre le régime en place. Nous voyons aussi apparaître de nouvelles ligues<sup>49</sup>. En premier nous avons les Croix de Feu qui procèdent du *nationalisme traditionnel*, ligue créée en 1927 par Maurice d'Hartoy. C'est au départ une association pour les soldats décorés, mais aussi pour les anciens combattants et les blessés de guerre. Son but est l'entraide de ses membres et le travail contre la perte de l'esprit des tranchées. Pendant la crise le lieutenant-colonel de La Rocque donne à la ligue une organisation militaire et il élabore un programme nationaliste. Celui-ci contient des articles sociaux de défense de l'économie nationale, contre la concurrence étrangère et la protection de la main-d'œuvre française. Les Croix de Feu veulent aussi un allègement de la fiscalité et la lutte contre la spéculation et la fraude de l'État dans le domaine économique. L'idée de La Rocque est de faire marcher ses troupes dans la plus grande discipline et il est vu comme un Mussolini français<sup>50</sup>.

La deuxième ligue est d'inspiration fasciste et s'appelle le Francisme, fondée par Marcel Bucard en 1933. Le but de cette ligue est la prise du pouvoir, la suppression du parlementarisme et la mise en place d'une représentation corporative<sup>51</sup>.

---

<sup>45</sup> Serge Berstein, *La France des années trente*, p. 59-61

<sup>46</sup> *ibid.* p. 61

<sup>47</sup> *ibid.* p. 61

<sup>48</sup> La première vague des ligues est arrivée en 1924-1925. Les ligues ont une position politique de droite contre les partis traditionnels. Les partis traditionnels se montrent incapables d'empêcher le retour de la gauche au pouvoir.

<sup>49</sup> Serge Berstein, *op.cit.*, p. 63

<sup>50</sup> *ibid.* p. 64

<sup>51</sup> *ibid.* p. 64

La troisième est la Solidarité française avec une structure paramilitaire, avec entre autres des uniformes ; béret, chemise bleue et culotte grise. Le but de la Solidarité française est très vague mais la ligue est créée à l'image du fascisme italien<sup>52</sup>.

Avec une gauche qui se montre impuissante en 1932, une politique financière de déflation et une crise internationale qui s'ajoutent aux difficultés intérieures<sup>53</sup>, la France se trouve vraiment dans une crise politique. Elle est intensifiée à cause de la crise économique. Dans le prolongement de la dépression économique, du mécontentement politique de la droite et de l'affaire Stavisky, une manifestation est organisée à Paris le 6 février 1934. Les ligues de droite, l'Action française, la Solidarité française, les Jeunesses patriotes, la Fédération des contribuables et les Croix de Feu manifestent autour de la Chambre des députés, sur la place de la Concorde et aux Champs-Élysées. Les anciens combattants de l'UNC et de l'ARAC (proche du Parti communiste) manifestent aussi. Une émeute violente oppose les manifestants à la police et le résultat est 15 morts et 1435 blessés<sup>54</sup>. L'émeute du 6 février 1934 est souvent perçue comme le point culminant de la crise politique des années trente<sup>55</sup>. Le 9 février, le Parti communiste organise une manifestation « antifasciste »<sup>56</sup> et le 12 février la CGT lance le mot d'ordre d'une grève générale<sup>57</sup>. Cela mobilise alors les forces de la gauche dans la « défense de la République »<sup>58</sup>. C'est le début du Front populaire.

## 1.2 Résumé de l'histoire du Front populaire

Le Front populaire est constitué par les partis de gauche et il sera au gouvernement entre 1936 et 1938. Trois partis sont surtout importants pour la coalition : la SFIO, le Parti radical et radical-socialiste et le PCF.

Le gouvernement du Front populaire de 1936 est le premier gouvernement dirigé par un socialiste et il a instauré d'importantes réformes en France.

---

<sup>52</sup> Serge Berstein, *La France des années trente*, p. 65

<sup>53</sup> Dominique Borne et Henri Dubief, *La crise des années 30, 1929-1938*, p. 104

<sup>54</sup> Serge Berstein, *op.cit.*, p. 70

<sup>55</sup> *ibid.* p. 69

<sup>56</sup> Dominique Borne et Henri Dubief, *op.cit.*, p. 124

<sup>57</sup> Serge Wolikow, *Le Front populaire en France*, p. 66

<sup>58</sup> Dominique Borne et Henri Dubief, *op.cit.*, p. 124

### 1.2.1 *L'origine du Front populaire*

Le 6 février 1934 est souvent vu comme la date du début de l'unification des partis de gauche, contre le danger fasciste et les tentatives de l'extrême-droite d'établir un régime dictatorial en France. La réalité est plus complexe<sup>59</sup>.

En analysant les différentes réactions au cours de l'émeute nous voyons que les communistes et les socialistes réagissent différemment et qu'il est difficile de voir venir une coalition entre les deux partis à ce moment-là. Les communistes suivent les instructions de la Troisième Internationale, et avec la crise capitaliste ils voient venir un conflit avec l'Union soviétique. À cause de ce conflit les communistes se préparent à un combat contre la bourgeoisie. Les communistes sont révolutionnaires et ils ont peur que la SFIO aille détourner leur idée d'une révolution avec sa politique réformiste<sup>60</sup>.

En même temps que les communistes sont sceptiques à l'égard d'une coalition avec les socialistes, les socialistes ont peur de l'intention des communistes de s'attirer les militants socialistes pour les écarter de leurs leaders. Les socialistes et les radicaux ont une longue série de contacts entre autres parce qu'ils constituent la majorité en 1924-1926 et 1932-1934. Les deux tentatives de collaboration se soldent par des échecs. Les radicaux se tournent vers la droite et les socialistes se retrouvent dans l'opposition. On voit souvent que les socialistes et les communistes attaquent les radicaux. Ils disent que les radicaux penchent de plus en plus à droite, mais les radicaux disent que les socialistes n'ont jamais donné leur soutien au temps du Cartel des gauches. Les socialistes disent que les radicaux ont rompu la majorité pour s'entendre avec la droite.<sup>61</sup>

Le 6 février joue un grand rôle pour mettre fin aux mauvaises relations entre les partis de gauche. Plusieurs comités antifascistes sont formés et à ce moment-là naissent des relations politiques entre socialistes, radicaux et divers autres groupes de gauche. Même si nous voyons des liens se nouer entre les différents partis, leurs idéologies politiques restent les mêmes<sup>62</sup>. Le 6 février 1934, le Comité de vigilance des intellectuels

---

<sup>59</sup> Serge Berstein, *La France des années trente*, p. 103

<sup>60</sup> *ibid.* p. 103-104

<sup>61</sup> *ibid.* p. 104

<sup>62</sup> *ibid.* p. 104

antifascistes est né<sup>63</sup>. Le comité est encore un groupe contre la guerre et le fascisme et son but est de regrouper les différents comités antifascistes. Le CVIA a connu un succès rapide<sup>64</sup> et il a réussi à rassembler des radicaux, des communistes et des socialistes. Le CVIA est souvent vu comme un précurseur du Front populaire<sup>65</sup>. Quelques jours après, le 9 février 1934, le Parti communistes et la CGTU se réunissent place de la République. Leur but est de montrer qu'ils sont les adversaires les plus déterminés du fascisme. Les slogans de leur manifestation sont « contre le fascisme » et « contre les fusilleurs Daladier et Frot<sup>66</sup> ». La manifestation est extrêmement violente et se termine par 6 morts et plusieurs blessés<sup>67</sup>.

Le 12 février aura lieu la grève générale décidée par la CGT. Les socialistes organisent une manifestation qui se forme au cours de Vincennes et se dirige vers la place de la Nation. Les communistes décident finalement de participer à cette grève et à la manifestation dans le but d'attirer les militants socialistes et pour montrer que les communistes ont un dynamisme supérieur à leurs dirigeants. C'était au début deux cortèges mais finalement les communistes décident de se joindre au cortège des militants socialistes et crier avec eux « Unité ! Unité ! ». C'est cette manifestation qui ouvre la voie au Rassemblement populaire<sup>68</sup>.

La route vers la collaboration n'est pas simple et le PCF est au début hostile à une collaboration avec la SFIO. Le PCF veut garder sa tactique de « classe contre classe » et l'unité à la base. Mais il décide finalement que le plus important est de barrer la route au fascisme et qu'il faut le faire avec les socialistes. Donc, en juin 1934, Maurice Thorez change d'avis et appelle à l'unité d'action avec les socialistes<sup>69</sup>.

Il y a plusieurs explications du changement d'attitude du PCF. Une chose est certaine, c'est que la proposition est faite avec la bénédiction de la Troisième Internationale qui est dirigée de Moscou. Ce changement de tactique a aussi des conséquences positives à

---

<sup>63</sup> Georges Lefranc, *Le Front populaire*, p. 28

<sup>64</sup> Serge Wolikow, *Le Front populaire en France*, p. 68

<sup>65</sup> Georges Lefranc, *op.cit.*, p. 28-29

<sup>66</sup> Eugène Frot est un radical et ministre de l'Intérieur du 30 janvier au 7 février. À ce moment-là il voit sa carrière brisée parce qu'il est accusé d'avoir donné l'ordre aux policiers de tirer et d'avoir organisé les provocations le 6 février 1934.

<sup>67</sup> Serge Berstein, *La France des années trente*, p. 104

<sup>68</sup> *ibid.* p. 104-105

<sup>69</sup> *ibid.* p. 105-108

l'intérieur du parti. Les communistes comprennent que leur tactique de « classe contre classe » ne peut pas réussir parce qu'elle les isole. Ils ont connu un recul, par exemple aux élections de 1932, mais la principale raison du changement d'attitude du PCF est l'analyse de Staline. Cela a fait que les communistes pouvaient proposer une coalition aux autres partis de gauche<sup>70</sup>.

C'est la voie vers la formation d'un « Front populaire » et le moment est marqué par la signature d'un pacte d'unité d'action, entre communistes et socialistes, le 27 juillet 1934. C'est un accord pour lutter contre le fascisme et le gouvernement d'Union nationale de Gaston Doumergue auquel participent les radicaux<sup>71</sup>.

Après la signature du pacte d'unité d'action, Maurice Thorez propose en octobre 1934 une alliance des classes moyennes avec la classe ouvrière, et aussi la constitution d'un rassemblement populaire à la place du rassemblement prolétarien. C'est une invitation directe au Parti radical à participer au rassemblement antifasciste. Par cette invitation à une union à gauche Maurice Thorez souhaite que les radicaux acceptent de participer à l'alliance<sup>72</sup>, mais le Parti radical penche toujours à droite.

En juin 1935, la pression des Jeunes-Turcs et d'Édouard Daladier fait qu'Édouard Herriot accepte la collaboration avec la SFIO et le Parti communiste. Une grande partie des militants du Parti radical veut renouveler l'ancrage à gauche du parti et cela est encore plus visible par la violente critique de la corruption dans l'affaire Stavisky. En même temps ils reçoivent l'éloge du Parti communiste qui prend le rôle de représentant de la classe ouvrière. Le dernier obstacle à la collaboration été levé quand le Parti communiste décide de soutenir les efforts de défense nationale et se montre comme un parti patriote. Donc, même avec une partie de sa politique qui penche à droite et des désaccords avec les communistes, les radicaux décident, le 3 juillet 1935, de participer à la manifestation unitaire du 14 juillet 1935<sup>73</sup>.

Le 14 juillet 1935 est la date symbolique de l'entrée du Parti radical dans le Front populaire<sup>74</sup>. C'est la première fois que les radicaux, les socialistes, les communistes et

---

<sup>70</sup> Serge Berstein, *La France des années trente*, p. 108

<sup>71</sup> *ibid.* p. 108

<sup>72</sup> *ibid.* p. 108-109

<sup>73</sup> *ibid.* p. 109-110

<sup>74</sup> Félix Torres, *La Dépêche du Midi. Histoire d'un journal en république, 1870-2000*, p. 270

d'autres partis de gauche font une manifestation ensemble. Après la manifestation le comité qui a tout organisé constitue le Comité national du rassemblement populaire et se fixe comme but de gagner les élections législatives. Au premier tour des élections législatives, en avril-mai 1936, tous les partis ont défendu leur propre programme, c'est au second tour que les partis de gauche ont défendu le programme du Front populaire adopté le 10 janvier 1936. Ils ont décidé de soutenir, au deuxième tour, le candidat de gauche le mieux placé au 1<sup>er</sup> tour<sup>75</sup>.

Le programme du Front populaire est construit autour du slogan « le pain, la paix, la liberté » et autour de revendications politiques et économiques. Par les revendications politiques on a vu qu'il y a besoin d'un programme traditionnel qui défend la liberté. Le Front populaire veut entre autres la dissolution des ligues, la défense des droits syndicaux et de l'école laïque. Les revendications économiques montrent qu'il ne s'agit pas d'un programme révolutionnaire mais quelques réformes sont nécessaires. Il est important de faire des réformes économiques et de créer un programme de lutte contre la crise économique pour sauver la France de la crise. Une réforme importante est celle de la Banque de France. Les protagonistes du Front populaire veulent une « Banque de la France » fondée par des actionnaires qui sont élus par les assemblées générales et qui vont gérer l'institution. Avec ce programme le Front populaire aspire à trouver une solution à la crise économique et sociale, sans toucher aux structures de la société<sup>76</sup>.

### 1.2.2 Les élections de 1936

À cause de la crise économique et de l'absence d'une politique alternative à droite, le Front populaire profite de son unité et cela fait qu'il remporte une nette victoire aux élections législatives des 26 avril et 3 mai 1936. Le Front populaire gagne avec 376 sièges contre 222 à la droite<sup>77</sup>. Léon Blum devient président du Conseil et crée le premier gouvernement à direction socialiste. Ce gouvernement est composé de socialistes et de radicaux. Il a le soutien des communistes qui ne sont pas au gouvernement<sup>78</sup>.

---

<sup>75</sup> Serge Berstein, *La France des années trente*, p. 110-112

<sup>76</sup> *ibid.* p. 111-112

<sup>77</sup> *ibid.* p. 115

<sup>78</sup> *ibid.* p. 116-121

Une des plus grandes réalisations du Front populaire et du gouvernement Blum est les réformes des congés payés et des 40 heures hebdomadaires de travail. Un espoir de justice sociale est né avec le gouvernement Blum<sup>79</sup>. Le résultat est une vague de grèves entre mai et juin 1936, avec l'occupation entre autres d'usines et de grands magasins. Les grèves sont nées spontanément et les raisons des grèves sont locales. Les grèves ont paralysé la France et l'expérience du Front populaire a commencé dans des conditions difficiles. Le président de la République, Albert Lebrun, donne à Léon Blum la tâche de résoudre la situation née à cause de la victoire du Front populaire<sup>80</sup>. Après une année le Front populaire n'a pas trouvé la solution à la crise que les Français espèrent et finalement la France voit la chute du gouvernement Blum et le début de la fin du Front populaire à partir de juin 1937<sup>81</sup>.

### 1.2.3 *La fin du Front populaire et l'échec de la gauche*

La chute du gouvernement Blum est le début de la fin du Front populaire et de l'échec de la gauche. Entre juin 1937 et début 1938, le Front populaire se décompose parce que des conflits politiques se multiplient à cause de la crise globale qui touche la France de plus en plus. Le président de la République fait appel à Camille Chautemps pour former un nouveau gouvernement. Ce gouvernement est un gouvernement de transition<sup>82</sup> et ne dure pas longtemps. Chautemps mène une politique économique qui fait que le franc se déprécie. Cela provoque, en octobre 1937, une vraie crise financière. Le gouvernement connaît aussi l'immobilisme en matière sociale. Chautemps ne reprend pas les projets du gouvernement Blum, qu'il a laissés en sommeil au moment de la « pause »<sup>83</sup>, et quand Chautemps fonde la Commission d'enquête sur la production, il menace la loi des 40 heures. Cette loi est une des réformes les plus symboliques du Front populaire<sup>84</sup>. Le but de cette « pause » est d'arrêter la course des prix et des salaires, et de lutter contre le préjugé du capital. Donc, il est question de rassurer les détenteurs de

---

<sup>79</sup> Serge Berstein, *La France des années trente*, p. 142-143

<sup>80</sup> *ibid.* p. 118-120

<sup>81</sup> *ibid.* p. 142-143

<sup>82</sup> *ibid.* p. 143

<sup>83</sup> La « pause » est l'expression du moment où Léon Blum a décidé de prendre une pause des grandes réformes.

<sup>84</sup> Serge Berstein, *op.cit.*, p. 145

capitiaux<sup>85</sup>. Finalement, le 9 mars 1938, Chautemps démissionne quand les socialistes refusent de voter les pleins pouvoirs financiers<sup>86</sup>.

Le 13 mars 1938 est né le second ministère Blum. Il propose un gouvernement d'Union nationale à la place du gouvernement du Front populaire et la majorité politique voit une réorientation à droite. Le 7 avril 1938, Léon Blum démissionne et un gouvernement Daladier est formé<sup>87</sup>.

Édouard Daladier devient président du Conseil le 10 avril 1938 et finalement nous voyons la liquidation définitive du Front populaire entre septembre et novembre 1938<sup>88</sup>. Jusqu'à la guerre la France vit sous le gouvernement Daladier. La situation politique très difficile donne à Daladier une autorité considérable<sup>89</sup>.

### 1.3 L'histoire de *La Dépêche*

*La Dépêche* est un journal républicain qui prend des positions politiques de gauche. C'est un journal avec une grande influence politique pendant les années trente, surtout au sein du Parti radical. A l'époque le journal est considéré comme un organe du Parti radical.

Deux personnes sont importantes pour *La Dépêche* et jouent un grand rôle pendant les années trente. La première est Maurice Sarraut, qui prend le pouvoir comme directeur administratif du journal en 1909 avec Arthur Huc. Ils sont à la tête du journal avec les héritiers Sans-Couzin<sup>90</sup>. Maurice Sarraut prend toutes les fonctions administratives, économiques et rédactionnelles en 1932, après la disparition d'Arthur Huc.

La deuxième personne est Yvon Delbos, qui joue un rôle clé avec ses articles politiques. Il écrit aussi sous le pseudonyme de Jacques Bonhomme. C'est un homme politique peu visible dans le sens qu'il agit surtout dans les coulisses.

---

<sup>85</sup> Dominique Borne et Henri Dubief, *La crise des années 30, 1929-1938*, p. 164

<sup>86</sup> Serge Berstein, *La France des années trente*, p. 146

<sup>87</sup> *ibid.* p. 146-147

<sup>88</sup> *ibid.*, p. 147-148

<sup>89</sup> *ibid.* p. 150

<sup>90</sup> Félix Torres, *La Dépêche du Midi. Histoire d'un journal en république, 1870-2000*, p. 10-11

### 1.3.1 *La Dépêche*

En tant qu'un des plus anciens quotidiens de France et un des principaux journaux en province, *La Dépêche*<sup>91</sup> se distingue d'autres journaux. Le quotidien est né en 1870. C'est un journal qui était, et qui est toujours, remarquable à Toulouse. Le journal est laïc et républicain et il se décrit comme épris de justice sociale et de progrès humain. *La Dépêche* est un des principaux organes de la République radicale de la Belle Époque à l'entre-deux-guerres<sup>92</sup>.

Les deux premiers rédacteurs en chef du journal s'appellent Fernand Bonau et Louis Braud. Ils pensent que « *défendre la France, c'est défendre la République, contre l'envahisseur d'abord, contre les ennemis de Marianne ensuite - les gouvernements d'Ordre moral, les cléricaux et réactionnaires de tout poil*<sup>93</sup> ».

En 1870, la démocratie qui est installée est très fragile et *La Dépêche* engage le combat pour la République. Victor Hugo<sup>94</sup> soutient le journal en envoyant des messages chaleureux de solidarité<sup>95</sup>.

Plus tard, en 1881, *La Dépêche* est achetée par Rémy Couzinet, Alcide Gout et Rémy Sans et les ventes explosent. Ceci est dû au système d'éditions départementales, qui est nouveau en France à l'époque. Le bureau de la rue Bayard à Paris est établi. En 1889, Maurice Sarraut entre à *La Dépêche* et Arthur Huc en 1894<sup>96</sup>. Quand la République devient radicale au début du XX<sup>e</sup> siècle *La Dépêche* sera portée au premier rang<sup>97</sup>.

*La Dépêche* est autant une institution qu'un journal, et exerce une grande influence politique<sup>98</sup>. Pour *La Dépêche* le radicalisme et le modèle républicain sont une vision du monde, un modèle social et une pratique politique<sup>99</sup>.

---

<sup>91</sup> Elle est devenue *La Dépêche du Midi* en 1947

<sup>92</sup> Félix Torres, *La Dépêche du Midi. Histoire d'un journal en république, 1870-2000*, p. 9

<sup>93</sup> *ibid.* p. 10

<sup>94</sup> Victor Hugo est né le 26 février 1802 à Besançon. Il est poète, dramaturge et prosateur romantique, et il est considéré comme un des plus importants écrivains de langue française. En même temps il est une personnalité politique et un intellectuel engagé qui est central dans l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle. Il est mort le 22 mai 1885 à Paris.

<sup>95</sup> Félix Torres, *op.cit.*, p. 10

<sup>96</sup> *ibid.* p. 10-11

<sup>97</sup> *ibid.* p. 10-11

<sup>98</sup> *ibid.* p. 11

<sup>99</sup> *ibid.* p. 12

Depuis 1901, et la naissance du Parti radical, *La Dépêche* joue un grand rôle pour les élus locaux et nationaux, et le journal donne toujours son soutien au « bon candidat » dans les élections<sup>100</sup>. *La Dépêche* est plus un journal national qu'un journal régional.

*La Dépêche* fonctionne en quelque sorte comme le porte-parole du Parti radical. Le journal est écouté et respecté et André Chaumeix écrit dans *Le Figaro*, le 5 novembre 1932, que « quand le parti radical est embarrassé, il attend que la lumière lui vienne de Toulouse, le comité exécutif de la Rue de Valois détient l'autorité officielle, *La Dépêche* l'autorité réelle »<sup>101</sup>.

Jusqu'aux années trente le tirage et la vente du journal augmentent. Entre 1932 et 1934, le journal connaît une légère baisse mais en 1934 il atteint un nouveau record avec 280 000 exemplaires vendus<sup>102</sup>. Malgré la baisse *La Dépêche* lance le 27 juin 1932 une édition du soir sous le nom de l'Édition Bleue, à cause de sa couleur. L'Édition Bleue est lancée après que *Paris-Soir* a lancé son édition du soir à Toulouse la même année<sup>103</sup>.

L'année 1934 connaît un début dramatique avec l'affaire Stavisky qui affecte le Parti radical, et *La Dépêche* reste assez distante de l'affaire alors qu'une grande partie de la presse dit qu'il s'agit d'un suicide organisé et d'un complot. *La Dépêche* écrit le 8 janvier 1934 que le problème causé par l'affaire Stavisky va être vite réglé. Plus tard le même mois les analyses sont les mêmes : il faut faire confiance au gouvernement<sup>104</sup>.

Durant l'émeute du 6 février 1934, *La Dépêche* persiste dans la défense républicaine et elle condamne ce qu'elle voit comme une tentative de coup d'État par la droite. Il est proposé dans *La Dépêche* de former une union républicaine avec les socialistes et la CGT. Le 10 février 1934, un grand ministère est constitué et les radicaux le soutiennent. *Le Temps* écrit le même jour que le nouveau cabinet est le « ministère de *La Dépêche* de Toulouse ». *La Dépêche* rêve d'un ministère d'union républicaine qui puisse sauver le pays<sup>105</sup>.

---

<sup>100</sup> Félix Torres, *La Dépêche du Midi. Histoire d'un journal en république, 1870-2000*, p. 14-15

<sup>101</sup> *ibid.* p. 239

<sup>102</sup> *ibid.* p. 201-202

<sup>103</sup> *ibid.* p. 208

<sup>104</sup> *ibid.* p. 253-254

<sup>105</sup> *ibid.* p. 254-256

Parce que Maurice Sarraut est occupé par des questions administratives c'est souvent, entre 1921 et 1940, Jacques Bonhomme<sup>106</sup> qui est l'auteur des articles politiques. Surtout après la mort d'Arthur Huc. Il écrit la rubrique « le billet du jour » et représente la nouvelle génération radicale<sup>107</sup>. Pendant les années trente le journal publie des articles contre les dangers du fascisme<sup>108</sup> italien et du nazisme allemand, pour alerter l'opinion et il défend la République espagnole pendant la guerre civile<sup>109</sup>.

### 1.3.2 Maurice Sarraut (1869-1943)

Maurice Sarraut est né le 22 septembre 1869<sup>110</sup>. Son père, Omer Sarraut, est propriétaire du *Radical de l'Aude*<sup>111</sup>. Maurice fait des études de droit, s'engage dans la vie politique et travaille comme journaliste<sup>112</sup>.

En 1889, Maurice Sarraut entre dans *La Dépêche* et en 1909 il en devient le directeur administratif avec Arthur Huc<sup>113</sup>. Maurice Sarraut est le président du Parti radical entre 1926 et 1927, mais son frère Albert Sarraut, qui est aussi un homme politique très important pour le Parti radical et qui a une longue carrière ministérielle<sup>114</sup>, est beaucoup plus connu que Maurice. Maurice Sarraut est sénateur de l'Aude entre 1913 et 1932<sup>115</sup> mais quand Arthur Huc disparaît en 1932, Maurice prend toutes les fonctions, administrative, politique et rédactionnelle, dans *La Dépêche* et démissionne comme sénateur. Il ne se considère pas comme un grand journaliste et il ne signe pas beaucoup d'articles dans le journal. Il est meilleur comme gestionnaire, et à cause de cela il s'occupe surtout des questions administratives<sup>116</sup>.

---

<sup>106</sup> Pseudonyme d'Yvon Delbos.

<sup>107</sup> Félix Torres, *La Dépêche du Midi. Histoire d'un journal en république, 1870-2000*, p. 224-225

<sup>108</sup> Pendant les années 1940-1944, *La Dépêche* est accusée de collaborer avec l'occupant, d'adhérer à l'attentisme, à l'opportunisme, au maréchalisme et au vichysme. Le journal est aussi accusé d'antisémitisme. Dans son livre Félix Torres dit que considérant l'histoire du journal, et surtout son histoire pendant les années trente, cette accusation est de faire injure au combat du journal. Le journal et Maurice Sarraut travaillent pour le retour à la III<sup>e</sup> République.

<sup>109</sup> Félix Torres, *op.cit.*, p. 12

<sup>110</sup> Wikipédia, L'encyclopédie libre, *Maurice Sarraut*, [http://fr.wikipedia.org/wiki/Maurice\\_Sarraut](http://fr.wikipedia.org/wiki/Maurice_Sarraut)

<sup>111</sup> Wikipédia, L'encyclopédie libre, *Irénée Bonnafous*, [http://fr.wikipedia.org/wiki/Ir%C3%A9n%C3%A9e\\_Bonnafous](http://fr.wikipedia.org/wiki/Ir%C3%A9n%C3%A9e_Bonnafous)

<sup>112</sup> Wikipédia, L'encyclopédie libre, *Maurice Sarraut*, [http://fr.wikipedia.org/wiki/Maurice\\_Sarraut](http://fr.wikipedia.org/wiki/Maurice_Sarraut)

<sup>113</sup> Félix Torres, *op.cit.*, p. 11

<sup>114</sup> Wikipédia, L'encyclopédie libre, *Albert Sarraut*, [http://fr.wikipedia.org/wiki/Albert\\_Sarraut](http://fr.wikipedia.org/wiki/Albert_Sarraut)

<sup>115</sup> Wikipédia, L'encyclopédie libre, *Maurice Sarraut*, [http://fr.wikipedia.org/wiki/Maurice\\_Sarraut](http://fr.wikipedia.org/wiki/Maurice_Sarraut)

<sup>116</sup> Félix Torres, *op.cit.*, p. 221

Comme directeur de *La Dépêche*, Maurice Sarraut refuse d'être ministre parce qu'il trouve son travail plus utile au journal<sup>117</sup>. Maurice Sarraut approuve en 1940 le nouveau régime de Vichy et il soutient le maréchal Pétain sans avoir compris la gravité de cette décision. Le 2 décembre 1943, il est assassiné par balle dans sa résidence à Toulouse. La police n'a jamais réussi à trouver les coupables de l'assassinat de Maurice Sarraut. Il existe plusieurs théories, entre autres que la Résistance ou la Milice serait responsable<sup>118</sup>.

Avant de commencer le travail de notre mémoire nous avons cru qu'il y avait des articles signés Maurice Sarraut et qu'il serait facile de trouver des renseignements biographiques sur lui. Cela n'est pas le cas.

Nous avons trouvé quelques lignes sur lui dans le livre *La Dépêche du Midi. Histoire d'un journal en république, 1870-2000* de Félix Torres mais cela ne constitue pas une source suffisante pour pouvoir donner une chronologie de sa vie ou de la commenter. Donc, comme source nous avons finalement dû nous contenter d'un article dans Wikipédia pour pouvoir établir cette chronologie.

Il est intéressant qu'il existe aussi peu d'écrits sur un personnage aussi important pour l'époque et pour un grand journal. Nous n'avons pas non plus trouvé d'études universitaires sur lui. Comment est-il possible que Maurice Sarraut soit négligé à ce point par l'histoire et que les historiens ne montrent pas d'intérêt pour un personnage aussi central dans l'histoire des années trente en France ?

Quand nous avons commencé l'étude de *La Dépêche* nous avons vite compris que nous n'allions pas trouver d'articles avec la signature de Maurice Sarraut. Son nom ne figure presque pas dans le journal.

### 1.3.3 Yvon Delbos (1885-1956)

Pierre Stanislas Yvon Delbos est né le 7 mai 1885 à Thonac, en Dordogne. Dans cette ville, son père, Pierre Delbos, travaille comme instituteur depuis 1884 et sa mère, Eugénie Bordes, est institutrice à Marquay. Yvon Delbos vient d'un milieu provincial,

---

<sup>117</sup> Félix Torres, *La Dépêche du Midi. Histoire d'un journal en république, 1870-2000*, p. 222

<sup>118</sup> Wikipédia, L'encyclopédie libre, *Maurice Sarraut*, [http://fr.wikipedia.org/wiki/Maurice\\_Sarraut](http://fr.wikipedia.org/wiki/Maurice_Sarraut)

rustique et pauvre<sup>119</sup>, et il a ses parents comme maîtres à l'école communale<sup>120</sup>. La région du Périgord noir reste importante pour Yvon Delbos. Il est lié à la région par sa famille, mais la région va aussi être centrale dans sa carrière politique. Ce sera son fief électoral entre les années vingt et les années cinquante<sup>121</sup>.

Yvon Delbos a des propriétés à Montignac et c'est ici qu'il passe une grande partie de ses vacances pendant toute sa vie. Montignac est aussi le quartier général de ses activités politiques. Après son élection au Palais Bourbon en 1924, le banquet en son honneur est par exemple organisé à Montignac<sup>122</sup>.

En 1904, Delbos entre en classe préparatoire littéraire au lycée Henri IV à Paris comme élève boursier et plusieurs de ses condisciples seront ses amis au cours de sa carrière de parlementaire et ministre. Quelques-uns deviennent des amis très proches. Par exemple Emile Bouvier<sup>123</sup>, André François-Poncet<sup>124</sup> et Raoul Anglès<sup>125</sup> qui joue un rôle très important pour son entrée dans le journalisme et le radicalisme<sup>126</sup>. Delbos s'engage dans la politique active dès son arrivée à Paris<sup>127</sup>.

Le 1<sup>er</sup> novembre 1907, Delbos est admis à l'Ecole Normale Supérieure comme étudiant en lettres. Il continue d'être un étudiant engagé à l'extrême-gauche et d'être un vrai littéraire<sup>128</sup>. Il adhère au groupe des étudiants socialistes<sup>129</sup>. Parallèlement à ses activités politiques il poursuit ses activités littéraires dans le groupe *Les actes des Poètes*,

---

<sup>119</sup> Bernard Lachaise, *Yvon Delbos, biographie 1885-1956*, p. 19

<sup>120</sup> *ibid.* p. 21

<sup>121</sup> *ibid.* p. 20

<sup>122</sup> *ibid.* p. 21

<sup>123</sup> Professeur de lettres et sciences humaines.

<sup>124</sup> Homme politique de centre-droit et diplomate français. En 1924, il est élu député de la Seine et en 1928 il entre dans le gouvernement comme sous-secrétaire d'État. Entre 1932 et 1938 il est ambassadeur à Berlin. Sous l'Occupation il écrit pour *Le Figaro* et en 1949 il devient Haut-Commissaire de la zone d'occupation française en Allemagne. Il est, de 1955 à 1967, le vice-président et puis le président de la Croix-Rouge française. Il est mort le 8 janvier 1978 à Paris.

<sup>125</sup> Homme politique français du Parti radical-socialiste. En 1911, il devient rédacteur en chef du *Radical* et en 1914 il est élu député du Parti radical-socialiste. Il est président du Conseil général des Basses-Alpes de 1916 à 1917. En janvier 1920, il devient conseiller général de Volonne. En 1924, il revient à son activité de journaliste. Il travaille entre autres comme correspondant à l'étranger pour *Paris-Soir*, *Le Matin* et *Le Figaro*. Il est mort le 9 janvier 1967 à Neuilly-sur-Seine.

<sup>126</sup> Bernard Lachaise, *op.cit.*, p. 27-28

<sup>127</sup> *ibid.* p. 30

<sup>128</sup> *ibid.* p. 31

<sup>129</sup> *ibid.* p. 32

constitué par son ami Roger Devigné. C'est un groupe qui se concentre sur la poésie, le théâtre et les lettres en général<sup>130</sup>.

Delbos est un élève brillant mais il n'est pas pressé. La matière qu'il réussit le mieux est les lettres classiques. Pendant son temps au lycée il rencontre entre autres Henri Labroue, le fondateur de la Fédération radical-socialiste de Dordogne en 1912. Labroue est aussi député radical de la Gironde entre 1914 et 1919, et entre 1928 et 1932. À part d'être un étudiant brillant, Delbos pratique aussi le rugby qui est une partie très importante de sa vie<sup>131</sup>.

Pendant ses études il s'intéresse au journalisme, mais il cherche aussi d'autres activités. Il ne veut pas être dépendant de ses parents et commence donc à donner des cours particuliers. Il donne des cours entre autres au petit-fils de l'ancien président de la République, Emile Loubet. Il participe aux repas de la famille Loubet et assiste à maintes discussions politiques. Cela a pu l'orienter vers le radicalisme. Grâce au contact avec la famille Loubet il rencontre en 1910-1911 Justin Perchot, le propriétaire du quotidien politique *Le Radical*. Il offre à Delbos le poste de rédacteur de son journal. Yvon Delbos passe à vingt-six ans son agrégation de lettres et commence sa carrière journalistique et politique<sup>132</sup>.

*Le Radical* est installé dans le même immeuble que *L'Humanité* et donne à Delbos la possibilité de rencontrer encore plusieurs personnes importantes dans le journalisme et la politique<sup>133</sup> comme Jean Jaurès, Léon Blum, Edouard Herriot et Paul Painlevé<sup>134</sup>. Au début il écrit des comptes rendus parlementaires et autres papiers de circonstance<sup>135</sup>. Delbos est un intellectuel qui est ouvert sur son temps et cela se lit dans ses chroniques<sup>136</sup>. Depuis 1911 *Le Radical* est l'organe officiel du Parti radical. Delbos définit le radicalisme ainsi: « *Un radical-socialiste, c'est un homme politique qui en matière de réformes sociales ne connaît pas d'ennemi à gauche et qui reconnaît ses ennemis à droite, même sous l'étiquette républicaine, à ce qu'ils combattent la laïcité.*

---

<sup>130</sup> Bernard Lachaise, *Yvon Delbos, biographie 1885-1956*, p. 33

<sup>131</sup> *ibid.* p. 26

<sup>132</sup> *ibid.* p. 35

<sup>133</sup> *ibid.* p. 43

<sup>134</sup> *ibid.* p. 46

<sup>135</sup> *ibid.* p. 43

<sup>136</sup> *ibid.* p. 45

*Le parti radical-socialiste correspond de la sorte à l'opinion du Français moyen et c'est de cette origine populaire qu'il tire sa force et ses méthodes. »*<sup>137</sup>

Delbos est un radical de gauche qui se bat pour un Parti radical ancré à gauche. Il veut aussi créer, en 1912, un nouveau bloc des gauches avec les socialistes<sup>138</sup>. Delbos collabore à un hebdomadaire qui s'appelle *Les Droits de l'Homme* qui devient une des tribunes pour ceux qui veulent changer le Parti radical<sup>139</sup>.

Au début de la Première Guerre mondiale, Delbos est mobilisé comme sergent au 304<sup>e</sup> régiment d'infanterie, ce qui l'oblige de quitter sa vie journalistique. Avant d'être blessé le 13 septembre 1914 il prend part aux combats de Verdun, de la Marne et de l'Aisne. En novembre 1914 il est promu sous-lieutenant et il vit dans l'Orne jusqu'en mars 1915. Après son séjour dans l'Orne il devient observateur mitrailleur et à partir de juillet 1916 il sert comme pilote aviateur<sup>140</sup>. Début 1919 il revient au journalisme. Il travaille dans un quotidien national, *Le Pays*, et un quotidien régional, *La France de Bordeaux*<sup>141</sup>. Peu de temps après, il entre au bureau du Comité exécutif du Parti radical et participe à la campagne électorale des législatives de novembre 1919 en tant que candidat de la Dordogne. Ces élections se terminent par un échec<sup>142</sup>.

Il est rédacteur en chef du quotidien *L'Ere Nouvelle*, dans la presse méridionale il écrit pour *La France de Bordeaux et du Sud-ouest*, puis pour *La Dépêche*. Il occupe aussi un rôle clé dans l'hebdomadaire *La Dordogne républicaine*<sup>143</sup>.

En juin 1921, Yvon Delbos entre dans la rédaction parisienne de *La Dépêche* où il traite la politique radicale. Il y écrit des éditoriaux sous la rubrique « Idées et doctrines » mais aussi des articles généraux sous la rubrique « Le billet du jour » où il utilise le pseudonyme Jacques Bonhomme<sup>144</sup>. Il écrit fréquemment jusqu'à la campagne électorale des élections législatives, en février 1924, mais pendant cette époque il est

---

<sup>137</sup> Bernard Lachaise, *Yvon Delbos, biographie 1885-1956*, p. 46

<sup>138</sup> *ibid.* p. 48-49

<sup>139</sup> *ibid.* p. 49

<sup>140</sup> *ibid.* p. 67

<sup>141</sup> *ibid.* p. 69

<sup>142</sup> *ibid.* p. 70-71

<sup>143</sup> *ibid.* p. 75

<sup>144</sup> Il écrit des articles sous le pseudonyme pendant toute la période étudiée.

difficile pour Delbos de travailler dans le journalisme et d'avoir une carrière politique en même temps, il choisit donc de se concentrer sur la politique<sup>145</sup>.

Son élection au Palais Bourbon et son entrée au gouvernement du Cartel des gauches marquent le vrai début de sa carrière politique<sup>146</sup>. À trente-neuf ans Delbos devient député de la Dordogne mais même pendant sa vie de parlementaire il prend le temps de poursuivre ses activités journalistiques et ses activités au Parti radical<sup>147</sup>.

Delbos continue de travailler dans le journalisme entre 1925 et 1936, après avoir quitté le ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts en 1925 (cabinet Painlevé) et avant d'intégrer le ministère de la Justice comme garde des Sceaux en 1936 (cabinet Albert Sarraut)<sup>148</sup>.

L'influence politique d'Yvon Delbos grandit entre 1926 et 1936 mais il est une personne peu visible et agit dans les coulisses de la politique. Malgré cela son rôle est perceptible aux congrès de Bordeaux en 1926, de Paris en 1927 et de Nantes en 1934<sup>149</sup>. Son rôle dans le groupe parlementaire radical au Palais Bourbon grandit aussi. En mai 1928 il devient un des cinq membres du comité directeur du groupe du parti à la Chambre et il est élu vice-président de la Chambre en 1932. Les années 1934-1936 sont importantes pour Delbos à cause de la position des radicaux<sup>150</sup>. Les radicaux négocient avec les socialistes et les communistes, et le président de la République, Albert Lebrun, propose à Delbos, en juin 1935 et janvier 1936, de constituer un gouvernement mais celui-ci refuse. Ses raisons sont politiques. De plus, Yvon Delbos est un homme modeste qui a peur de paraître incompetent. Il est une des grandes signatures de *La Dépêche* à l'époque<sup>151</sup>.

Dans *La Dépêche*, Yvon Delbos écrit surtout des articles sur la politique intérieure et expose ses idées sur les réformes de l'État. Nous assistons là à son évolution entre pouvoir et opposition et percevons aussi des fluctuations entre alliance à gauche,

---

<sup>145</sup> Bernard Lachaise, *Yvon Delbos, biographie 1885-1956*, p. 78-79

<sup>146</sup> *ibid.* p. 107

<sup>147</sup> *ibid.* p. 110-111

<sup>148</sup> *ibid.* p. 131

<sup>149</sup> *ibid.* p. 144-145

<sup>150</sup> *ibid.* p. 145

<sup>151</sup> *ibid.* p. 146

concentration ou union nationale<sup>152</sup>. Pendant l'année des réformes de l'État en 1934, il écrit dans *La Dépêche* qu'il n'est pas contre des réformes de l'État mais qu'il souhaite une transformation lente. Il écrit qu'il est imprudent de réformer la Constitution tout de suite<sup>153</sup>. Le problème est qu'il n'y a pas d'accord parmi les radicaux sur les réformes à faire et ils ne sont pas d'accord sur le projet de réforme constitutionnelle proposé par Gaston Doumergue, le président du Conseil. Cela fait chuter le ministère Doumergue en novembre 1934, ce qui marque la fin de la réforme de l'État<sup>154</sup>.

En 1935 Yvon Delbos est favorable à une nouvelle union des gauches, même s'il l'avait refusée en 1934. Il est donc pour un rassemblement de la gauche mais à condition que les socialistes participent au gouvernement. Quand Léon Blum refuse la participation des socialistes, en mai 1935, il fait échouer le projet, mais Delbos est toujours favorable à la manifestation des communistes, socialistes et radicaux le 14 juillet 1935<sup>155</sup>.

Pendant toute la période de janvier 1936 jusqu'en mars 1940, Delbos est ministre. Il sera le ministre des Affaires étrangères de Léon Blum et dans les gouvernements suivants. Dans ses activités journalistiques avant la Deuxième Guerre mondiale il écrit des articles sur Hitler et la menace qu'il représente pour la paix<sup>156</sup>. En juin 1940 il devient ministre de l'Éducation nationale et la situation militaire dramatique de la France a fait qu'il est hostile à la demande d'armistice<sup>157</sup>. Le 21 juin 1940 a eu lieu son départ sur Le Massilia pour le Maroc et il est considéré comme un fuyard<sup>158</sup>. Le 28 avril 1943 Delbos est arrêté par la Gestapo à cause d'un message chiffré envoyé par un chef de la Résistance au général de Gaulle, qui parle du projet de départ d'hommes politiques pour l'Angleterre proposé par Delbos. Il est conduit à la prison de Fresnes à Paris après son arrestation et n'a aucun contact avec l'extérieur<sup>159</sup>. Le 17 juin Delbos est déporté à la prison du camp d'Orianenburg-Sachsenhausen. On ne sait pas pourquoi il est envoyé dans ce camp<sup>160</sup>. Le 7 mai 1945, il est libéré et retourne en France<sup>161</sup>.

---

<sup>152</sup> Bernard Lachaise, *Yvon Delbos, biographie 1885-1956*, p. 146

<sup>153</sup> *ibid.* p. 148

<sup>154</sup> *ibid.* p. 149

<sup>155</sup> *ibid.* p. 153-154

<sup>156</sup> *ibid.* p. 177

<sup>157</sup> *ibid.* p. 223-226

<sup>158</sup> *ibid.* p. 228

<sup>159</sup> *ibid.* p. 236-237

<sup>160</sup> *ibid.* p. 237-238

Après la guerre Delbos reprend la lutte politique, malgré une santé fragile suite à la déportation pendant la guerre<sup>162</sup>. En 1950, il est favorable à une union européenne et il soutient le plan Schuman de la création de la Communauté du Charbon et de l'Acier<sup>163</sup>.

Victime d'un infarctus du myocarde il meurt le 15 novembre 1956 à Paris<sup>164</sup>.

Après avoir étudié la vie de Delbos on est surpris qu'il ne soit pas plus souvent mentionné dans les livres sur les années trente en France. Cela est étonnant à cause de son rôle dans le Parti radical, le journal et le Front populaire. Il est peut-être le plus important lien entre *La Dépêche* et le Front populaire.

---

<sup>161</sup> Bernard Lachaise, *Yvon Delbos, biographie 1885-1956*, p. 242

<sup>162</sup> *ibid.* p. 251

<sup>163</sup> *ibid.* p. 291

<sup>164</sup> *ibid.* p. 319

## 2 *La Dépêche* et le Front populaire

### 2.1 Les grandes dates du Front populaire et les réactions dans *La Dépêche*

Dans ce chapitre, nous allons, sur la base d'articles et d'éditoriaux de *La Dépêche*, voir comment le journal a couvert et commenté les grands événements entre le 6 février 1934 et le 3 mai 1936, comment le Front populaire s'est constitué et développé. A-t-elle réagi à tous les événements ? Est-il possible de voir un changement d'attitude du journal pendant cette période?

#### 2.1.1 1934

1934 est l'année de naissance des alliances de lutte contre le danger fasciste qui menace le régime républicain. C'est une année de violentes émeutes et de grands affrontements politiques. Une grande instabilité politique règne en France. Les événements pendant cette année vont jouer un grand rôle pour la constitution du Front populaire. Les affrontements ont fait que les gauches ont ressenti le besoin d'une coalition pour pouvoir combattre le fascisme.

##### 2.1.1.1 L'émeute du 6 février

Pour une grande partie de la gauche le soir du 6 février 1934 est le symbole du danger fasciste qui pèse sur le régime républicain<sup>165</sup>. C'est le jour où Édouard Daladier, un des leaders du Parti radical, présente son nouveau gouvernement à la Chambre des députés. En même temps les conseillers municipaux de Paris liés aux ligues et à l'Union nationale des combattants appellent à manifester, marquant ainsi le début d'une sanglante émeute. Le motif que tous les manifestants ont en commun est la dénonciation de la corruption des parlementaires et leur but est d'empêcher l'investiture du nouveau gouvernement<sup>166</sup>.

La manifestation commence vers 17 heures et tourne vite aux heurts entre le service d'ordre et les manifestants. Les combats commencent Place de la Concorde où le service d'ordre veut dégager le pont qui mène au Palais-Bourbon. À partir de 19h 10, la manifestation dégénère en émeute quand les premiers coups de feu sont tirés par le service d'ordre. À 2h 30 du matin l'émeute est finie et le bilan est de 15 morts et 1435

---

<sup>165</sup> Serge Wolikow, *Le Front populaire en France*, p. 57

<sup>166</sup> *ibid.* p. 58

blessés<sup>167</sup>. Le 7 février les journaux attaquent ce qu'ils appellent le « gouvernement d'assassins » et le résultat est la démission de Daladier. Cela aboutit à l'installation d'un gouvernement d'union nationale comme celui en 1926.

De vives réactions à la manifestation et l'émeute se font entendre dans *La Dépêche*. Il est évident que le journal et les radicaux avaient prévu des manifestations de mécontentement et des débats politiques à venir, mais non pas l'ampleur que l'émeute a prise et ce qu'elle a comme conséquences. Le 7 février, toute la première page est consacrée à l'émeute et plusieurs pages sont remplies d'articles sur la situation politique et les résultats choquants de la manifestation.

Le journal défend le gouvernement tout en décrivant le mécontentement des manifestants face au gouvernement.

« On conçoit qu'une opposition fasse tout son possible pour renverser le gouvernement qu'elle combat. Mais quand des hommes qui se disent les défenseurs de l'ordre fomentent ainsi le désordre au dehors et font appel à lui pour atteindre leur but, ils commettent ainsi une singulière faute, non seulement contre le régime, mais contre eux-mêmes. Ils jouent, en effet, le rôle de l'apprenti sorcier qui ne peut plus arrêter les forces qu'il a déchaînées. »<sup>168</sup>

Il est temps de revoir les actions des émeutiers et de ceux qui sont contre le gouvernement. Ils nourrissent le désordre du pays. La situation politique est instable à cause de la crise et il est difficile de prévoir les résultats d'une émeute comme celle-ci. L'extrait rend compte de la frustration du peuple français face à l'instabilité politique. C'est la même frustration qui était visible au point de départ de la crise économique mondiale en 1929.

Le même jour, le journal se dit choqué par l'émeute et la brutalité de celle-ci. C'est aussi le premier article où le terme désordre est remplacé par émeute. Cela souligne la gravité des conséquences.

---

<sup>167</sup> Serge Berstein, *La France des années 30*, p. 70

<sup>168</sup> Spectator, « La Chambre vote, par trois fois, la confiance au cabinet après de très vifs débats », *La Dépêche*, 7 février 1934, p.1

« Une véritable émeute a éclaté à Paris. Il y a 7 morts et 280 blessés, dont une vingtaine dans un état grave. Le gouvernement proclame qu'il a la preuve qu'il s'agissait d'un complot contre la sûreté de l'État. Le plan de mobilisation générale des forces de police est appliqué. »<sup>169</sup>

Le journal cite ici la proclamation du gouvernement. Il est question de la sûreté de l'État et il est clair que le journal comprend que le gouvernement Daladier est en danger. L'État a pris ses précautions et les forces de police sont en état d'alerte avant l'émeute. Un autre article décrit le malaise de Daladier et la conséquence de l'émeute pour le gouvernement. Le gouvernement semble avoir peur de commettre une erreur. Il semble donc politiquement paralysé par l'émeute et a peur de la critique du peuple.

Dans l'extrait suivant le journal explique les mesures d'ordre qui sont prises avant la manifestation et signale que le préfet de police avait prévu la possibilité d'une émeute.

« Quoi qu'il en soit, les mesures d'ordre les plus importantes ont été prises par le préfet de police pour préparer aux manifestations de ce soir [le 6 février]. [...] Le service d'ordre a reçu pour mission d'empêcher toute dégradation et violence, et de s'opposer à la fonction de différents rassemblements de manifestants. Des consignes très sévères ont été données en ce sens. »<sup>170</sup>

Quand une émeute comme celle-ci peut se développer en même temps que la police a prévu la situation il y a absence de communication entre les politiciens et le gouvernement n'a pas fait ce qu'il pouvait pour contrôler la situation.

Par la suite *La Dépêche* exprime sa frustration face aux accusations qui sont faites aux radicaux. Le journal ne peut pas comprendre qu'il soit possible d'accuser les radicaux de l'émeute et les radicaux ne se déclarent pas coupables. *La Dépêche* tient, par la voix de Gaston Jèze, à donner son appui aux radicaux.

« Voilà plusieurs années que dans ce journal, j'ai montré les erreurs commises en matière économique et financière. Elles ne sont pas le fait d'un parti. Tous les partis sont responsables. Il est étrange que le parti socialiste orthodoxe d'un côté, et l'ancien président du conseil conservateur M. Tardieu de l'autre, essaient de rejeter toutes les responsabilités sur les radicaux. Pour ceux qui ne sont pas mêlés à la bataille politique, les choses ne sont pas telles qu'on les présente, à droite et à gauche des radicaux. »<sup>171</sup>

---

<sup>169</sup> « Une véritable émeute a éclaté à Paris », *La Dépêche*, 7 février 1934, p.1

<sup>170</sup> l.c.

<sup>171</sup> Gaston Jèze, « Pour la défense du Parlement », *La Dépêche*, 8 février 1934, p.1

L'auteur de l'article, Gaston Jèze<sup>172</sup>, rejette les accusations faites aux radicaux. Les radicaux ne sont pas les seuls responsables de la situation de crise. Il est question d'un problème de politique économique et financière auquel tous les partis politiques doivent trouver une solution. C'est une défense classique de celui qui exerce le pouvoir face à l'opposition qui est qualifiée d'irresponsable. Comme professeur de droit public et promoteur de la science financière Jèze connaît bien le sujet et peut donner une idée claire de la situation qui n'est pas compréhensible pour tout le monde.

Gaston Jèze prétend aussi qu'il avait prévu la crise économique et financière avant qu'elle ne touche la France. Dans les ouvrages publiés aujourd'hui, sur la crise économique en France, il est souvent dit qu'il était difficile de voir la crise venir et que les politiciens étaient aveugles face aux problèmes. Dans son article Gaston Jèze explique que cela n'est pas le cas de tous mais que les partis politiques ne travaillent pas ensemble pour adopter une politique économique et financière qui puisse servir la France. Il semble qu'il soit plus important de trouver le responsable que de trouver la solution.

Dans l'extrait suivant *La Dépêche* dit comprendre la décision de Daladier de se retirer de ses fonctions à cause de l'émeute.

« Il ne nous appartient pas d'apprécier le geste de M. Daladier. Mais on comprend que mis en présence d'une situation tragique et désireux, comme il l'a dit lui-même, de ne pas opposer à des manifestants excités : les soldats qu'il a si longtemps commandés comme ministre de la guerre, il ait préféré faire le sacrifice de ses fonctions. »<sup>173</sup>

Le journal exprime sa condamnation de la manifestation du 6 février et le résultat fatal de celle-ci. Les articles publiés renforcent le sentiment de désarroi tout en acceptant la décision de Daladier et le journal ne critique pas son attitude pendant et après l'émeute. Il n'y a pas de spéculations ni d'accusations dirigées contre les responsables de l'émeute. Tant le journal que Daladier se montrent presque paralysés par le résultat tragique de l'émeute.

---

<sup>172</sup> Gaston Jèze est né à Toulouse le 2 mars 1869. Il est professeur de droit public et un des principaux promoteurs de la science financière comme discipline autonome dans les universités. Il est mort le 5 août 1953.

<sup>173</sup> « Le ministère Daladier est démissionnaire », *La Dépêche*, 8 février 1934, p.1

Pour le journal, le fait qu'un président du Conseil décide de se retirer de ses fonctions nourrit seulement la frustration du peuple et l'instabilité politique. En se retirant il montre qu'il n'est pas prêt à s'attaquer au problème et que le gouvernement est faible. Ce dont la France a besoin est une force qui puisse trouver une solution pour le pays.

#### *2.1.1.2 Manifestation communiste contre le fascisme et le gouvernement le 9 février*

Le 9 février, le Parti communiste et la CGTU organisent un rassemblement place de la République. Le but est de manifester « contre le fascisme » et « contre les fusilleurs Daladier et Frot ». La manifestation devient extrêmement violente et se termine, après plusieurs heures de heurts avec la police, par 6<sup>174</sup> morts et plusieurs centaines de blessés<sup>175</sup>.

Comparée à l'émeute du 6 février, cette manifestation n'a pas eu beaucoup de place dans *La Dépêche*. La formation du cabinet Gaston Doumergue et sa politique sont centrale dans le journal et la manifestation du 9 février n'a pas la priorité. Une explication du fait qu'il y a si peu de commentaires sur cette manifestation peut être qu'elle est organisée par les communistes. De plus, Gaston Doumergue, qui va former le nouveau cabinet, est un radical. Ceci est important pour le Parti radical parce que cela va lui donner une position de force dans le gouvernement par rapport aux partis de droite.

Cette fois le journal accuse vite le groupe qu'elle pense être responsable de l'émeute et de ses conséquences. Ce sont les communistes, qui ont appelé à manifester.

« De nouvelles bagarres ont éclaté la nuit dernière à Paris. Provoquées cette fois par les communistes, elles ont encore fait de nombreuses victimes. [...] Les organisations communistes avaient, depuis plusieurs jours, lancé des appels à leurs adhérents, les invitant à se réunir ce soir, à 20 heures, place de la République, pour une manifestation de masse. [...] une fois encore, hélas ! il y a des morts et des blessés à déplorer. »<sup>176</sup>

Il semble important pour *La Dépêche* de préciser que le Parti radical n'y est pour rien dans cette manifestation à cause de toutes les accusations survenues suite à l'émeute du 6 février. Le 7 février les radicaux sont accusés d'avoir provoqué l'émeute. Maintenant

---

<sup>174</sup> Le nombre des morts varie entre 4, 6 et 9 selon les différents ouvrages.

<sup>175</sup> Serge Berstein, *La France des années 30*, p. 104

<sup>176</sup> « De nouvelles bagarres ont éclaté la nuit dernière à Paris », *La Dépêche*, 10 février 1934, p.1

le journal rend les communistes responsables du bilan tragique de la manifestation du soir du 9 février. Il est intéressant de lire des accusations aussi fortes alors que les radicaux eux-mêmes avaient connu des accusations injustes seulement quelques jours auparavant. À part ces accusations, le journal donne un récit chronologique de la manifestation de manière plus neutre.

Yvon Delbos prend position en critiquant les deux manifestations :

« Ceux qui se sont laissés entraîner à l'assaut de la Chambre et de l'Élysée, ceux qui ont applaudi à ces violences, ont, qu'ils l'aient voulu ou non, agi dans le sens de l'anarchie, ou de la dictature blanche ou rouge. »<sup>177</sup>

Delbos renvoie ici les blancs et les rouges dos à dos. Pour lui les manifestations ne sont pas la solution aux problèmes politiques ou économiques.

Yvon Delbos analyse le retour de Doumergue, surprenant et extraordinaire à cause de son âge, de la carrière qu'il a derrière lui et du fait qu'il sacrifie son repos. Delbos se fait ici le porte-parole du Parti radical.

« En se rendant, avec un haut sentiment du devoir, à l'appel du chef de l'État, interprète de l'immense majorité du Parlement et du pays, M. Doumergue a tout de suite provoqué une sérieuse détente. A 70 ans, après une carrière si bien remplie, il a sacrifié son repos, sa santé peut-être, pour assumer les responsabilités les plus lourdes. Cet exemple de civisme a fait comprendre à beaucoup leur devoir, qui est de l'aider dans la tâche patriotique et républicaine qu'il a si courageusement entreprise. »<sup>178</sup>

L'article de Delbos est une louange de Gaston Doumergue, un héros qui revient dans la politique. Delbos cite Doumergue en exemple pour montrer que son retour a fait que beaucoup de gens comprennent leur devoir et que ce devoir est de participer à la défense de la République. Par la publication de cet article, et du fait qu'il ne le commente pas, le journal semble partager l'avis de Delbos. *La Dépêche* est donc clairement satisfaite du retour de Doumergue. Delbos souligne l'importance d'avoir un président du Conseil qui est soutenu par le parlement et le peuple et qu'il a confiance dans ce que Doumergue peut faire pour la France.

---

<sup>177</sup> Yvon Delbos, « Pour la paix française et l'ordre républicain », *La Dépêche*, 12 février 1934, p.1

<sup>178</sup> l.c.

Dans le même article, Delbos explique que la sanglante manifestation montre qu'il vaut mieux travailler dans le calme et que des manifestations aussi violentes ne servent à rien.

« Après avoir mesuré les dangers de l'agitation, le moment est venu de connaître les bienfaits du travail dans l'ordre et dans le calme. »<sup>179</sup>

Delbos pense que même si la manifestation est violente il est possible de tirer une leçon de manifestations et d'émeutes comme celles-ci. Il est maintenant temps de se concentrer sur les tâches importantes de l'État et de ne pas tourner l'attention vers des manifestations et des émeutes. Après l'émeute du 6 février et la manifestation du 9 février l'attention porte sur les résultats et non pas sur le but des manifestations. Comme un des plus importants journalistes de *La Dépêche* Delbos exprime ici la position du journal après l'émeute.

Le journal a pris une position de défense à cause de la violence des émeutes, comme plusieurs autres, et parce que les émeutes ne contribuent pas à résoudre la crise.

#### *2.1.1.3 Grève générale déclenchée par la CGT et manifestation organisée par le Parti socialiste le 12 février*

Le 12 février 1934 on voit de multiples manifestations partout dans le pays et un mouvement de grève politique. C'est la CGT qui a lancé le mot d'ordre de la grève et le but est de protester contre la menace des libertés démocratiques et ouvrières<sup>180</sup>. Le Parti socialiste organise un défilé partant du cours de Vincennes. La CGTU est favorable à l'initiative de la CGT et du Parti socialiste, et elle participe à la grève. Le Parti communiste soutient la grève, donc les militants communistes y participent aussi<sup>181</sup>. Des centaines de milliers de salariés feront grève le 12 février et il y aura 274 manifestations dans 85 départements<sup>182</sup>.

Cet événement est commenté dans le journal déjà plusieurs jours avant la grève et la manifestation. C'est une grève qui touche beaucoup de monde et qui est importante pour tous les partis de gauche. Le Parti radical n'appelle pas ses militants à y participer

---

<sup>179</sup> Yvon Delbos, « Pour la paix française et l'ordre républicain », *La Dépêche*, 12 février 1934, p.1

<sup>180</sup> Serge Wolikow, *Le Front populaire en France*, p. 66

<sup>181</sup> Serge Berstein, *La France des années 30*, p. 104-105

<sup>182</sup> Serge Wolikow, *op.cit.*, p. 67

mais le parti s'intéresse à la grève parce qu'il veut préserver la démocratie et se battre pour la République.

*La Dépêche* décrit comment les manifestations sont préparées et énumère quelles organisations y participeront.

« [...] Ligue des Droits de l'Homme, parti socialiste S.F.I.O., parti socialiste de France, parti socialiste Français, parti républicain socialiste, Unité prolétarienne, Union anarchiste, Fédération ouvrière et paysanne des mutilés, Chambre consultative des associations ouvrières de production se sont réunies au siège de la C.G.T., 221, rue de Lafayette, à Paris. Elles ont décidé de coordonner leur action de défense des libertés publiques. Les organisations susnommées s'associent aux mesures déjà prises par la C.G.T. de grève générale de vingt-quatre heures pour le lundi 12 février et de manifestations en province et à Paris. [...] Entre-temps la C.G.T. le convoquait lui-même ainsi que les organismes ci-dessus énumérés et, en plus, le parti radical et radical-socialiste, M. Lassalle député, représentait celui-ci, mais il a déclaré à la réunion, qu'il n'était pas habilité pour engager son parti. »<sup>183</sup>

Nous voyons qu'il y a un large soutien à la grève mais qu'il y a une certaine hésitation chez les radicaux. Une des explications peut être qu'ils ont peur que la grève et le défilé puissent dégénérer en une sanglante émeute comme cela avait été le cas les 6 et 9 février. Mais aussi le fait que les radicaux sont au gouvernement. Les radicaux penchent toujours un peu à droite et ils ne sont peut-être pas encore mûrs pour la coopération avec les partis de gauche. Le journal se contente d'informer et ne prend pas position sur la manifestation.

L'article suivant de Léon Jouhaux porte le titre « Réorganiser la vie publique » et décrit la situation politique et le but de la grève :

« Il faut bien admettre que le manifeste de la C.G.T. a eu le premier effet que nous souhaitons. Quelques colères édifiantes nous l'ont appris. Elles nous satisfont beaucoup plus que leurs auteurs ne le supposent. Mais l'attitude de la Confédération générale du Travail ne se limite pas à cette volonté de résistance aux manœuvres d'un fascisme plus ou moins larvé. Elle se tourne vers ceux qui ont charge du régime. Elle ne leur dit pas seulement que la défense de celui-ci contre ses adversaires exige un implacable nettoyage. Elle leur demande de comprendre que pour rassurer pleinement l'opinion, il ne suffit pas de frapper les fautes passées. Pour rendre au pays

---

<sup>183</sup> « Le ministère Daladier est démissionnaire », *La Dépêche*, 8 février 1934, p.3

le calme dont il a si grand besoin devant ses problèmes tant intérieurs qu'extérieurs, il faut lui donner la garantie que de tels scandales ne se reproduiront point. »<sup>184</sup>

L'extrait montre les positions prises par Jouhaux sur le travail de l'État et la raison pour laquelle la grève est nécessaire. Il constate que le manifeste donne des résultats et il utilise aussi le terme fascisme. Il est temps pour le journal d'appeler le peuple à s'organiser pour vaincre le fascisme.

Nous voyons que les partis peu à peu donnent leur soutien à la grève générale décidée par la C.G.T. C'est aussi le début de la prise de conscience que les partis de gauche sont plus forts ensemble que seuls et divisés et qu'il est important de travailler dans la même direction pour sortir de la crise économique mais aussi pour retrouver la stabilité politique et faire face au fascisme.

*La Dépêche* décide de fermer ses ateliers le 12 février après l'appel de la C.G.T.

« La Confédération Générale du Travail dans un appel qu'elle a adressé au « Peuple des Travailleurs » a demandé à ceux-ci de cesser le travail le Lundi 12 Février. [...] [La Dépêche] a décidé, dans ces conditions, de fermer ses ateliers durant la journée du LUNDI 12 FÉVRIER [...]. »<sup>185</sup>

Le journal donne son soutien au « peuple des travailleurs » et il est d'accord avec l'appel lancé.

Le journal annonce aussi la nouvelle que le Parti radical et radical-socialiste accepte l'invitation à défendre en commun les libertés publiques menacées.

« Le parti radical et radical-socialiste accepte cordialement l'invitation qui lui est faite par la C.G.T. pour défendre en commun avec les autres associations républicaines les libertés publiques menacées. »<sup>186</sup>

Les décisions sont prises et la grève générale devient une réalité. Le Parti radical a soutenu le manifeste lancé par la CGT et juge qu'il est important que les radicaux participent pour renforcer la grève et probablement le résultat de celle-ci. La volonté de participer est plus importante que la peur d'une émeute.

---

<sup>184</sup> Léon Jouhaux, « Réorganiser la vie publique », *La Dépêche*, 9 février 1934, p.1

<sup>185</sup> Communiqué, *La Dépêche*, 11 février 1934, p.1

<sup>186</sup> « La grève générale de 24 heures », *La Dépêche*, 11 février 1934, p.5

*La Dépêche* répond aux réactions et aux critiques contre la grève générale dont elle discute l'issue :

« Si bien que, quand les organes de droite proclament que cette imposante journée fut un fiasco, on peut dire, en effet, que ce fut un fiasco de l'émeute, mais une victoire de l'ordre public [sic] et de l'esprit républicain, et de la sagesse des mesures prises par un gouvernement désireux, à tout prix, d'éviter des collisions sanglantes. »<sup>187</sup>

*La Dépêche* défend la grève et le défilé dans son numéro du 13 et 14 février 1934. Il est important pour le journal et les radicaux de montrer qu'il est possible de faire la grève et manifester sans violence. Cela indique que la grève n'est pas un fiasco. Cela est évident quand nous lisons l'extrait suivant, signé Jacques Bonhomme (Yvon Delbos).

« [...] il est d'autant plus significatif et efficace qu'il a donné lieu à moins de troubles. Il n'a pas rompu la trêve politique et il a prouvé la possibilité qu'a la France de se ressaisir rapidement dans l'ordre, dans la justice et dans le travail. Ce doit être le mot d'ordre de tous les bons citoyens. »<sup>188</sup>

L'article a pour titre « Les Leçons d'une journée » et indique que la grève est une grande expérience pour la France et les Français et qu'ils peuvent apprendre quelque chose de cet événement. Jacques Bonhomme souligne l'importance de la grève et les résultats favorables qu'une grève peut donner pour le pays et le peuple.

Les deux derniers extraits soulignent la réussite que les partis de gauche avaient souhaitée. Aucune agitation mais la possibilité de montrer au peuple qu'il est possible de se battre pour une cause sans en venir aux émeutes. En plus, la réaction des organes de la droite signale qu'ils ont envie de centrer le débat sur un soi-disant fiasco.

#### 2.1.1.4 Naissance du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes le 5 mars

Le CVIA, fondé le 5 mars 1934, est né en réaction aux violences antiparlementaires du 6 février<sup>189</sup>. Le comité est constitué autour de Paul Rivet<sup>190</sup>, Alain<sup>191</sup> et Paul Langevin<sup>192</sup>

---

<sup>187</sup> « La grève générale de 24 heures s'est déroulée dans le calme », *La Dépêche*, 13 et 14 février 1934, p.1

<sup>188</sup> Jacques Bonhomme, « Les leçons d'une journée », *La Dépêche*, 13 et 14 février 1934, p.2

<sup>189</sup> Georges Lefranc, *Le Front populaire*, p. 28

<sup>190</sup> Il est né le 7 mai 1876 à Wasigny dans les Ardennes. Sa profession est ethnologue et il est socialiste. Il est connu pour son succès, comme candidat unique de la gauche, aux élections municipales de 1935 à Paris. Il est élu député socialiste en 1945 et il démissionne de la SFIO en 1948. Il rejoint l'Union progressiste en 1948 mais la quitte en juin 1954. Il meurt le 21 mars 1958 à Paris, après une longue période de maladie.

et connaît un succès rapide. Le CVIA se joint au mouvement contre la guerre et le fascisme et organise un Rassemblement antifasciste national en mai, avec le but de regrouper les différents comités antifascistes. Des problèmes ont surgi à cause des relations difficiles entre les différents partis politiques. La SFIO et la CGT ne sont pas sûres qu'une coalition de l'action antifasciste puisse aider les gauches<sup>193</sup>. Mais malgré des hésitations, le CVIA réussit à rassembler des militants de toutes les gauches et peut être vu comme un précurseur du Front populaire<sup>194</sup>.

Il n'y a pas de commentaires dans *La Dépêche* sur le CVIA et son objectif au moment de sa fondation. Par contre, il y a beaucoup d'articles sur le vote du budget de 1934 par le parlement et il y a aussi plusieurs articles sur l'Affaire Stavisky. Le dernier thème qui occupe beaucoup de place est le rôle de la commission d'enquête du 6 février, qui est importante pour les radicaux à cause de toutes les accusations portées contre eux après l'émeute.

Cela peut donc expliquer l'absence d'articles sur le CVIA. D'autres événements plus importants pour le journal et les radicaux sont à l'honneur.

Le Parti radical se trouve dans une situation difficile à cause des accusations suite au 6 février et à cause des troubles politiques. Les radicaux ont beaucoup souffert après les élections de 1932 et ils n'ont pas vraiment trouvé leur position et stabilité dans la politique. À cause des problèmes internes chez le Parti radical et la volonté de discuter l'avenir du parti dans le journal, on voit une absence de commentaires sur le CVIA.

#### 2.1.1.5 Conférence nationale d'Ivry du Parti communiste le 23-26 juin

À sa Conférence nationale d'Ivry une nouvelle ligne du Parti communiste apparaît. La plupart des discours portent sur la tactique de « classe contre classe » mais dans son

---

<sup>191</sup> Son vrai nom est Emile-Auguste Chartier et il est né le 3 mars 1868 dans l'Orne. Il est philosophe, journaliste, essayiste et professeur de français, et il a écrit sous pseudonyme dans *La Dépêche de Lorient* et *La Dépêche de Rouen et de Normandie*. Il est radical. Il meurt le 2 juin 1951 à Yvelines.

<sup>192</sup> Paul Langevin est né à Paris le 23 janvier 1872. Il est physicien et connu notamment pour sa théorie du magnétisme. Il est communiste, militant pacifiste et antifasciste. Il meurt à Paris le 19 décembre 1946.

<sup>193</sup> Serge Wolikow, *Le Front populaire en France*, p. 68

<sup>194</sup> Georges Lefranc, *Le Front populaire*, p. 28-29

discours Maurice Thorez<sup>195</sup> propose l'unité d'action avec les socialistes dans de nouveaux termes qu'il confirmera plus tard<sup>196</sup>.

La raison de cette proposition est l'arrivée au pouvoir d'Hitler et le danger que cela constitue pour le communisme, le socialisme et la démocratie. Le Parti communiste et l'Internationale communiste comprennent maintenant qu'il est important de se battre contre Hitler et les dangers qu'il représente. Les communistes pensent donc que s'allier avec les socialistes peut offrir une solution au problème<sup>197</sup>.

Nous ne trouvons pas d'articles sur ce thème dans *La Dépêche* et une explication peut être qu'il s'agit d'une initiative du Parti communiste et qu'il est trop tôt pour que les radicaux s'intéressent à ses affaires internes. Les radicaux sont encore loin d'une action commune avec les communistes.

#### 2.1.1.6 Pacte d'unité d'action socialo-communiste le 27 juillet

Les premiers contacts entre le PCF et la SFIO ont eu lieu début juin et le PCF propose l'action commune. La direction de la SFIO se réunit pour la première fois le 5 juin 1934 pour étudier la proposition du PCF. La SFIO accepte de rencontrer le PCF et des négociations sont engagées entre les deux partis. Le 27 juillet les deux partis signent le Pacte d'unité d'action et cela est la première fois que les deux partis sont liés à une politique commune depuis la scission de Tours<sup>198 199</sup>.

Le but du Pacte d'unité d'action est d'organiser une campagne, dans tout le pays, pour mobiliser contre les ligues et finalement « *agir contre les préparatifs de guerre, les décrets-lois et la terreur fasciste en Allemagne et en Autriche* »<sup>200</sup>.

*La Dépêche* fait maintenant quelques commentaires sur la proposition du PCF de ce pacte d'unité d'action. Le nombre d'articles publiés sur ce thème dans *La Dépêche*

---

<sup>195</sup> Dirigeant principal du Parti communiste depuis mai 1931.

<sup>196</sup> Serge Berstein, *La France des années 30*, p. 105-108

<sup>197</sup> *ibid.* p. 108

<sup>198</sup> La scission de Tours est la division des socialistes qui se concrétise au moment du Congrès de Tours en décembre 1920. C'était une scission idéologique profonde. La SFIO se divisa en trois camps. Le premier, largement majoritaire, est celui qui est le plus à gauche qui rassemblait les partisans de l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale communiste. Le deuxième est dirigé par des pacifistes qui acceptent l'adhésion, mais sous de nombreuses conditions. Le troisième est dirigé par Léon Blum et refuse totalement l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale.

<sup>199</sup> Serge Wolikow, *Le Front populaire en France*, p. 74-77

<sup>200</sup> *ibid.* p. 77

dénote un certain intérêt pour la collaboration entre le PCF et la SFIO. Même si les radicaux ne sont pas encore prêts à un mouvement commun, ils suivent leur action. Le journal commente le pacte et cela s'explique probablement par l'attitude favorable de la SFIO.

Dans un premier article le journal ne prend pas position sur une possible collaboration entre les deux partis mais commente seulement le fait que la SFIO va discuter la proposition faite par le PCF.

« Le Parti socialiste S.F.I.O. tiendra demain à la maison de la Mutualité, un important conseil national extraordinaire pour examiner les propositions d'action commune formulées par le Parti communiste. Les événements qui se sont déroulés depuis le 6 février dernier ont créé, dans les rangs de la classe ouvrière, un désir d'unité d'action « pour barrer la route au fascisme et défendre les libertés publiques menacées », déclarent ses partisans. »<sup>201</sup>

*La Dépêche* ne commente pas les rapports entre les deux partis. En même temps elle s'intéresse à la situation et veut suivre l'évolution des deux partis. Le problème du journal et du Parti radical est leur scepticisme envers les communistes. Celui-ci va clairement s'exprimer dans d'autres articles.

Le second article cité expose comment le Parti communiste a travaillé pour convaincre les socialistes et la C.G.T à entrer dans une action commune. Le journaliste Jacques Bonhomme (Yvon Delbos) ne pense pas que les communistes puissent réaliser leur projet parce que leurs efforts sont dictés par la volonté de domination et qu'ils reçoivent des ordres de Moscou. Il critique donc la façon dont les communistes proposent l'action commune. Il exprime aussi son scepticisme envers le Parti communiste et sa tendance à vouloir récupérer tout mouvement d'action commune.

« [...] le parti communiste s'efforce inlassablement d'embrigader à sa suite le parti socialiste et la C.G.T. Il invoque à cet effet la formule, séduisante pour les masses prolétariennes, de l'unité de front des masses ouvrières. Cette formule est d'ailleurs trompeuse, car elle tend à assurer, bien plus que l'unité ouvrière, la domination absolue du parti communiste inféodé lui-même aux ordres de Moscou. »<sup>202</sup>

---

<sup>201</sup> « Le conseil national du parti S.F.I.O. va délibérer sur l'unité d'action », *La Dépêche*, 15 juillet 1934, p.1

<sup>202</sup> Jacques Bonhomme, « L'unité de front », *La Dépêche*, 15 juillet 1934, p.2

Jacques Bonhomme dénonce la tactique classique d'unité à la base. Il est très clair quand il dit que « *Cette formule est d'ailleurs trompeuse* »<sup>203</sup>. Il sera peut-être choqué plus tard en voyant que la proposition du Parti communiste est un succès et que, malgré tout, les radicaux vont soutenir une action commune contre le fascisme. Déjà dans l'article suivant, Yvon Delbos se dit surpris que la constitution d'un front unique soit une réalité. Les communistes ont réussi à former un front paraissant au départ impossible. Yvon Delbos signe ici l'article de son vrai nom sans changer d'opinion sur la proposition des communistes.

« La constitution d'un front unique entre les communistes et les socialistes, qui paraissait impossible il y a quelques mois, est devenu un fait accompli. Cette décision soudaine est due essentiellement à l'initiative des premiers, qui ont obéi sans doute à un mot d'ordre nouveau venu de Moscou. »<sup>204</sup>

Yvon Delbos décrit la situation de collaboration entre les communistes et les socialistes. Il ne prend pas vraiment position. C'est seulement une mise en garde des socialistes.

« Quelles seront les conséquences de cette décision dont on ne saurait nier l'importance ? En ce qui concerne les rapports entre les deux partis intéressés, il semble bien qu'elle aboutira à l'hégémonie du parti communiste qui finira sans doute par absorber ses alliés. C'est, en effet, une loi de l'histoire que dans les partis de révolution ce sont les violents qui l'emportent. M. Cachin aura raison de M. Léon Blum pour les mêmes raisons et par les mêmes méthodes qui ont fait que Lénine a supplanté Kérénsky. [...] Les socialistes ont beau déclarer qu'ils ne veulent ni violence, ni grèves inconsidérées. Ils n'arrêteront pas les avalanches qu'ils auront contribué à déclencher en s'associant à des revendications et à des manifestations dont on connaît la fatalité. Ou bien ils suivront jusqu'au bout ou bien ils seront traités de contre-révolutionnaires et abandonnés en conséquence par la majorité de leurs troupes. Dans les deux cas, les communistes l'auront emporté. »<sup>205</sup>

Delbos se montre clairement anticommuniste et il veut rappeler à ses lecteurs et aux socialistes les dangers d'une coalition avec les communistes. Delbos pense que cette coalition entre les communistes et les socialistes va montrer l'impossibilité de collaborer avec les communistes à cause de leur nature révolutionnaire. Il exprime donc ici une des raisons pour lesquelles la coalition avec les communistes et les socialistes ne

---

<sup>203</sup> Jacques Bonhomme, « L'unité de front », *La Dépêche*, 15 juillet 1934, p.2

<sup>204</sup> Yvon Delbos, « Le front unique », *La Dépêche*, 20 juillet 1934, p.1

<sup>205</sup> l.c.

soient pas encore discutées. Les radicaux ne sont pas convaincus que les communistes aient de bonnes intentions quand ils proposent une coalition avec les socialistes.

Yvon Delbos évoque le risque que les socialistes se fassent séduire par la nature révolutionnaire du Parti communiste.

« [...] il faut s'attendre à un renforcement de l'extrémisme et de l'intransigeance révolutionnaire. Les socialistes se détourneraient ainsi du réformisme et des autres partis de gauche, dans la mesure où ils se confondraient avec les communistes. »<sup>206</sup>

Il est toujours incompréhensible pour Yvon Delbos, et pour *La Dépêche*, qu'une alliance entre les communistes et les socialistes puisse réussir. Quelques jours après l'article d'Yvon Delbos, un autre journaliste exprime ses doutes au sujet du pacte d'unité d'action.

« Aujourd'hui, à 13 heures, à la maison des coopérateurs, 29 boulevard du Temple, a été signé le pacte d'unité d'action entre socialistes et communistes. Est-ce un événement historique, en ce sens qu'il serait le prélude de la reconstitution de l'unité comme des socialistes s'acharnent à l'espérer tout haut, mais comme les communistes s'obstinent encore à le contester ? Il semble qu'il soit trop tôt pour fournir une réponse pertinente à cette question, à raison justement de ce que présentent encore d'obscur et de surprenant l'attitude du parti communiste français et surtout le silence de Moscou. »<sup>207</sup>

Il y a un grand scepticisme à l'égard de l'unité d'action. La raison est bien sûr le rôle des communistes et le journal pense que le pacte va éloigner les socialistes des radicaux. Ces deux derniers articles sont adressés aux socialistes et montrent que les radicaux ne partagent pas leur naïveté à l'égard des communistes.

#### *2.1.1.7 Maurice Thorez lance l'idée d'un « Rassemblement populaire étendu aux classes moyennes » en octobre*

C'est, encore une fois, le PCF qui propose un projet politique et cette fois il s'agit d'un rassemblement populaire avec les socialistes. La proposition est présentée en octobre 1934 et cela bouleverse la politique traditionnelle des partis de gauche. Le PCF veut préparer les revendications économiques et sociales des ouvriers et des classes

---

<sup>206</sup> Yvon Delbos, « Le front unique », *La Dépêche*, 20 juillet 1934, p.1

<sup>207</sup> S. M., « Socialistes et communistes », *La Dépêche*, 28 juillet 1934, p.2

moyennes avec la SFIO<sup>208</sup>. C'est le 10 octobre que Thorez présente cette nouvelle proposition en disant : « *Nous sommes prêts, à aider et à soutenir tout effort réel pour le maintien des libertés démocratiques pour la résistance aux attaques des bandes fascistes. Nous avons jeté l'idée d'un vaste rassemblement populaire* »<sup>209</sup>. Le 24 octobre Thorez veut élargir l'unité d'action et propose au Parti radical d'y participer. Par cette participation le Parti radical pourrait sortir de son alliance avec les partis de droite<sup>210</sup>.

Le rassemblement populaire n'est pas un succès immédiat mais les grandes idées, la paix, le pain et la liberté, changent l'idéologie de la gauche française<sup>211</sup>. Les partis de gauche deviennent plus fortes ensemble même si cela veut dire travailler avec des partis avec des idéologies différentes.

Il n'y a aucun commentaire dans *La Dépêche* et une des raisons peut être que les radicaux ne sont pas intéressés par un rassemblement avec les communistes. Les radicaux pensent toujours que ce sera finalement la politique et la nature révolutionnaires du Parti communiste qui vont l'emporter. Le journal a déjà exprimé ses doutes concernant le pacte signé entre les socialistes et le PCF.

Les manifestations de l'année 1934 montrent la frustration causée par la crise dans le pays et soulignent l'instabilité politique. *La Dépêche* et le Parti radical restent toujours hostiles au Parti communiste et il est difficile pour les radicaux de croire que les communistes veulent une coalition seulement pour protéger les libertés démocratiques et pour combattre le fascisme.

Au début de l'année 1934 les émeutes avaient été un choc pour le journal et de vives discussions avaient surgi autour des événements résultant des émeutes. Le journal ne prend pas souvent ouvertement position politique sauf quand il est nécessaire de soutenir le Parti radical. Il n'y a donc aucune discussion sur le rassemblement avec la SFIO et le PCF et l'hostilité du journal face aux communistes se confirme.

---

<sup>208</sup> Serge Wolikow, *Le Front populaire en France*, p. 79

<sup>209</sup> *ibid.* p. 81

<sup>210</sup> *ibid.* p. 81

<sup>211</sup> *ibid.* p. 83

La volonté de former un rassemblement des deux partis est choquante pour le journal et il a peur que le rassemblement ne soit un piège pour les socialistes. Le journal ne manifeste pas encore d'intérêt pour une coalition avec les socialistes et les communistes.

### 2.1.2 1935

L'année 1935 marque un moment décisif pour la formation de la coalition entre les partis de gauche et à cause de cela c'est une année très intéressante pour *La Dépêche*. 1934 a été une année très violente et les partis ressentent le besoin de se battre contre le danger fasciste. 1935 est aussi l'année des élections municipales qui deviennent le test de leur stratégie avant les élections législatives en 1936.

#### 2.1.2.1 Signature du pacte franco-soviétique le 2 mai

En 1932, la France et l'URSS ont décidé de conclure un pacte de non-agression. Ce pacte a deux buts : l'entrée de l'URSS à la Société des Nations et l'alliance entre la France et l'URSS. L'entrée de l'URSS à la SDN est réalisée en septembre 1934<sup>212</sup>.

Il est décidé que Louis Barthou<sup>213</sup> va conclure le pacte avec l'URSS mais il meurt dans un attentat commis par des terroristes croates à Marseille le 9 octobre 1934. Pierre Laval lui succède au Quai d'Orsay où il va poursuivre ses travaux. Mais le pacte, qui est signé le 2 mai 1935, est sans substance. Il n'inclut aucune convention militaire et il est subordonné à la décision du Conseil de la SDN<sup>214</sup>.

*La Dépêche* manifeste déjà en novembre 1934 son intérêt pour ce pacte de non-agression.

« La Russie s'est réconciliée avec les États-Unis et elle a abandonné cet esprit de prosélitisme qui apparaissait un danger aux gouvernements basés sur un autre système politique que le communisme. Cette adaptation ne s'est point faite sans difficultés, sans de vives réactions à l'intérieur comme à l'extérieur. Mais l'essentiel est qu'elle ait été réalisée dans des conditions telles qu'aujourd'hui la France peut travailler en toute confiance avec l'U.R.S.S., sur le plan international. La signature du pacte de non-agression, sous le cabinet Paul Boncour, a marqué le

---

<sup>212</sup> Dominique Borne et Henri Dubief, *La crise des années 30, 1929-1938*, p. 52

<sup>213</sup> Il est né le 25 août 1862 à Oloron-Sainte-Marie (Basses-Pyrénées) et il est avocat et homme politique. Il soutient le parti Alliance démocratique et il lutte contre les menées hitlériennes. Il fut ministre de la Guerre du 13 décembre 1930 au 27 janvier 1931 et ministre des Affaires étrangères du 9 février 1934 au 9 octobre 1934.

<sup>214</sup> Dominique Borne et Henri Dubief, *op.cit.*, p. 52-53

moment psychologique de l'amélioration décisive de nos relations avec la grande nation de l'est. »<sup>215</sup>

Il est important pour la France de rétablir les relations avec la Russie. Il peut être dangereux pour la France si la Russie est dans une alliance avec d'autres pays. L'alliance entre la France et la Russie date de l'accord de coopération militaire entre les deux pays de 1892 à 1917. La Russie est une grande nation qui peut jouer un grand rôle dans le cas d'une agression d'autres pays contre la France.

« Bref, l'armée rouge, loin d'être négligeable, représente sur l'échiquier oriental de l'Europe un facteur de puissance qu'il vaut mieux avoir avec soi que contre soi. »<sup>216</sup>

L'article signé Jacques Frontière, est publié le 30 avril 1935 et il souligne le besoin d'un pacte entre les deux pays. Les partis de gauche voient les dangers fascistes qui sont en train de se préciser et ont peur d'une guerre. La France a besoin de s'allier avec d'autres forces, comme cela avait été le cas avec la Russie avant la Première Guerre mondiale. Nous pouvons considérer que l'auteur de l'article exprime l'opinion de *La Dépêche* puisqu'il est publié sans commentaire.

« [...] M. Pierre Laval [...] a fait les déclarations suivantes : Au moment où nous venons de signer l'acte qui consacre l'heureux résultat de nos négociations, je tiens à dire ma satisfaction. Nous n'avons eu qu'une préoccupation : celle de faire participer nos deux pays à l'organisation de la sécurité en Europe. C'est volontairement que nous sommes restés dans le cadre de la S.D.N., de même que nous avons eu le souci, depuis le début de nos pourparlers, de n'exclure aucun pays de notre entreprise diplomatique. C'est pour la paix que nous avons travaillé. »<sup>217</sup>

Pierre Laval signe le pacte pour la paix et pour préserver la sécurité de la France et de l'Europe. Ce n'est pas un accord seulement entre les deux pays mais pour tous ceux qui se battent pour la paix.

« Le pacte franco-soviétique est enfin conclu et les controverses qui s'étaient élevées sur les devoirs réciproques des deux pays contractants sont heureusement terminées. Nous n'avons jamais pensé ici qu'il pût en être autrement. [...] La sécurité est aussi nécessaire à l'Est qu'à l'Ouest. »<sup>218</sup>

---

<sup>215</sup> François de Tessan, «Le développement de l'accord franco-russe», *La Dépêche*, 1<sup>er</sup> novembre 1934, p. 3

<sup>216</sup> Jacques Frontière, «Pacte franco-soviétique», *La Dépêche*, 30 avril 1935, p. 1

<sup>217</sup> «Les négociations franco-soviétiques», *La Dépêche*, 2 et 3 mai 1935, p.3

<sup>218</sup> «Après la signature du pacte entre la France et l'U.R.S.S.», *La Dépêche*, 4 mai 1935, p.1

Pour un journal radical et pour les partis de gauche il n'y a aucun doute qu'un pacte de paix est une très bonne solution. Surtout en ce qui concerne la lutte contre le fascisme et les menaces contre la France que le fascisme représente. Une partie des Français voient venir le danger de l'Allemagne fasciste et ils comprennent qu'un soutien de l'URSS est dans l'intérêt de la France.

Même si les partis sont divisés avant la signature du pacte il est clair que *La Dépêche* est satisfaite que le pacte soit précis dans la description des relations franco-russes.

« C'est un habile compromis entre les thèses soutenues par M. Laval et M. Litvinof; on est en droit de s'en montrer satisfait, puisqu'il apporte un élément réel de stabilité et puisqu'il perfectionne les relations franco-russes. La valeur du pacte qui vient d'être signé ne réside pas dans toutes les hypothèses auxquelles il prétend faire face ; elle est surtout dans l'affirmation de la volonté commune qu'ont la France et l'U.R.S.S. de s'unir pour faire respecter la paix. »<sup>219</sup>

*La Dépêche* souligne encore une fois l'importance de la volonté commune de s'unir pour la paix. Même si l'alliance est une garantie pour la France en cas d'agression le journal veut surtout présenter le pacte comme un pacte de paix et non pas un pacte de renforcement militaire et de protection.

Le pacte franco-soviétique est important pour la stratégie politique du Front populaire. La droite n'est pas favorable au pacte, la SFIO y est favorable à cause de la garantie de protection qui va être renforcée, les radicaux sont divisés et pour les communistes cela signifie un changement de leur politique contre le militarisme et l'impérialisme français<sup>220</sup>.

Dans le dernier extrait concernant la signature du pacte franco-russe le journal exprime sa satisfaction, et celle de la France et des milieux politiques et la joie chez les diplomates yougoslaves.

« La nouvelle de la signature du pacte franco-soviétique est en général accueillie avec une vive satisfaction. Elle a causé dans les milieux politiques et diplomatique [sic] yougoslaves une joie sans réserve. On considère ce pacte comme un précieux instrument de paix, d'ordre et de sécurité

---

<sup>219</sup> François de Tesson, «Le Pacte franco-soviétique est signé», *La Dépêche*, 4 mai 1935, p. 2

<sup>220</sup> Dominique Borne et Henri Dubief, *La crise des années 30, 1929-1938*, p. 52-53

dans l'est européen et on espère qu'il contribuera à dissiper le malaise et la méfiance qui ont régné jusqu'à présent dans cette région du continent. »<sup>221</sup>

*La Dépêche* souligne l'importance de la signature parce qu'elle force le Parti communistes à changer de politique.

#### 2.1.2.2 Élections municipales les 5 et 12 mai

Les forces politiques préparent les élections municipales des 5 et 12 mai depuis la fin de 1934. En même temps qu'elles sont attendues, les élections sont aussi redoutées par les différents partis à cause de la versatilité des électeurs<sup>222</sup>.

Pour le premier tour les socialistes proposent aux partis de gauche de présenter des listes communes afin de contrer les forces conservatrices. Les communistes ne veulent pas de listes communes et le résultat est que les partis de gauche présentent leurs propres listes. La droite ne voit pas la tactique des socialistes et des communistes de faire entrer les radicaux dans une coalition<sup>223</sup>.

Le premier article sur les élections municipales traduit l'attitude de *La Dépêche* ainsi que la position et les visions politiques du journal.

« La grande consultation du suffrage universel qui appelle, dimanche prochain, la France entière à renouveler le mandat de ses conseils municipaux, est un des événements décisifs de la vie nationale. Son importance est considérable en tous temps. Elle l'est davantage encore dans la période que nous traversons. [...] Cette belle et puissante discipline républicaine fera des élections du 5 mai une nouvelle et magnifique affirmation de sa volonté de paix intérieure et extérieure, de sécurité dans la cité comme à la frontière et de sa foi inébranlable dans le régime démocratique pour assurer l'accomplissement continu de l'œuvre de progrès, de réformes et de justice sociale qui est la raison d'être de la République. »<sup>224</sup>

L'élection est jugée plus importante que d'habitude pour l'avenir de la France et cela est mis en relief dans l'extrait ci-dessus. Cet article est un appel indirect aux lecteurs de voter pour les partis de gauche. Le journal souhaite la continuité et comprend que si les radicaux veulent participer au combat contre le fascisme ils doivent s'allier avec les

---

<sup>221</sup> «L'accueil fait dans le monde au pacte franco-soviétique», *La Dépêche*, 4 mai 1935, p.3

<sup>222</sup> Serge Wolikow, *Le Front populaire en France*, p. 89

<sup>223</sup> *ibid.* p. 89-90

<sup>224</sup> «Le scrutin du 5 mai», *La Dépêche*, 2 et 3 mai 1935, p.1

partis de gauche et non de droite. La question est aussi à qui les radicaux peuvent donner leur soutien pour remporter la victoire aux élections.

Le premier tour du scrutin montre qu'il y a une stabilité politique que le journal commente :

« Une grande impression de stabilité politique se dégage de cette consultation électorale du 5 mai, qui s'est déroulée dans le calme, qui a vu les électeurs se rendre aux urnes avec plus d'empressement peut-être que dans le passé et qui démontre, en somme, le très profond attachement du corps électoral pour les institutions démocratiques. Telle est la première conclusion politique à dégager de ce scrutin, qui, sans doute, il faut bien le dire, n'a point toujours et partout une signification uniquement politique. En effet, il ne faut pas perdre de vue que les élus municipaux constituent la majorité du corps électoral sénatorial ; il ne faut pas négliger non plus que, dans la bataille municipale, ce sont bien souvent les intérêts locaux, voire les considérations personnelles, qui entrent en jeu et qui dictent parfois le choix des électeurs. [...] Il ne s'agit là, bien entendu, que des communes de plus de 5.000 habitants. Mais ces quelques chiffres donnent, croyons-nous, la physionomie politique réelle de ce premier tour de scrutin.»<sup>225</sup>

C'est un article au ton neutre qui décrit la situation sans donner de consigne pour le deuxième tour. Cela correspond à la tendance du journal de rester neutre et de ne pas appeler les lecteurs à voter pour un parti en particulier. *La Dépêche* souligne l'impression de stabilité politique qui peut être une force avant le second tour du scrutin. Le journal semble optimiste. Le taux de participation élevé est en soi une réponse à la droite antiparlementaire.

Trois jours plus tard le journal transmet les remerciements du comité exécutif du parti républicain radical et radical-socialiste :

« Le bureau du comité exécutif du parti républicain radical et radical socialiste adresse ses remerciements à tous ses candidats et à son chef, le président Edouard Herriot, qui ont vaillamment défendu, dimanche, la doctrine du parti. Il enregistre avec satisfaction les résultats obtenus au premier tour de scrutin en constatant que le parti radical socialiste maintient et accroît ses positions, ce que lui permettra encore d'administrer plus de la moitié des chefs-lieux des départements et le tiers des communes de France. Il demande à ses militants de continuer la lutte

---

<sup>225</sup> « Après le premier tour de scrutin », *La Dépêche*, 6 mai 1935, p.1

au deuxième tour de scrutin pour le progrès des institutions communales dans le cadre de la défense républicaine et de la défense nationale. »<sup>226</sup>

Ce texte est la reproduction de la déclaration du comité exécutif et le fait qu'il est publié dans le journal peut être interprété comme encore un soutien de *La Dépêche* au Parti radical. Le soutien à Édouard Herriot posera plus tard des problèmes au journal à cause de sa position par rapport au Front populaire.

Il y a un accord de coopération entre les communistes et les socialistes en vue des élections. La SFIO conserve ses municipalités mais les radicaux en perdent plusieurs. Les communistes ont conquis le plus grand nombre de municipalités parmi les partis de gauche<sup>227</sup>.

Le journal prétend que les radicaux progressent alors qu'on sait que les radicaux perdent quatre municipalités (selon les statistiques fournies pour les communes de plus de 5000 habitants) au total. Ce n'est toutefois pas une grosse perte mais c'est un signe de stagnation<sup>228</sup>.

« Les radicaux et les radicaux socialistes progressent. Les républicains modérés perdent quelques municipalités. Les socialistes S.F.I.O. doivent en abandonner un plus grand nombre, alors que les communistes en gagnent plusieurs. Tous les autres partis demeurent à peu près sur leurs positions. Telle est la situation, après le second tour de scrutin, dans les communes de plus de 5.000 habitants, telle qu'elle apparaît d'après les statistiques officielles. [...] La raison n'en est pas difficile à trouver : les droites ont mené contre les institutions démocratiques, contre le régime parlementaire, contre les libertés républicaines une campagne des plus violentes ; elles ont cherché à agiter le pays ; elles se sont appuyées sur les ligues fascistes et les ligues agraires ; elles ont, en un mot, heurté les sentiments profonds du pays républicain, qui, certes, conçoit la nécessité d'un redressement économique qui en éprouve le besoin, mais qui comprend aussi que l'agitation démagogique n'est pas l'instrument de ce redressement nécessaire. »<sup>229</sup>

Le journal essaye de changer la perception d'une élection qui est en fait perdue. Le journal se réfère aux statistiques officielles pour établir ce bilan et il essaie d'expliquer la raison pour laquelle les radicaux n'ont pas connu le progrès espéré. Un deuxième facteur intéressant dans cet extrait est que *La Dépêche* appelle les ligues « fascistes ».

---

<sup>226</sup> « Les élections municipales », *La Dépêche*, 8 mai 1935, p.1

<sup>227</sup> Serge Wolikow, *Le Front populaire en France*, p. 90-92

<sup>228</sup> Serge Berstein, *Histoire du Parti Radical. Crise du radicalisme. 1926-1939*, p.349

<sup>229</sup> « Les élections municipales constituent pour les partis républicains une incontestable victoire », *La Dépêche*, 13 mai 1935, p.1

Cela montre bien sa position à l'égard des ligues. Le journal prend donc ici ses distances par rapport aux partis de droite et condamne leur façon de mener la campagne électorale. Maintenant le journal conçoit le vote pour les communistes comme un vote républicain et mieux qu'un vote pour la droite. C'est donc le début du changement d'attitude envers les communistes.

*La Dépêche* continue de commenter les résultats de l'élection :

« Les scrutins des 5 et 12 mai constituent pour le parti républicain une incontestable victoire. Les progrès des partis de gauche s'affirment dans les départements. Une vigoureuse réaction contre les ligues du « 6 février » s'est manifestée dans la capitale, tandis que dans les centres industriels le Front commun a joué au détriment du parti socialiste. »<sup>230</sup>

Le journal parle ici d'un parti républicain et il est en fait question de tous les partis de gauche. Les élections ont tourné en faveur du PCF et ce commentaire peut être interprété comme une sorte d'avertissement à la SFIO : le Front commun profite aux communistes. Le journal semble déjà voir tous les partis de gauche comme une force unie malgré la nature révolutionnaire des communistes.

Les résultats du premier tour restent incertains mais finalement les accords entre les partis de gauche et la discipline des électeurs ont donné la victoire à la gauche. Donc, les socialistes et les communistes ont réussi à préserver le soutien des électeurs.

Les articles de *La Dépêche* sur les élections municipales ne commentent pas vraiment les pertes des radicaux. Le journal met l'accent sur la victoire des partis de gauche et non pas sur le résultat du Parti radical tout seul. La proposition des socialistes de présenter des listes communes avec les communistes n'est pas commentée, mais la collaboration des partis de gauche contre la droite se traduit par de bons résultats.

### *2.1.2.3 Les radicaux acceptent de participer au défilé unitaire du 14 juillet*

Le 3 juillet 1935 les radicaux acceptent l'offre des communistes et des socialistes et entrent dans le Front populaire<sup>231</sup>. Nous allons voir pourquoi les radicaux ont changé d'avis.

---

<sup>230</sup> « Les scrutins des 5 et 12 mai constituent pour le parti républicain une incontestable victoire », *La Dépêche*, 14 mai 1935, p.1

<sup>231</sup> Serge Berstein, *La France des années 30*, p. 109

La première raison pour le changement est le désir des Jeunes-Turcs d'une rénovation du Parti radical. Ils veulent une adaptation du radicalisme aux problèmes de la France moderne. Les Jeunes-Turcs, avec entre autres Jean Zay, Jacques Kayser, Pierre Cot et Pierre Mendès France, pensent que cette rénovation peut être faite par l'union des gauches et l'entrée dans le Front populaire. Ils sont rejoints par Édouard Daladier. Ce dernier pense que le Front populaire peut être leur possibilité de retrouver leur position politique passée. En même temps, Édouard Herriot, le président du Parti radical, est réticent à l'union des gauches et au Front populaire. Malgré ses doutes il décide finalement de faire entrer le Parti radical au Front populaire à cause de la position politique difficile du parti<sup>232</sup>. Le parti a des problèmes de choisir sa position politique et le choix est finalement de prendre position à gauche.

La deuxième raison est que l'alliance avec la droite et le centre profite moins aux radicaux qu'une alliance avec les gauches. Le parti veut une politique qui penche à gauche mais il a une politique économique proche de celle du centre et de la droite et cela va finir par le conduire à l'immobilisme<sup>233</sup>.

Déjà le 9 mai 1935 le journal se dit favorable au désir des radicaux de se battre contre les « hitléristes » français. C'est la naissance de l'idée d'une coalition avec les socialistes et les communistes pour la défense républicaine et nationale.

« [...] le parti radical socialiste appelle ses militants à la lutte pour la défense républicaine et la défense nationale. Le parti socialiste S.F.I.O. et le parti communiste ont réalisé le front commun ; néo-socialistes et radicaux « pelletanistes » ont affirmé la même volonté de barrer la route à la réaction et aux hitléristes français. »<sup>234</sup>

Les partis de gauche ont maintenant la même volonté et ils sont en train de comprendre l'avantage d'une collaboration. Le 20 mai le journal rend compte d'un discours d'Édouard Daladier où il dit qu'il est possible que la démocratie sorte vainqueur mais que pour cela il y a besoin d'unification des partis et que le front commun en est un bon exemple.

« [...] tous les républicains ont fait front contre le fascisme impuissant. La démocratie est toujours victorieuse lorsqu'elle est capable de s'unir. Votre [les gauches] exemple mérite d'être

---

<sup>232</sup> Serge Berstein, *La France des années 30*, p. 109-110

<sup>233</sup> l.c.

<sup>234</sup> « La position des partis pour le deuxième tour de scrutin », *La Dépêche*, 9 mai 1935, p.1

médité par tous ceux qui, dans le pays, veulent défendre la liberté et la paix contre le nationalisme. »<sup>235</sup>

Le fait que le journal publie cet article montre les difficultés qu'il a à soutenir Édouard Herriot en même temps qu'une coalition des partis de gauche. Le journal ne prend pas nécessairement une position claire et les prises de position de ceux qui y écrivent reflètent les divergences de vue. Cela fait qu'il est difficile pour le journal de se prononcer ouvertement en faveur du discours de Daladier.

« M. Herriot fut hier soir, vers 23 heures, interrogé par plusieurs conseillers au sujet des manifestations actuelles du Front commun, manifestations auxquelles participent un certain nombre de radicaux socialistes. Avec une énergie qui fut très remarquée. M. Herriot déclara : - Je ne suis pas de la droite : mais j'en ai assez de voir mon parti à la remorque des extrémistes. Le parti radical n'est en aucune façon une formation révolutionnaire et je ne peux qu'approuver l'attitude de M. Commandeur, maire de Chambéry, qui a démissionné plutôt que de s'associer dans sa ville, mercredi, aux manifestations du Front commun. Je suis prêt à démissionner de la présidence du parti radical, si mon attitude n'est pas approuvée. »<sup>236</sup>

Le journal ne prend pas position sur la déclaration d'Édouard Herriot. En critiquant Herriot, le journal s'attaquerait ouvertement au gouvernement et c'est probablement la raison pour laquelle le journal ne laisse pas transparaître une opinion tranchée dans cet article.

Même si les radicaux et Daladier ont compris qu'un front républicain peut donner la victoire il y a toujours quelques personnes qui ont des doutes sur la coalition. Édouard Herriot n'est pas sûr qu'une alliance soit le bon choix pour les radicaux, mais en même temps il a compris qu'ils ne peuvent pas rester seuls. À cause de cela Édouard Herriot a accepté la participation des radicaux au défilé du 14 juillet et on voit son opinion évoluer.

« Le président du parti radical [M. Édouard Herriot] a ensuite proclamé que la manifestation du 14 juillet devait conserver un caractère républicain et national et que les radicaux, soucieux de conserver leur indépendance, de rester fidèles à leur doctrine, devaient songer uniquement, sans se mettre à la remorque des partis révolutionnaires, à défendre la République « sous les trois couleurs du drapeau français ». [...] M. Herriot invitait aussi son parti à défendre et à servir le

---

<sup>235</sup> « M. Daladier préconise le front des républicains contre le fascisme », *La Dépêche*, 20 mai 1935, p.3

<sup>236</sup> « Une importante déclaration de M. Édouard Herriot », *La Dépêche*, 3 juillet 1935, p.1

régime en gardant son indépendance, en restant lui-même, en refusant de céder aux sollicitations des partis extrémistes. Il a été unanimement écouté. »<sup>237</sup>

Édouard Herriot change donc d'avis en un jour. Herriot a l'impression que les radicaux suivent les autres partis à la manifestation. Pour lui il est important de participer aux décisions prises par la coalition pour pouvoir les influencer. C'est un signal pour *La Dépêche* et le Parti radical que Herriot est en train de pencher plus à gauche.

Tout au long de la discussion sur le défilé du 14 juillet le journal a des problèmes de prendre parti. Les divergences d'opinion d'Herriot et de Daladier sont un défi pour le journal. *La Dépêche* ne veut pas critiquer le gouvernement<sup>238</sup> en même temps qu'elle est favorable à un Front populaire avec les autres partis de gauche.

#### 2.1.2.4 Manifestation commune des partis et organisations de gauche le 14 juillet

La manifestation du 14 juillet 1935 est l'événement qui a scellé l'alliance des partis de gauche au sein du Rassemblement populaire. Le Rassemblement populaire a surmonté les obstacles depuis le début de l'année et maintenant il est en train de consolider sa position<sup>239</sup>. Cette manifestation est la première fois que les socialistes, les communistes, les radicaux, le CVIA et la Ligue des Droits de l'homme, entre autres, manifestent ensemble<sup>240</sup>.

Le comité qui organise la manifestation s'est, après le 14 juillet, transformé en Comité national du rassemblement populaire et a comme tâche de construire une plate-forme commune pour les partis de gauche<sup>241</sup>.

Yvon Delbos fait part de ses réflexions sur l'évolution du Parti radical. Il comprend qu'il peut sembler surprenant que les radicaux veuillent participer à la coalition des socialistes et des communistes, mais expose ici la logique derrière cette décision.

« On s'étonne du mouvement qui entraîne les radicaux vers une action qui, sur le plan de la lutte contre le fascisme, se conjugue avec celle des socialistes et des communistes. Cette évolution ne signifie nullement que le parti radical soit devenu marxiste et révolutionnaire. [...] Ils éprouvaient déjà un mécontentement, qui n'était que trop légitime, de voir des gouvernements

---

<sup>237</sup> « Au comité exécutif du parti radical socialiste », *La Dépêche*, 4 juillet 1935, p.1

<sup>238</sup> Gouvernement Pierre Laval où il y a des ministres radicaux.

<sup>239</sup> Serge Wolikow, *Le Front populaire en France*, p. 95

<sup>240</sup> Serge Berstein, *La France des années 30*, p. 110

<sup>241</sup> l.c.

faibles et complaisants glisser de plus en plus vers la droite. Quand ils se sont aperçus que la République elle-même était en cause, ils ont mis au-dessus de toute autre considération la volonté de la sauvegarder. C'est ce qui explique cette large et profonde action de défense républicaine qui n'est pas seulement le fait des partis de gauche et d'extrême gauche, mais aussi et surtout le résultat d'une poussée populaire. L'instinct du peuple a senti le péril, et c'est lui qui a provoqué le rassemblement qui s'opère. »<sup>242</sup>

Il est normal pour les radicaux de vouloir se battre pour la République avec les autres partis de gauche. Delbos veut que le peuple comprenne que ses désirs sont légitimes et que les partis de gauche sont une traduction de cette position politique. Il reste favorable à la manifestation du 14 juillet et dit que celle-ci est surtout le résultat de la position prise par le peuple. Quand le journal décide de publier cet article, sans le commenter, il montre que lui aussi est favorable à la manifestation avec les socialistes et les communistes. En même temps Delbos souligne que la participation à la manifestation ne veut pas dire que les radicaux vont changer de position politique. Delbos montre ici qu'il aussi est sceptique à l'égard de la coalition avec les communistes mais qu'il est plus important de défendre la République en danger. Il caractérise aussi son parti comme un parti de gauche, ce qui reflète sa position politique et son souhait que le Parti radical se rapproche des autres partis de gauche. Cela peut aussi être rapproché de la définition du radicalisme de Delbos, citée à la page 26 et 27 de ce mémoire, où il dit qu'un homme radical-socialiste ne connaît pas d'ennemi de gauche, en matière de réformes sociales, et qu'il reconnaît ses ennemis à droite.

Certains hésitent face à la collaboration avec les socialistes et les communistes. Lucien Lamoureux<sup>243</sup>, auteur d'un article publié le 12 juillet, exprime plusieurs doutes avant la manifestation.

« [...] il est à présumer que le rassemblement du 14 juillet aura été l'occasion d'une association entre les divers partis de gauche, qui sera d'autant plus forte et durable que le développement et le danger du mouvement « Croix de Feu » en justifiera davantage la nécessité. [...] Ce qui est spécialement caractéristique et grave chez ces deux groupements politiques, c'est qu'aucun d'entre eux n'a pour l'instant un programme et une doctrine, et qu'on peut se demander avec raison ce que fera du pouvoir en dehors des batailles pour ou contre la légalité et les institutions,

---

<sup>242</sup> Yvon Delbos, « Défense républicaine », *La Dépêche*, 11 juillet 1935, p.1

<sup>243</sup> Lucien Lamoureux est un homme politique français né le 16 septembre 1888 à Viplaix (Allier). Il fait des études de droit et est député radical de l'Allier de 1919 à 1936 et de 1937 à 1940. Il est ministre du Commerce et de l'Industrie dans le gouvernement Gaston Doumergue en 1934. Lamoureux meurt le 5 août 1970 à Creuzier-le-Vieux (Allier).

celui des deux qui l'emportera des blocs antagonistes. [...] dans le passé et à plusieurs reprises depuis la guerre, radicaux et socialistes se sont entendus pour des alliances électorales qui les ont conduits à la victoire. À chaque victoire des partis de gauche les électeurs républicains se sont attendus à voir ces formations électorales victorieuses se prolonger sur le plan gouvernemental. Mais chaque fois le parti S.F.I.O. s'est dérobé soit en refusant nettement la participation, soit en y mettant des conditions telles que par avance il savait qu'elles seraient repoussées. Le parti radical s'est résigné alors à prendre seul le pouvoir avec la promesse du soutien socialiste. [...] Je ne prends que les articles essentiels et les plus vulgarisés de leur programme actuel. Sur tous ces points les radicaux sont en désaccord avec eux. Le désaccord apparaîtrait plus grand encore et plus divers si j'opposais les radicaux aux communistes et les communistes aux socialistes. [...] Il ne suffira pas d'affirmer qu'on prend le pouvoir pour défendre le régime. Je répète que le régime ne se défend pas qu'avec la police. Il se défend avant tout par la vertu d'une politique et l'efficacité d'un programme. Alors, quel sera le programme ? »<sup>244</sup>

Lamoureux se pose donc des questions sur la coalition et discute les possibilités de réussite en analysant les expériences précédentes. Cet article reflète en même temps la double attitude des radicaux. Certains d'entre eux veulent une coalition des partis de gauche et d'autres pensent qu'il vaut mieux rester indépendant, que les divergences entre les partis sont trop grandes pour que la coalition puisse réussir. Lamoureux exprime aussi ici la peur de l'instabilité politique en posant la question pourquoi une alliance va connaître un succès maintenant alors que les radicaux ont déjà vécu plusieurs échecs. Il souligne le besoin d'une stabilité politique et qu'il ne suffit pas de vouloir seulement défendre la République. Lamoureux est un radical modéré et cela explique sa prise de position dans l'article.

Les partis de gauche sont d'accord sur la participation à la manifestation du 14 juillet mais il y a une hésitation dans la rédaction de *La Dépêche*. Différentes positions sont prises par ceux qui écrivent dans le journal.

Certains pensent que ce sont les socialistes et les communistes qui viennent vers les radicaux, et qu'il n'y a, à cause de cela, aucun problème de manifester avec eux le 14 juillet. Yvon Delbos le dit ainsi :

« Nous pensons, quant à nous, que si les hommes de l'extrême gauche rendent ainsi hommage à une épopée et à des principes qui se résument dans le drapeau tricolore, « la Marseillaise », la déclaration des Droits de l'Homme, leur attitude doit être enregistrée avec satisfaction. Ce n'est

---

<sup>244</sup> Lucien Lamoureux, « Quel programme ? », *La Dépêche*, 12 juillet 1935, p. 1

pas en effet sur leur terrain révolutionnaire, mais sur notre terrain républicain qu'ils se placent. Depuis quand devrait-on repousser les hommages rendus à l'idéal dont on se réclame ? »<sup>245</sup>

L'article est écrit la veille de la manifestation et c'est sa façon de dire aux radicaux que la collaboration ne présente aucun danger pour le Parti radical. Ce sont les deux autres partis qui viennent vers les radicaux.

Ce point de vue est aussi étayé par la discussion de Félix Torres du même article dans le livre *La Dépêche du Midi. Histoire d'un journal en république, 1870-2000* (page 270). Il analyse l'article de Bonhomme et arrive à la même conclusion : ce sont les socialistes et les communistes qui viennent vers les radicaux. C'est un évident appel aux lecteurs pour défendre la République.

*La Dépêche* est satisfaite de la manifestation et de son succès qu'elle décrit ainsi:

« Une fête nationale, une fête républicaine, une fête populaire, tout imprégnée de grandeur et de simplicité à la fois, où la joie et l'émotion se sont admirablement mêlées, où l'âme diverse et complexe de la nation s'est révélée ; où ont été célébrés, dans la synthèse la plus belle et la plus spontanée, l'amour de la patrie et l'attachement à la République ; un splendide réveil de l'âme française, de la foi nationale et de la ferveur démocratique indissolublement unies, tel a été ce 14 juillet 1935 ! »<sup>246</sup>

La manifestation s'est déroulée dans le calme et elle a exprimé la position prise par le peuple par rapport à la République. Le journal ne trouve aucun problème à la collaboration avec les socialistes et les communistes. Il parle d'une fête populaire et cela indique qu'il voit les possibilités d'une coalition durable entre les partis de gauche. La manifestation a été un succès pour tous les partis de gauche et non pas pour un seul.

Quelques jours après, le journal rappelle son soutien au Front populaire et précise que le Parti radical n'a pas renoncé à ses visions politiques. Le parti n'est pas devenu un parti révolutionnaire à cause de sa collaboration avec les socialistes et les communistes.

« Il est agréable à un radical de constater que dans la récente formation du front populaire, auquel tout le monde n'a pas loué les radicaux d'adhérer, c'est autour des idées mêmes dont le radicalisme fut toujours le représentant le plus fidèle, pour la défense des libertés démocratiques et des institutions parlementaires, que s'est fait le rassemblement. Pour se faire accueillir des

---

<sup>245</sup> Jacques Bonhomme, « Manifestation pacifique », *La Dépêche*, 13 juillet 1935, p. 2

<sup>246</sup> « La France a magnifiquement célébré la liberté, la paix et la patrie », *La Dépêche*, 15 juillet 1935, p.1

classes moyennes, le front populaire devait se présenter dès l'abord comme un front républicain. »<sup>247</sup>

Le journaliste souligne que le Parti radical est toujours le même. Cela n'est peut-être pas tout à fait vrai mais comparé à ce que quelques radicaux avaient envisagé avant la manifestation du 14 juillet 1935, il est facile de comprendre que l'événement donne un sentiment de succès chez les radicaux.

Pendant toute la période de discussion autour de la manifestation du 14 juillet 1935 on voit qu'il est toujours souligné que c'est pour défendre la République et s'opposer au fascisme que le Parti radical participe à la manifestation et à la coalition. Le plus important est que les radicaux ne s'alignent pas sur la politique des communistes.

Les premiers commentaires sur la constitution d'un Front populaire dans le journal sont publiés autour du 3 juillet, quand les radicaux acceptent de participer au défilé unitaire du 14 juillet. Le journal est favorable à la manifestation mais il est clair qu'il y a toujours certains journalistes qui ont des doutes. Parmi les politiciens radicaux nous voyons aussi différentes réactions à la manifestation. Cela est discuté dans le journal et montre que ce dernier veut refléter toutes les attitudes au sein du parti.

### 2.1.3 1936

L'année 1936 sera l'année de vérité pour les partis de gauche et le Front populaire. Elle commence le 10 janvier par la signature du programme du Rassemblement populaire qui est très important pour que le Front populaire puisse gagner les élections.

#### 2.1.3.1 Publication du programme du Rassemblement populaire le 10 janvier

Le Comité d'organisation du Rassemblement populaire a eu la tâche d'élaborer ce programme mais cela n'a pas été possible sans discussions. Il y a des désaccords entre les socialistes et les radicaux. Une grande partie du programme porte sur la lutte contre le fascisme, mais c'est autour des mesures économiques qu'on trouve les grands débats. Les socialistes veulent des réformes de structure qui justifient leur participation à un gouvernement avec un parti « bourgeois », mais les radicaux veulent une organisation

---

<sup>247</sup> Aimé Berthod, « L'Unité radicale », *La Dépêche*, 19 août 1935, p. 1

libérale de l'économie. Pour les communistes l'objectif est prioritairement un Front populaire qui lutte contre le fascisme<sup>248</sup>.

Le programme est axé autour de la devise « le pain, la paix, la liberté » qui sera plus tard le slogan du Front populaire, et le programme comprend surtout des revendications politiques et économiques. La revendication politique la plus importante est la défense des libertés et la revendication économique la plus importante est la réorganisation de la Banque de France. La plate-forme du Front populaire est extrêmement modérée et propose une solution à la crise politique en éliminant les injustices sociales et en défendant la forme républicaine de l'État. Dans ce programme nous voyons une inspiration de l'expérience américaine du New Deal. Cela veut dire que de grands changements sont nécessaires pour réaliser le programme. Par exemple la retraite pour les vieux travailleurs, la création d'un fond de chômage, la réduction du temps de travail sans diminution du salaire etc. Le programme vaut seulement pour le deuxième tour, parce qu'au premier tour les partis défendent leurs programmes respectifs<sup>249</sup>.

Jacques Bonhomme (Yvon Delbos) rappelle que l'initiative du rassemblement a été prise par les communistes et les socialistes et qu'il est maintenant important de déterminer les points d'accord et de désaccord du programme commun :

« L'initiative (des réunions) en a été prise par les groupes communiste et socialiste. Elle a été appuyée par les trois groupes républicains socialistes et acceptée par le groupe radical socialiste dans des conditions qu'il convient de préciser. [...] Il faut à l'avance, dans chaque parti, réfléchir, étudier, préparer les solutions, savoir ce qu'on ne veut pas, quelles collaborations seront possibles ou impossibles, grouper des bonnes volontés autour d'un programme correspondant aux circonstances. »<sup>250</sup>

Il est représentatif d'une partie du Parti radical et son avis peut avoir un effet sur les lecteurs et les radicaux. L'article est publié le 13 juin 1935, cela signifie que Jacques Bonhomme (Yvon Delbos) a compris tôt le besoin d'un programme commun et qu'il est important de se préparer à la situation pour le Parti radical en cas de coalition. Bonhomme prend ici parti pour le défilé au moins un mois avant que le défilé unitaire avait lieu. Cela montre aussi le désir du journal d'informer tôt ses lecteurs de

---

<sup>248</sup> Serge Berstein, *La France des années 30*, p. 110-111

<sup>249</sup> *ibid.* p. 111-112

<sup>250</sup> Jacques Bonhomme, « La tentative des gauches », *La Dépêche*, 13 juin 1935, p. 2

l'importance d'un programme commun et que le journal est favorable aux idées de Jacques Bonhomme.

Bien plus tard, le 23 janvier 1936, Gaston Jèze critique le programme du Rassemblement populaire.

« Au moment où va commencer la campagne électorale, il serait désirable et même nécessaire que les démocrates se mettent d'accord sur un programme financier réalisable. Sans doute, le « Rassemblement populaire » a publié un vaste plan qui, disent certains, est susceptible de grouper, pour sa réalisation, tous les partis démocratiques. Tel n'est pas l'avis d'un grand nombre de radicaux ; ils l'ont combattu comme trop vague, trop large et surtout comme démagogique et, par suite, irréalisable et inacceptable pour des esprits pondérés. À côté de propositions très louables pour la garantie des libertés publiques, le plan contient des articles relatifs aux réformes financières qui ne sauraient être approuvés par les démocrates sincères que n'inspire aucune préoccupation électorale personnelle. Pour ma part, je reproche à cette partie financière du plan du Rassemblement populaire : 1<sup>e</sup> D'avoir gardé le silence sur des problèmes essentiels, et, 2<sup>e</sup>, d'avoir proposé des solutions impraticables pour la plupart des problèmes envisagés.»<sup>251</sup>

Gaston Jèze exprime son inquiétude devant les élections des 26 avril et 3 mai à cause d'un programme incomplet qui ne correspond pas aux positions politiques des radicaux. Le fait que cet article est publié dans *La Dépêche* montre que le journal n'a pas peur d'exprimer différentes opinions sur le Rassemblement populaire. Le journal donne aux lecteurs différents angles d'analyse de la situation du Rassemblement populaire. La critique de Jèze porte sur la politique financière et il a donc compris tôt les dangers financiers encourus par la France.

Pendant l'année 1935 les relations entre les radicaux, les communistes et les socialistes ont été beaucoup discutées. La question de l'économie est en quelque sorte mise au deuxième rang par les partis de gauche à cause de l'instabilité politique. Mais maintenant la situation pour les partis de gauche est plus fixée et grâce à l'accord sur le programme du Rassemblement populaire il est temps de reprendre la discussion. Cela provoque de vives discussions à cause des divergences politiques des partis.

---

<sup>251</sup> Gaston Jèze, « Pour l'élaboration d'un programme financier démocratique », *La Dépêche*, 23 janvier 1936, p. 1

### 2.1.3.2 Réunification de la CGT et de la CGTU au congrès de Toulouse, les 2-5 mars

L'unification de la CGT et de la CGTU a son origine dans la création du Front populaire. Elle se fait malgré les divergences idéologiques et les différences de pratique syndicale et de statut de leurs adhérents. En effet, dans la CGT se trouvent souvent des personnes de statut, quant à la CGTU, elle recrute plutôt de la main-d'œuvre ouvrière sans statut d'entreprises privées<sup>252</sup>. Pour ce qui est de la SFIO et du PCF, leurs divergences politiques et idéologiques sont trop grandes pour qu'ils puissent, eux, retrouver leur unité.

Le rapprochement entre les différents partis de gauche et l'action contre les décrets-lois<sup>253</sup> gouvernementaux ont provoqué, et expliquée, l'amélioration des relations entre la CGT et la CGTU. Le 24 juillet elles signent un accord commun et en septembre tiennent leurs congrès conjointement. Au début 1936, un Comité confédéral national est réuni pour constituer le congrès national d'unité et pour élaborer un programme commun. Le congrès d'unité aura lieu du 2 au 5 mars à Toulouse et la nouvelle CGT sera dirigée par Léon Jouhaux, secrétaire général de l'ancienne CGT.

Avant la réunification de la CGT et de la CGTU il y a enthousiasme et optimisme quant aux résultats de l'unification. On voit la fin de quinze ans de scission syndicale.

« [...] Car il ne s'agissait de rien de moins que de permettre aux délégués de liquider quinze années de scission syndicale, d'effacer dans le labeur et l'enthousiasme jusqu'au souvenir de divisions cruelles qui ont profondément nui à la classe ouvrière internationale. La C.G.T. sortira réunifiée et cette fois, à chaud et à froid, du congrès de Toulouse. [...] Il semblerait alors que le congrès qui va s'ouvrir ne sera qu'un congrès d'enregistrement. Il n'en sera rien cependant. Il suffit, en effet, qu'il ait à adopter les statuts de la C.G.T. réunifiée pour que de très intéressants débats soient à prévoir [...]. »<sup>254</sup>

Le journal est clairement intéressé par le résultat du congrès de Toulouse et est favorable à la réunification de la CGT et de la CGTU. Leur position et influence par rapport au Front populaire semblent être importantes pour le Parti radical qui est dans une coalition à l'égard de laquelle il était au départ sceptique.

---

<sup>252</sup> Serge Wolikow, *Le Front populaire en France*, p. 136-137

<sup>253</sup> Le décret-loi est un acte de gouvernement. Sous la III<sup>e</sup> République les décrets-lois étaient régulièrement utilisés pour éviter la chute du gouvernement. L'Assemblée, composée de la Chambre des Députés et du Sénat, pouvait renverser librement le gouvernement par un vote de défiance.

<sup>254</sup> « Le congrès de réunification de la C.G.T. se réunit à Toulouse », *La Dépêche*, 2 mars 1936, p.1-2

Le lendemain *La Dépêche* donne des conseils concernant le programme en critiquant l'adhésion au programme du Front populaire.

« [...] Mais on propose au plan de la C.G.T. le programme du Front populaire. Cette adhésion au programme du Front populaire est inutile et même dangereuse. Si un gouvernement de Front populaire réalise ce programme, il n'est pas utile de dire que la classe ouvrière le soutiendra. Et si, au contraire, comme tant d'autres, ce programme est oublié au lendemain des élections, la porte sera ouverte au fascisme dans notre pays dans la mesure où les organisations syndicales auront engagé leur responsabilité. »<sup>255</sup>

Le programme a déjà été critiqué dans le journal pour ne pas être assez précis et ne pas avoir de stratégies claires, entre autres sur les questions financières. Cette idée est toujours présente et elle est exprimée dans cet extrait. Un principe fondamental de la politique des radicaux est qu'ils sont avant tout attachés à l'indépendance politique des organisations syndicales, ce qui s'exprime ici par le souhait que la CGT n'adopte pas le programme du Front populaire. Dans un article publié le lendemain, nous apprenons que la CGT décide d'avoir son propre programme et donne l'explication de sa décision.

« Nous [la CGT] l'avons déclaré : nous ne voulons subordonner ni notre programme ni notre action à ceux du F.P. Nous ne sommes pas un groupement politique, mais une confédération de groupements professionnels. Notre force vient de notre capacité technique. Notre grève générale ce n'est pas la grève générale politique, mais la grève générale professionnelle. Restons donc sur notre terrain avec devant les yeux le but qui est le nôtre. »<sup>256</sup>

La CGT ne se voit pas comme un groupement politique. Cela explique le fait qu'elle adopte son propre programme et non pas un programme commun avec les partis de gauche. La CGT utilise le journal pour préciser sa position politique. *La Dépêche* ne commente pas la déclaration de la CGT. En même temps il est évident, à cause de l'article du 4 mars 1936, que le journal est favorable au programme individuel de la CGT. Cela ne représente aucun danger pour le programme du Rassemblement populaire sur lequel le journal a exprimé ses inquiétudes la veille.

Finalement le journal publie le 6 mars 1936 un article sur la fin du congrès et ses résultats.

---

<sup>255</sup> « Le congrès national de réunification de la C.G.T. », *La Dépêche*, 4 mars 1936, p.5

<sup>256</sup> « Le congrès national de réunification de la C.G.T. », *La Dépêche*, 5 mars 1936, p.8

« Sa séance de clôture, dans laquelle il a réalisé l'unanimité sur l'orientation syndicale et sur le plan, s'est terminée dans l'enthousiasme. »<sup>257</sup>

*La Dépêche* exprime son intérêt et son engagement au sujet du congrès et de la réunification de la CGT et de la CGTU. Le journal et les radicaux craignaient que la CGT n'adopte le programme du Front populaire mais cela n'est pas finalement le cas. Le journal semble être très satisfait de la décision de la CGT.

### 2.1.3.3 Élections législatives, et la victoire du Front populaire, les 26 avril et 3 mai

Pour comprendre les résultats des élections il est important de regarder la situation au moment où commence la campagne électorale. Dans la politique internationale, la guerre d'Éthiopie a accentué le clivage entre la gauche et la droite. La politique intérieure est plus complexe. Dans le Parti radical il y a un clivage entre ceux qui sont favorables et réticents au Front populaire. Le discours du parti socialiste a penché plus à gauche pendant cette période et les socialistes ont accepté une action commune avec les communistes. Le PCF a surtout dirigé sa campagne contre le fascisme mais il défend son identité idéologique et sociale. La droite n'a pas de programme précis et se montre en quelque sorte sans espoir. Sa campagne se transforme en campagne contre le Front populaire<sup>258</sup>.

Le premier tour des élections, le 26 avril 1936, donne des résultats stables et un taux de participation élevé, 84,30%. Les résultats montrent que la droite régresse de 37,35% en 1932 à 35,88% en 1936. Les partis du Front populaire progressent de 44,48% en 1932 à 45,94% en 1936. Au lendemain du premier tour les partis de gauche se rassemblent autour des candidats les mieux placés du Front populaire et ils lancent un appel aux électeurs.

La campagne électorale s'est déroulée dans le calme, ce qui est souligné dans *La Dépêche* :

« Le vrai, le tranquille, l'énergique visage de la France pendant cette campagne électorale, le président Albert Sarraut l'a montré. Il l'a montré en homme d'État et en homme politique qui, connaissant admirablement l'état d'esprit de la nation française, sait discerner, au-dessus des

---

<sup>257</sup> « Le congrès national de réunification de la confédération générale du travail », *La Dépêche*, 6 mars 1936, p.5

<sup>258</sup> Serge Wolikow, *Le Front populaire en France*, p. 118-126

remous de la vie rapide et tumultueuse, ce qu'il y a de permanent, de solide, de sincère dans l'âme nationale. « La France, a-t-il dit, est calme. La campagne électorale se déroule sans tumulte, sans incident même. » Et c'est la vérité. »<sup>259</sup>

La campagne électorale est donc commentée par le président du Conseil le radical Albert Sarraut. Après toutes les émeutes les deux dernières années il est important pour les radicaux et pour le peuple français que cette campagne reste dans le calme et qu'il y ait un sentiment de stabilité dans la nation. La France a vécu plus de deux années de crise politique et économique et a besoin d'un changement.

« Au premier rang de ces problèmes apparaît le maintien de la Paix dans la sécurité et la dignité d'une France qui veut noblement poursuivre son destin. Des événements ont surgi depuis ces derniers mois qui ont paru nous ramener aux sombres jours d'avant-guerre. »<sup>260</sup>

La paix est toujours fondamentale pour la France. Il est important de mettre en valeur les élections et non pas les manifestations et les émeutes. Le journal et les Français ont eu peur d'agressions pendant la campagne électorale mais la coalition de gauche se montre forte et stable. Plus tard dans le même article *La Dépêche* défend l'action politique des radicaux lors des quatre dernières années :

« Cette politique de paix et de sécurité, cette politique de redressement, budgétaire et économique, cette politique de solidarité entre toutes les classes de la nation, gouvernements et Parlement l'ont poursuivie durant quatre années, certes avec des erreurs et des lacunes, mais en tout cas avec une continuité qui fut surtout assurée par l'effort inlassable du parti radical, toujours prêt à assumer courageusement ses responsabilités, malgré une instabilité ministérielle déplorable, malgré des vicissitudes que les adversaires du régime ont largement exploitées. [...] Jamais sans doute les institutions républicaines n'ont été plus ardemment critiquées ; jamais les défenseurs et les admirateurs de la dictature n'ont connu plus d'audace. Ils nous font l'éloge du nazisme ou du fascisme. Ils acclament les défilés guerriers, les manifestations colossales où des peuples surchauffés témoignent de leur adoration aveugle pour leurs chefs. »<sup>261</sup>

*La Dépêche* pense que les radicaux ont fait tout en leur pouvoir dans cette situation. Tous les partis de gauche ont connu des difficultés pendant la crise et peuvent être critiqués. Mais les partis de droite méritent encore plus de critiques.

---

<sup>259</sup> « Le Président Albert Sarraut a montré ce qui justifiait la tranquille résolution de notre pays », *La Dépêche*, 18 avril 1936, p.1

<sup>260</sup> « Á la veille du scrutin », *La Dépêche*, 25 avril 1936, p.1

<sup>261</sup> l.c.

Quelques jours après, le journal fait des commentaires sur le premier tour de scrutin.

« Le premier tour de scrutin a été tout d'abord caractérisé par la proportion considérable des votants. On ne doit guère, en effet, compter plus de 16 à 17 % d'abstention. Le calme qui a marqué la campagne électorale était donc bien éloigné de l'indifférence ; il apportait la preuve que le pays se rend compte de la gravité de l'heure présente. Et l'empressement que les électeurs ont apporté à remplir leur devoir de citoyens témoigne de leur attachement aux institutions républicaines et au régime. »<sup>262</sup>

Cet article est une analyse du taux de participation au premier tour de scrutin. Le journal est satisfait. Le taux élevé de participation est interprété comme une mobilisation en faveur « des institutions républicaines et du régime ». Il est possible de l'interpréter comme un rejet des ligues parce qu'elles sont plus ou moins antiparlementaires. Cela indique un succès du Front populaire.

*La Dépêche* essaie d'expliquer le recul du parti radical :

« C'est qu'en vérité la compétition, au premier tour de scrutin, a été extrêmement vive entre les différents partis de gauche et elle fut, bien souvent, sans ménagement. [...] Peut-on, cependant, conclure d'échecs particuliers à un recul considérable du parti radical ? Les droites se complairaient évidemment à formuler de telles conclusions. La vérité est que le succès triomphal du parti radical aux élections de 1932 n'a pu être entièrement maintenu. Et la raison en est facile à comprendre. La victoire radicale d'il y a quatre ans avait amené les radicaux à prendre ou à partager constamment les responsabilités du pouvoir et cela en un temps où il fallait parer au déficit, défendre la monnaie, où surtout la France commençait à subir les conséquences de la crise mondiale. Gouverner exigeait du courage, le courage de prendre des mesures souvent pénibles, parfois impopulaires. Il y allait de l'intérêt de la nation. Le parti radical a eu ce courage. Parti de gouvernement, il n'a jamais laissé de remplir son devoir. »<sup>263</sup>

Le journal défend le Parti radical en discutant comment le recul du parti peut être expliqué par sa position ces dernières années. Il semble important pour le journal d'expliquer le recul et de montrer que les électeurs n'ont pas perdu leur confiance dans le parti radical. Les radicaux ont occupé des positions de responsabilité pendant les premières années de la crise économique, le fait qu'ils n'aient pas réussi à trouver une solution à la crise peut expliquer leur recul aux élections. En même temps il est maintenant question d'une victoire électorale du Front populaire et non seulement du

---

<sup>262</sup> « Le grand nombre des votants et la multiplicité extrême des ballottages en ont été les caractéristiques essentielles », *La Dépêche*, 27 avril 1936, p.1

<sup>263</sup> l.c.

Parti radical. Donc, il n'est pas possible d'établir des liens directs entre les élections de 1932 et les élections de 1936. Les temps ont changé et le pays fait face à de nouveaux obstacles. Recul ou non, le journal soutient les radicaux et rappelle que le parti reste fidèle à sa politique.

L'extrait suivant, tiré du communiqué du Front populaire, illustre que *La Dépêche* a la foi dans le Front populaire.

« On nous communique la note suivante [un communiqué du Front populaire] : Les partis radical et radical socialiste, socialiste et communiste espèrent ensemble que la victoire des partis du rassemblement populaire sera plus éclatante encore après le second tour de scrutin. Ils comptent pour cela sur le dévouement et la clairvoyance des militants et des candidats des trois partis. Partout où les suffrages des électeurs de gauche se sont divisés sur les noms de plusieurs candidats se réclamant du rassemblement populaire, devront au second tour faire bloc sur celui des candidats que le suffrage universel a mis en tête au premier tour. »<sup>264</sup>

La publication de ce communiqué est la première fois que le journal parle des partis de gauche comme une unité.

Le journal dit qu'il a fait son maximum pour soutenir le Front populaire et que le résultat va montrer le soutien du peuple au régime républicain.

« La France, dans quelques heures, va se prononcer. Et, nous en avons la ferme conviction, elle le fera avec sang-froid, avec fermeté – avec aussi les qualités de sagesse, de pondération et d'équilibre qui, à toutes les heures difficiles, marquent ses résolutions comme sa politique. D'un bout à l'autre du pays, le rassemblement républicain s'est effectué. Nous avons conscience, pour notre part, d'y avoir travaillé de notre mieux, sans souci, du reste, des sommations que dictait tantôt la méconnaissance des chiffres, tantôt un esprit partisan poussé à l'extrême. Le verdict d'aujourd'hui se traduira, à notre sens, par une haute et noble affirmation de l'attachement national au régime républicain. »<sup>265</sup>

Après des années de difficultés politiques et de crise économique le sentiment de succès est toujours présent à la veille du second tour de scrutin. *La Dépêche* est toujours optimiste et voit le Front populaire vainqueur. En même temps, le journal parle ici d'un rassemblement républicain et de l'attachement au régime républicain. Il n'y a aucun doute que le journal pense que le rassemblement des partis de gauche est la solution

---

<sup>264</sup> « Les élections législatives », *La Dépêche*, 29 avril 1936, p.2

<sup>265</sup> « Le scrutin décisif », *La Dépêche*, 2 et 3 mai 1936, p.1

pour le régime républicain contre les dangers fascistes. En utilisant l'expression « rassemblement républicain » et non pas « rassemblement populaire » le journal souligne que le vrai enjeu de l'élection est le sort de la République.

Le lendemain sont publiés les résultats qui accentuent ceux du premier tour du scrutin. Le Front populaire voit au second tour, le 3 mai 1936, un accroissement de ses voix et les résultats sont 72 députés au PCF, 146 députés aux socialistes et 116 députés aux radicaux. Cela fait que le Front populaire dispose de la majorité parlementaire et donc gagne les élections.

« Telle qu'apparaît la situation vers une heure du matin, le second tour de scrutin a confirmé et en quelque sorte accentué la physionomie qu'avait apportée le premier tour. Très forte avance [sic] communiste, progrès assez sensible des socialistes, recul des radicaux, peut-être moins marqué qu'on aurait pu le supposer après le premier tour, défaite de tous les petits partis situés entre les socialistes et les radicaux, défaite aussi des partis centristes et des partis modérés, léger recul de l'extrême droite. À cette heure-là, on ne pouvait encore savoir avec précision si le groupe socialiste S.F.I.O. était destiné à dépasser en importance le groupe radical, événement qui, à coup sûr, ne laisserait pas d'avoir d'assez grandes conséquences parlementaires. Mais il apparaissait bien qu'il dut en être ainsi. »<sup>266</sup>

Le journal ne se montre pas surpris par les résultats et ne commente pas la progression des communistes. Les radicaux sont dans une coalition avec des partis qui se disent encore plus forts ensemble, et ils n'ont donc aucune raison d'être inquiets à cause des résultats. Ils étaient aussi préparés à un recul de leur parti. Maintenant il est question d'une union des partis de gauche.

Le 5 mai 1936, *La Dépêche* continue d'expliquer les résultats des élections législatives.

« À cela, maintes raisons. Disons-le tout d'abord et sans acrimonie : le parti radical, dans bien des cas, a eu à subir les assauts conjugués d'adversaires situés aussi bien à sa gauche qu'à sa droite. C'est un sort qu'il a bien souvent connu. C'est tout d'abord la rançon du rôle qu'il joue depuis quarante ans dans la vie politique du pays. C'est aussi la conséquence de la position qu'il a toujours prise. Le parti radical n'a cessé d'être une barrière contre les extrémistes. Il advient nécessairement que les barricades, les remparts, sortent quelques peu ébréchés des luttes politiques. Mais surtout le parti radical, parti de gouvernement, a eu, depuis quatre ans, une lourde tâche à remplir. [...] Il fallait restaurer, remettre de l'ordre dans la maison. Des sacrifices s'imposaient. Gouverner, c'était plus que jamais courir le risque de l'impopularité. Les radicaux

---

<sup>266</sup> « La France a élu 433 députés », *La Dépêche*, 4 mai 1936, p.1

acceptèrent ce risque, coûteux et il faut bien rappeler qu'ils ne rencontrèrent pas, autour d'eux, de bien solides appuis. Agir, c'est un fardeau et c'est un fardeau qui, dans la bataille électorale, a lourdement pesé sur les épaules des radicaux. »<sup>267</sup>

*La Dépêche* discute les difficultés du Parti radical dans cet article et essaye encore une fois de trouver une explication au recul du parti. En même temps il y a le sentiment que le recul du Parti radical n'est pas un problème, grâce à la coalition. La victoire du Front populaire donne à la France la sécurité qu'elle cherche depuis des années et maintenant il faut seulement attendre au nouveau gouvernement pour voir la réussite ou non de la coalition.

Le 7 mai 1936, Gaston Jèze commente les résultats des élections et les défis qui attendent les partis de gauche.

« Au moment où j'écris ces lignes, le scrutin de ballottage vient de donner la victoire aux gauches et d'assurer le triomphe des partis de liberté contre les fascistes et leurs complices. C'est maintenant que les difficultés vont commencer. Il en est deux principales : le redressement de la politique extérieure ; le règlement des finances publiques. [...] Il faut agir vite pour que la France reprenne, parmi les peuples européens la place qu'elle occupait du temps de Briand. Un seul homme politique est capable de ce redressement : c'est le président Herriot, dont le prestige est immense auprès de tous ceux qui croient que la paix ne peut être sauvée que par le renforcement du système de la sécurité collective dans le cadre du pacte de la Société des Nations. [...] Les partis de gauche, trop souvent accusés de démagogie financière, ont le devoir de faire la démonstration que leur gestion s'inspirera des intérêts de la nation tout entière et non pas d'une classe sociale. »<sup>268</sup>

Il critiquait déjà le 23 janvier 1936 le programme du Rassemblement populaire et exprime ici qu'il a toujours des hésitations sur le Front populaire. Il se concentre sur les difficultés qui peuvent venir au lieu de discuter ce que la coalition peut apporter aux radicaux. Il révèle aussi son soutien à Herriot, ce qui, encore une fois, montre la difficulté du journal à soutenir à la fois Herriot et le projet du Front populaire. Quand Jèze écrit qu'Herriot est la seule personne qui puisse faire que la France reprend sa place dans l'Europe il a une arrière-pensée : Jèze sait qu'Herriot est toujours sceptique à l'égard du Front populaire.

---

<sup>267</sup> « Le Groupe parlementaire S.F.I.O. devient le plus important des groupes de gauche à la nouvelle Chambre », *La Dépêche*, 5 mai 1936, p.1

<sup>268</sup> Gaston Jèze, « Après la Victoire », *La Dépêche*, 7 mai 1936, p.1

### **3 Synthèse de l'analyse des articles et des éditoriaux de *La Dépêche* et de sa position sur le Front populaire entre le 6 février 1934 et le 3 mai 1936**

Après avoir analysé les articles de *La Dépêche* nous voyons clairement les positions politiques prises dans le journal mais nous avons relevé des événements qui ne sont pas commentés. Le journal commente la situation en France en général et non pas la situation à Toulouse et dans le Sud-Ouest.

Nous allons ici regarder les liens entre *La Dépêche* et le Parti radical pour pouvoir expliquer les réactions du journal. Quelques personnalités ont aussi une grande influence sur le journal et nous allons étudier leur rôle.

#### **3.1 La Dépêche**

*La Dépêche* montre de l'intérêt pour les grands événements du Front populaire. Cela ne veut pas nécessairement dire que le journal analyse la possibilité d'une coalition entre les partis de gauche mais qu'il informe ses lecteurs de la situation politique du pays et de la position des radicaux.

La possibilité d'une collaboration avec les socialistes et les communistes n'est pas discutée au début de la période analysée mais un changement d'attitude se fait sentir peu à peu. Pendant l'année 1934 le journal exprime son hostilité à l'égard du Parti communiste. Pendant l'année 1935 commence la discussion d'un rassemblement et une coalition entre les partis de gauche sera perçue comme importante pour la paix et l'antifascisme. Vers la fin de l'année *La Dépêche* se montre favorable au Rassemblement populaire même si cela veut dire coopérer avec les communistes.

Pour comprendre la position politique de *La Dépêche* nous allons regarder les réactions du journal avant 1934, sur des thèmes comme la République.

Le journal a publié en 1932 une brochure où il est dit : « *L'unité, la continuité, la personnalité du journal sont assurées par la doctrine, par le côté homogène d'un effort qui s'adresse à l'enfant, à la femme, au citoyen, au travailleur manuel, à l'intellectuel, mais toujours au nom des vivants principes de la démocratie et du progrès* »

*républicain* »<sup>269</sup>. Cela indique que la défense de la République commence avant l'émeute du 6 février et le début de la coalition entre les partis de gauche.

Quand il est question de la crise économique sociale *La Dépêche* participe à la discussion en soulignant qu'il est important de rendre inoffensif les ennemis des gouvernements et de garder confiance dans la République<sup>270</sup>. Dans des situations comme celle-ci il est normal de poser la question de l'ancrage politique du journal dans le Parti radical. Le journal est ancré à gauche et cela est confirmé entre autres quand il écrit en 1924 qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre les socialistes et les radicaux, il y a seulement des différences. Le journal écrit : « *Les socialistes prétendent transformer la société et son fond avec une baguette magique et, sur les ruines de ce qui fut, instaurer ce qui sera, pour eux, la justice ; au contraire, le parti radical se rend compte que le progrès est toujours lent et qu'il ne peut se conquérir que par étapes ; il ne croit ni au cataclysme obligatoire, ni au miracle souverain ; il prend la société telle qu'elle est et s'efforce de l'améliorer au jour le jour.* »<sup>271</sup> Il décrit ce qui sépare les socialistes et les radicaux. Il décrit aussi son soutien aux radicaux, tout en soulignant son ancrage à gauche. L'opinion de *La Dépêche* est le plus souvent exprimée par la position qu'elle prend à l'égard des autres partis.

Une autre question qui se présente naturellement pour expliquer le lien entre *La Dépêche* et le Parti radical est si le journal est utilisé comme un organe politique du parti. Cette discussion se révèle être très intéressante car différentes opinions se font entendre dans le journal et dans le parti et cela est reflété par ceux qui écrivent dans le journal. *La Dépêche* ne déclare pas être le porte-parole ou l'organe officiel du parti radical mais en même temps il est clair qu'elle joue un grand rôle pour le parti. Il n'est pas difficile de comprendre que certains pensent que le journal est l'organe officiel du parti radical. Comme déjà cité, André Chaumeix écrit dans *Le Figaro* le 5 novembre 1932 : « *Quand le parti radical est embarrassé, il attend que la lumière lui vienne de Toulouse, le comité exécutif de la Rue de Valois détient l'autorité officielle, La Dépêche*

---

<sup>269</sup> Félix Torres, *La Dépêche du Midi. Histoire d'un journal en république, 1870-2000*, p. 238

<sup>270</sup> *ibid.* p. 254

<sup>271</sup> *ibid.* p. 242

*l'autorité réelle* ». Le journal est une sorte de guide et de modérateur quand les chefs du parti n'ont pas la même position politique<sup>272</sup>.

Le lien entre le journal et le Parti radical explique leurs réactions respectives face aux événements du Front populaire. Même si *La Dépêche* ne veut pas être vue comme l'organe du Parti radical, il est évident que le journal est utilisé comme organe officieux par les radicaux et perçu comme tel par ses lecteurs.

Le fait que le journal n'ait pas peur de publier des articles qui critiquent le Front populaire indique que tous dans le journal ne sont pas favorables à la collaboration avec les socialistes et les communistes. Cela peut aussi refléter la situation dans le Parti radical où la minorité doit se soumettre à la majorité.

Il y a aussi un lien entre l'anticommunisme du Parti radical et celui de *La Dépêche*. Le Parti radical condamne l'extrémisme du Parti communiste et on retrouve ces mêmes idées dans *La Dépêche*. Déjà en 1927 le journal critique le « communisme moscovite » et dit que les communistes moscovites ont des méthodes qui sont antidémocratiques. Plus tard, en 1932, Yvon Delbos critique les communistes après un voyage en Russie. Il dit que le communisme est la dictature de Staline et il ne veut pas soutenir une politique de dictature<sup>273</sup>. Cette réaction du Parti radical et du journal au communisme explique aussi leur réticence à s'engager dans une coalition avec les communistes et leurs doutes sur le Front populaire.

Le 6 février 1934, le journal s'oppose aux ligues qu'il qualifie de fascistes. Cet antifascisme est constant durant l'époque étudiée et nous voyons que le journal, les radicaux et les autres partis de gauche se battent contre le fascisme. Le journal est très clair dans son combat pour la République et pour défendre le régime.

Le fait de s'allier avec un parti ou un groupe loin de son idéologie peut être comparé à la situation pendant l'Affaire Dreyfus. Les socialistes étaient au gouvernement avec les républicains radicaux même s'il y avait des divergences politiques entre eux, et même si les socialistes ne pouvaient pas imaginer une alliance. Les socialistes ont choisi de collaborer avec les républicains radicaux pour défendre la République. Il était plus

---

<sup>272</sup> Félix Torres, *La Dépêche du Midi. Histoire d'un journal en république, 1870-2000*, p. 239

<sup>273</sup> *ibid.* p. 245-246

important de sauver la République que de se compromettre en entrant dans un gouvernement « bourgeois » et capitaliste. Comme écrit Eric Cahm dans son livre *L’Affaire Dreyfus* : « Au total, les motivations des socialistes étaient essentiellement politiques. S’il fallait s’abstenir, c’était par prudence électorale; s’il fallait intervenir, c’était pour hâter la révolution, et pour barrer la route à la réaction, au militarisme et au cléricisme. C’est ce dernier argument qui, à l’automne, déterminerait enfin l’adhésion unanime des socialistes à la défense républicaine.<sup>274</sup> »

Comme les socialistes pendant l’Affaire Dreyfus, les radicaux ont décidé de participer à la coalition avec les socialistes et les communistes même s’ils ne pouvaient pas imaginer une collaboration avec les communistes avant 1935. Il est plus important pour les radicaux de soutenir et de sauver la République que de refuser une coalition avec les communistes. Il en est de même cas pour le journal qui a toujours défendu la République. Encore une fois nous voyons que le lien entre *La Dépêche* et le Parti radical est très fort et qu’ils ont des opinions concordantes.

Il y a aussi certains événements qui ne sont pas commentés dans le journal. Le programme du Rassemblement populaire est discuté mais jamais publié dans sa totalité. Il est seulement publié un extrait du programme avant qu’il est publié officiellement. C’est surprenant à cause de la position du journal face au Rassemblement populaire et aussi à cause de la volonté pendant toute la période d’informer les lecteurs sur la situation politique et surtout sur la position des radicaux. Nous voyons aussi que plusieurs commentaires faits sur le programme sont critiques. Il est jugé insuffisant. À cause de la critique du programme on pourrait s’attendre que le journal publie le programme du Rassemblement populaire pour pouvoir concrétiser sa critique.

Nous avons relevé très peu d’incitations à voter pour le Parti radical. En général le journal reste souvent neutre et, comme déjà dit dans le chapitre 2, cela peut être à cause de la relation difficile entre son soutien à Herriot et son soutien au Front populaire. Le journal ne veut pas critiquer Herriot mais en même temps il est favorable à la coalition des partis de gauche. On peut penser que c’est pour cette raison que *La Dépêche* ne commente pas une grande partie des discussions politiques.

---

<sup>274</sup> Eric Cahm, *L’Affaire Dreyfus*, p.131

### 3.2 Le Parti radical, Yvon Delbos et les frères Sarraut

Après avoir étudié *La Dépêche* et ses réactions aux événements du Front populaire, certains liens font qu'on est en droit de poser des questions sur les relations entre des hommes centraux, le journal et le parti radical. Est-ce que des personnes centrales dans la politique radicale ont joué un grand rôle à la direction politique du journal et de l'opinion sur le Front populaire ?

Tout au début de la période étudiée, le 7 février 1934, Albert Lebrun a fait appel au radical Gaston Doumergue pour former un nouveau gouvernement parce que Lebrun pensait qu'il était l'homme qui pouvait sauver le pays qui semblait se diriger vers une guerre civile<sup>275</sup>. Le Parti radical aura d'autres représentants aussi dans ce gouvernement qui résulte de la violente émeute du 6 février, ultime obstacle auquel il se heurte depuis la faillite de celui qu'il a formé en 1932.

En même temps le Parti radical est accusé par les communistes d'avoir bénéficié des chèques Stavisky<sup>276</sup>. L'accusation a seulement nourri la condamnation des radicaux de l'extrémisme des communistes.

Yvon Delbos, qui écrit aussi sous le pseudonyme Jacques Bonhomme, est un journaliste important pour le journal et un politicien central dans le Parti radical. Même quand Delbos n'écrit pas il a une influence par ses contacts dans le journal et sa position dans le parti. En analysant les articles du journal écrits par Delbos il est normal de poser la question s'il est favorable à Herriot ou à Daladier. Cette question est aussi posée dans le livre de Bernard Lachaise<sup>277</sup> et sa réponse est que Delbos discute leurs positions dans les campagnes électorales et qu'il se présente comme un démocrate et réformateur qui soutient les deux. Mais il est un homme de la gauche modérée et ses électeurs expriment qu'il est du côté de Daladier.

Le fait qu'Yvon Delbos écrit aussi sous le pseudonyme Jacques Bonhomme nous amène à nous poser la question si les deux signatures ont des opinions divergentes. Dans les extraits du chapitre 2 il n'y a pas de différences dans les positions prises par Yvon Delbos et Jacques Bonhomme. Il y a seulement une légère tendance chez Jacques

---

<sup>275</sup> Georges Lefranc, *Histoire du Front populaire*, p. 21

<sup>276</sup> Serge Berstein, *Histoire du Parti radical, Crise du radicalisme, 1926-1939*, p. 295

<sup>277</sup> Bernard Lachaise, *Yvon Delbos, biographie 1885-1956*, p. 140

Bonhomme à être un peu plus libéral dans le débat sur le Front populaire mais en général les différences sont minuscules.

Deux autres personnes qui exercent leur influence sur le journal sont Maurice et Albert Sarraut. Ils sont tous les deux radicaux et sont actifs dans la politique. Albert Sarraut est entre autres président du Conseil<sup>278</sup> et il est clair qu'il a une grande influence sur l'opinion de son frère et du journal. Par l'intermédiaire de Maurice, Albert est proche du journal et peut exprimer sa position politique dans le journal. La position politique des deux frères affecte celle du journal sur les questions politiques et peut-être surtout sur la question du Front populaire.

Quand on s'intéresse à la position d'Albert Sarraut et d'Yvon Delbos, dans le gouvernement et leurs liens et leur influence à l'intérieur du journal, on voit qu'il y a des obstacles pour *La Dépêche*. Le journal soutient le gouvernement qui est réticent à la coalition à cause des communistes. En même temps le journal semble soutenir le Rassemblement populaire. Se montrer trop favorable à la coalition des partis de gauche veut dire critiquer le gouvernement, Albert Sarraut et Yvon Delbos. Cela a probablement été encore un obstacle pour que *La Dépêche* puisse vraiment exprimer sa position politique par rapport au Rassemblement populaire. Cela devient encore un défi pour le journal. Les radicaux sont au gouvernement pendant toute la période étudiée<sup>279</sup> et leur position pose des problèmes pour le journal et le parti. Le Front populaire est une critique directe de la politique du gouvernement. Donc, cela divise le journal et les radicaux. Le résultat est que le journal critique et soutient le gouvernement en même temps dans le débat sur le Front populaire.

### **3.3 Réflexions sur l'absence de commentaires, dans *La Dépêche*, sur les événements du Front populaire à Toulouse**

Il est possible de trouver dans *La Dépêche* des articles sur Toulouse mais l'intérêt pour Toulouse semble minuscule.

Sur les grands événements nous trouvons des articles entre autres le 6 mai 1935, sous la rubrique « Toulouse », sur les élections municipales. Les élections sont peu discutées,

---

<sup>278</sup> Albert Sarraut est président du Conseil du 26 octobre 1933 au 24 novembre 1933 et du 24 janvier 1936 au 4 juin 1936.

<sup>279</sup> Voir les annexes.

on donne surtout la répartition des votes par quartier à Toulouse. Le lendemain il y a quelques commentaires sur les résultats, sous la même rubrique.

« Nous n'avons pas à épiloguer longuement sur le résultat des élections municipales de Toulouse. »<sup>280</sup>

L'article continu par donner certains commentaires sur le parti socialiste et *La Dépêche* rappelle sa position politique. Le journal ne veut pas être vu comme sympathisant des partis de droite.

« [...] « La Dépêche » est un organe politique dont les sympathies, sans s'inspirer d'un sectarisme étroit, se préoccupent des intérêts essentiels du parti républicain, se sont spécialement vouées aux idéaux du radicalisme, ont été favorables à l'union des gauches quand elle était possible, mais se sont toujours résolument écartées de toute alliance avec les hommes ou les partis de droite. »<sup>281</sup>

On voit ici un journal très engagé qui parle d'un parti républicain qui est constitué par une alliance des partis de gauche. Ce ne sont pas les résultats de l'élection qui sont importants mais le fait de montrer son soutien au Front populaire et sa condamnation des partis de droite. Donc, *La Dépêche* soutient le Front populaire déjà le 7 mai 1935.

Aucun des articles cités ne donne des commentaires directs sur les réactions à Toulouse à la formation du Front populaire, ils portent sur les événements qui sont importants pour le Front populaire.

L'absence de commentaires sur le Front populaire à Toulouse dans *La Dépêche* est surprenante mais c'est un grand journal qui se concentre sur les événements nationaux et non pas sur les événements locaux. Ce n'est pas seulement vrai pour le Front populaire, mais pour l'actualité en général.

Les articles sur Toulouse touchent des thèmes comme le rugby ou alors il s'agit simplement de publicités pour des magasins et des services, la situation politique et sociale à Toulouse n'est presque jamais commentée.

Pour un journal qui est si important pour Toulouse et sa région, il est intéressant de voir qu'il est devenu un journal plus national que régional. Seulement certains événements

---

<sup>280</sup> « Les Élections de Toulouse », *La Dépêche*, 7 mai 1935, p.5

<sup>281</sup> l.c.

qui ont eu lieu à Toulouse, comme par exemple la réunification de la CGT et de la CGTU, sont commentés et c'est à cause de leur intérêt national. Mais même ici le journal n'informe pas ses lecteurs par des reportages sur les réactions à Toulouse à la réunification. Ce sont plutôt des articles qui décrivent la situation de la réunification et non des articles qui décrivent les effets de celle-ci à Toulouse.

Une des raisons pour cette absence de commentaires est peut-être la position du journal et son grand nombre de lecteurs, entre autres à Paris, qui sont plus intéressés par la situation nationale que par la situation à Toulouse. Donc, il s'agit peut-être d'une décision prise pour ne pas perdre des lecteurs, mais aussi pour garder sa position face à la concurrence des autres journaux nationaux.

## Conclusion

Les années trente s'inscrivent dans l'histoire de la France comme une période particulièrement difficile et le résultat est que la France est mal préparée à la Deuxième Guerre mondiale. Dans ce mémoire nous avons vu le combat des partis de gauche pendant une période d'instabilités politiques et économiques. Nous avons aussi vu les difficultés pendant la formation du Front populaire et les hésitations de *La Dépêche* pendant la période du 6 février 1934 au 3 mai 1936.

Il y a des réactions dans le journal à la plupart des événements étudiés et il est clair qu'il y a un changement d'opinion pendant la période étudiée, quant à la question de la coalition entre les partis de gauche.

En 1934, il y a de vives réactions dans le journal aux émeutes et nous voyons un certain intérêt pour la SFIO et le PCF et ce qu'ils font. Nous trouvons des commentaires sur les différentes initiatives mais il n'est pas encore question d'une coalition entre les partis de gauche. La position du Parti radical est probablement l'explication de l'absence de commentaires sur certains événements. Le Parti radical n'est pas prêt à une coalition avec les communistes. Mais aussi à cause de l'ambivalence du journal qui est favorable à une coalition avec les communistes et les socialistes en même temps qu'il soutient Édouard Herriot qui est contre la coalition et le Front populaire. Cela est un problème pendant toute la période pour le journal et il semble que le résultat soit que le journal choisit de ne pas commenter certains événements.

Pendant l'année 1935 nous voyons que l'intérêt pour les initiatives et décisions de la SFIO et du PCF augmente. Il est clair qu'il y a des désaccords dans le journal, et internes dans le Parti radical, sur la question d'une coalition avec la SFIO et le PCF, mais l'intérêt est présent. Il y en a toujours certains qui ne veulent pas de coalition avec les communistes mais en même temps les radicaux voient l'intérêt de faire partie d'un rassemblement populaire qui pour eux est surtout un rassemblement républicain. Il n'y a aucun profit pour les radicaux de rester avec les partis de droite.

Dans le journal il y a différentes réactions mais il est clair que le journal est favorable au Rassemblement populaire et à ce que le rassemblement peut donner aux radicaux. Les gauches sont aussi beaucoup plus fortes quand elles sont unies contre le danger fasciste.

Il y a quand même un certain scepticisme concernant le contenu du programme commun. Encore une fois viennent la question de collaboration avec les communistes et l'ambivalence du journal.

*La Dépêche* continue de suivre le développement du Front populaire pendant l'année 1936 mais il y a toujours une discussion autour de la question d'un programme commun entre les partis. Yvon Delbos se dit favorable au programme. Il dit qu'il est important d'avoir un programme commun pour que le rassemblement puisse affirmer sa position avant les élections législatives.

Le résultat est la victoire aux élections législatives le 26 avril et le 3 mai 1936.

La réponse à notre question au début est donc qu'il y a des réactions favorables, dans *La Dépêche*, à la formation du Front populaire mais que le journal n'a pas prévu, au début de la période étudiée, qu'il peut être question d'un large rassemblement. Le journal se dit choqué par les violentes émeutes et il y a une volonté de trouver des solutions à la crise politique sans de sanglantes émeutes. Le journal n'est pas au début favorable à une coalition avec les communistes et il a en plus mis en garde, par ses avertissements, les socialistes contre les dangers de s'unir avec les communistes. Mais malgré son hésitation le journal se dit finalement favorable au programme commun.

Le changement d'opinion du journal peut être expliqué par les liens entre le journal et le parti. Il y a aussi sans doute une influence exercée sur le journal par Yvon Delbos, Maurice Sarraut et Albert Sarraut qui sont centraux dans le Parti radical et dans *La Dépêche*. Ils sont aussi favorables au Front populaire. Nous avons trouvé des articles sur des événements qui montrent des liens clairs entre le journal et le parti et entre les commentateurs du journal et leurs positions dans le parti radical. En même temps nous avons vu qu'il y a une ambivalence dans le soutien du journal au Front populaire et son soutien à Édouard Herriot.

La conclusion est donc que le journal n'envisage pas de coalition en 1934 mais qu'il devient, après des discussions, favorable au Rassemblement populaire en 1935 et y reste favorable jusqu'aux élections législatives.

## **Bibliographie :**

ARMENGAUD, André, *La population française au XX<sup>e</sup> siècle*, « Que sais-je ? », Paris, Presses universitaires de France, 1973.

ASSELAIN, Jean-Charles, *Histoire économique de la France du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Seuil, 1984.

BERSTEIN, *Histoire du Parti Radical. Crise du radicalisme. 1926-1939*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1982.

BERSTEIN, Serge, *La France des années trente*, Paris, Armand Colin, 1988.

BORNE, Dominique, DUBIEF, Henri, *La crise des années 30, 1929-1938*, Paris, Seuil, 1989.

CAHM, Eric, *L’Affaire Dreyfus*, Paris, Le livre de poche, 1994.

GRENARD, Fabrice, *Histoire économique et sociale de la France de 1850 à nos jours*, Paris, Ellipses, 2002.

LACHAISE, Bernard, *Yvon Delbos, biographie 1885-1956*, Périgueux, Edition Fanlac, 1993.

LEFRANC, Georges, *Histoire du Front populaire*, Paris, Payot, 1965.

LEFRANC, Georges, *Le Front populaire (1934-1938)*, Paris, Presses universitaires de France, 1972.

MURACCIOLE, Jean-François, *Histoire économique et sociale du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Ellipses, 2002.

REPSTAD, Pål, *Mellom nærhet og distanse. Kvalitative metoder i samfunnsfag*, Oslo, Universitetsforlaget, 2007.

SAUVY, Alfred, *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, Paris, Ed. Economica, 1984.

TORRES, Félix, *La Dépêche du Midi. Histoire d’un journal en république, 1870-2000*, Paris, Hachette littératures, 2002.

WOLIKOW, Serge, *Le Front populaire en France*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1996.

Internet :

Wikipédia, L'encyclopédie libre, *Maurice Sarraut*, 14.03.2009,  
[http://fr.wikipedia.org/wiki/Maurice\\_Sarraut](http://fr.wikipedia.org/wiki/Maurice_Sarraut) (19.01.2011).

Articles de *La Dépêche*:

Les articles marqués (La Dépêche) sont des articles non signés.

6 février 1934, page 1, (La Dépêche), « *M. Daladier prépare la déclaration ministérielle* ».

7 février 1934, page 1, (La Dépêche), « *Une véritable émeute a éclaté à Paris* ».

7 février 1934, page 1, Spectator, « *La Chambre vote, par trois fois, la confiance au cabinet après de très vifs débats* ».

8 février 1934, page 1, Jèze, Gaston, « *Pour la défense du Parlement* ».

8 février 1934, page 1 et 3, (La Dépêche), « *Le ministère Daladier est démissionnaire* ».

9 février 1934, page 1, Jouhau, Léon, « *Réorganiser la vie publique* ».

10 février 1934, page 1, (La Dépêche), « *De nouvelles bagarres ont éclaté la nuit dernière à Paris* ».

10 février 1934, page 4, (La Dépêche), « *La grève générale de 24 heures* ».

11 février 1934, page 5, (La Dépêche), « *La grève générale de 24 heures* ».

11 février 1934, page 1, (La Dépêche), *Communiqué*.

12 février 1934, page 1, Delbos, Yvon, « *Pour la paix française et l'ordre républicain* ».

13 et 14 février 1934, page 2, Bonhomme, Jacques, « *Les leçons d'une journée* ».

13 et 14 février 1934, page 1, (La Dépêche), « *La grève générale de 24 heures s'est déroulée dans le calme* ».

15 juillet 1934, page 2, Bonhomme, Jacques, « *L'unité de front* ».

20 juillet 1934, page 1, Delbos, Yvon, « *Le front unique* ».

28 juillet 1934, page 2, M. S., « *Socialistes et communistes* ».

1 novembre 1934, page 3, Tessan, François de, « *Le développement de l'accord franco-russe* ».

30 avril 1935, page 1, Frontière, Jacques, « *Pacte franco-soviétique* ».

2 et 3 mai 1935, page 1, (La Dépêche), « *Le scrutin du 5 mai* ».

2 et 3 mai 1935, page 3, (La Dépêche), « *Les négociations franco-soviétiques* ».

4 mai 1935, page 1, (La Dépêche), « *Après la signature du pacte entre la France et l'U.R.S.S.* ».

4 mai 1935, page 3, (La Dépêche), « *L'accueil fait dans le monde au pacte franco-soviétique* ».

4 mai 1935, page 2, Tessan, François de, « *Le Pacte franco-soviétique est signé* ».

6 mai 1935, page 1, (La Dépêche), « *Après le premier tour de scrutin* ».

7 mai 1935, page 5, (La Dépêche), « *Les Élections de Toulouse* ».

8 mai 1935, page 1, (La Dépêche), « *Les élections municipales* ».

9 mai 1935, page 1, (La Dépêche), « *La position des partis pour le deuxième tour de scrutin* ».

13 mai 1935, page 1, (La Dépêche), « *Les élections municipales constituent pour les partis républicains une incontestable victoire* ».

14 mai 1935, page 1, (La Dépêche), « *Les scrutins des 5 et 12 mai constituent pour le parti républicain une incontestable victoire* ».

20 mai 1935, page 3, (La Dépêche), « *M. Daladier préconise le front des républicains contre le fascisme* ».

13 juin 1935, page 2, Bonhomme, Jacques, « *La tentative des gauches* ».

3 juillet 1935, page 1, (La Dépêche), « *Une importante déclaration de M. Édouard Herriot* ».

4 juillet 1935, page 1, (La Dépêche), « *Au comité exécutif du parti radical socialiste* ».

11 juillet 1935, page 1, Delbos, Yvon, « *Défense républicaine* ».

12 juillet 1935, page 1, Lamoureux, Lucien, « *Quel programme ?* ».

13 juillet 1935, page 2, Bonhomme, Jacques, « *Manifestation pacifique* ».

15 juillet 1935, page 1, (La Dépêche), « *La France a magnifiquement célébré la liberté, la paix et la patrie* ».

19 août 1935, page 1, Berthod, Aimé, « *L'Unité radicale* ».

11 janvier 1936, page 2, (La Dépêche), « *Le projet du Front populaire* ».

23 janvier 1936, page 1, Jèze, Gaston, « *Pour l'élaboration d'un programme financier démocratique* ».

2 mars 1936, page 1 et 2, (La Dépêche), « *Le congrès de réunification de la C.G.T. se réunit à Toulouse* ».

4 mars 1936, page 1, (La Dépêche), « *Le congrès national de réunification de la C.G.T.* ».

5 mars 1936, page 8, (La Dépêche), « *Le congrès national de réunification de la C.G.T.* ».

6 mars 1936, page 5, (La Dépêche), « *Le congrès national de réunification de la confédération générale du travail* ».

18 avril 1936, page 1, (La Dépêche), « *Le Président Albert Sarraut a montré ce qui justifiait la tranquille résolution de notre pays* ».

25 avril 1936, page 1, (La Dépêche), « *À la veille du scrutin* ».

27 avril 1936, page 1, (La Dépêche), « *Le grand nombre des votants et la multiplicité extrême des ballottages en ont été les caractéristiques essentielles* ».

29 avril 1936, page 2, (La Dépêche), « *Les élections législatives* ».

2 et 3 mai 1936, page 1, (La Dépêche), « *Le scrutin décisif* ».

4 mai 1936, page 1, (La Dépêche), « *La France a élu 433 députés* ».

5 mai 1936, page 1, (La Dépêche), « *Le Groupe parlementaire S.F.I.O. devient le plus important des groupes de gauche à la nouvelle Chambre* ».

7 mai 1936, page 1, Jèze, Gaston, « *Après la Victoire* ».



## Annexe

### Chronologie du Front populaire (1934-1936)

1934	6 février	Émeute d'extrême droite à Paris. Le bilan est 15 morts et 1435 blessés.
	9 février	Manifestation communiste contre le fascisme et le gouvernement. Le bilan est 6 morts et plusieurs centaines blessés.
	12 février	Grève générale déclenchée par la CGT et manifestation organisée par le Parti socialiste.
	5 mars	Naissance du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes.
	23-26 juin	Conférence nationale d'Ivry du Parti communiste. La décision prise est l'adoption de la stratégie de Front commun.
	27 juillet	Pacte d'unité d'action socialo-communiste.
	Octobre	Maurice Thorez lance l'idée d'un « Rassemblement populaire étendu aux classes moyennes ».
1935	2 mai	Signature du pacte franco-soviétique.
	5-12 mai	Élections municipales. Les partis de gauche gagnent.
	3 juillet	Les radicaux acceptent de participer au défilé unitaire du 14 juillet.
	14 juillet	Manifestation commune des partis et organisations de gauche.
1936	10 janvier	Publication du programme du Rassemblement populaire.
	2-5 mars	Réunification de la CGT et de la CGTU au congrès de Toulouse.
	26 avril-3 mai	Élections législatives ; victoire du Front populaire.

Source : BERSTEIN, Serge, *La France des années trente*, Paris, Armand Colin, 1988.



## Chronologie du Parti radical (1932-1936)

1932		Élu en 1931, Édouard Herriot sera président du parti jusqu'en 1936.
	1 <sup>er</sup> et 8 mai	Élections législatives. Victoire des radicaux au deuxième tour. Avec 157 élus en métropole, ils accroissent de 48 unités leurs effectifs à la Chambre et redeviennent le premier parti au Palais-Bourbon.
	3 juin	Formation du troisième gouvernement Édouard Herriot. Il constitue un ministère radical de composition quasi homogène. Herriot est convaincu que le succès n'est possible qu'en rassurant les milieux d'affaires.
	3-6 novembre	Congrès de Toulouse. Le débat de politique générale qui a lieu dès le premier jour va en quelque sorte résumer le sens du congrès. Il y a des oppositions dans le parti qui vont marquer le congrès et il y a de vives discussions sur la politique d'Herriot. Certains pensent qu'il n'a pas eu l'audace de constituer un gouvernement à l'image de la victoire électorale de mai 1932. Le résultat est contradictoire. Herriot a obtenu une large approbation des militants, mais cette confiance va à sa personne, non à sa politique. Après le congrès de Toulouse il y a un conflit entre la politique du gouvernement radical et les militants.
	14 décembre	Chute du gouvernement Édouard Herriot. Cette chute reflète les contradictions insolubles du radicalisme qui constituent à l'évidence un facteur de paralysie de la vie politique française. Herriot est renversé par 402 voix contre 187.
1933	31 janvier	Formation du gouvernement Édouard Daladier. La période du gouvernement Daladier apparaît comme une sorte de sursis dans la crise que les divisions et les contradictions du radicalisme annoncent depuis juin 1932. Il y a deux raisons fondamentales à ce répit : la crainte d'une nouvelle crise qui atteindrait le régime lui-même et l'affaiblissement de l'opposition de gauche à l'intérieur et à l'extérieur du parti.
	24 octobre	Chute du gouvernement Édouard Daladier. Cette chute est le résultat des désaccords sur la politique économique. L'aile droite du parti veut que Daladier se décide pour une politique de déflation rigoureuse, que ne pourra accepter le

		Parti socialiste et qui le rejettera donc hors de la majorité. La situation semble alors mûre à l'aile droite du parti pour imposer à Daladier des mesures financières draconiennes. La déflation tend à devenir une arme politique qui permet d'exclure les socialistes de la majorité et de pousser les radicaux à la concentration. Daladier a donc perdu les votes socialistes et le résultat est finalement que le gouvernement est renversé par 329 voix contre 241.
	26 octobre- 23 novembre	Formation du gouvernement Albert Sarraut. Quand on parle du gouvernement d'Albert Sarraut on parle d'une tentative de concentration déguisée. La composition du gouvernement ne donne aucune indication sur la politique qu'il entend suivre. Il a échoué à cause d'un désaccord sur la politique financière du gouvernement et de l'aile gauche de la majorité. Le gouvernement est renversé par une coalition de l'extrême gauche et de la droite, identique à celle qui avait eu raison des ministères précédents.
	26 novembre	Formation du gouvernement Camille Chautemps. Chautemps est résolu à résoudre en priorité l'impossible question budgétaire et il ne négocie pas plus que Sarraut avec les socialistes. Le 12 décembre il fait adopter un projet financier et une loi de finances est finalement adoptée. Le 24 décembre, l'arrestation du directeur du Crédit municipal de Bayonne, Tissier, donne le coup d'envoi de l'affaire Stavisky qui va emporter la République radicale, déjà chancelante.
1934	27 janvier	Démission du gouvernement Camille Chautemps. Après le 24 décembre Chautemps est journellement accusé de couvrir des escrocs et des assassins, donc il juge plus sage de se retirer.
	30 janvier	Formation du gouvernement Édouard Daladier. Albert Lebrun a fait appel à Gaston Doumergue, puis à Jules Jeanneney et finalement à Fernand Bouisson pour former un gouvernement, mais ils ont tous refusé. Les radicaux pensent maintenant que Lebrun va faire appel à Édouard Herriot, mais il s'adresse à Daladier. Daladier connaît ainsi le très lourd handicap d'une opposition larvée au sein de son propre parti, conduite par le président de celui-ci en personne. Il est donc dans une situation difficile et décide alors de jeter les bases d'une équipe à ossature radicale avec la participation de quelques hommes du centre.

7 février	Démission du gouvernement Édouard Daladier. Après l'émeute du 6 février, il refuse tout net de céder à la pression de la rue en s'appuyant sur la solide majorité dont il dispose. Daladier entend se maintenir au pouvoir et rétablir l'ordre légal menacé par l'émeute. Mais finalement il démissionne quand même. La chute de Daladier est moins l'échec d'un homme qui aurait manqué de résolution, que le suicide collectif de la République parlementaire. Ce n'est pas l'émeute du 6 février qui fait la gravité de la crise, mais le refus du personnel politique d'assumer la défense du régime et les conséquences que ce refus comporte.
9 février	Formation du gouvernement Gaston Doumergue. Il est contacté par Lebrun avant d'avoir obtenu la démission de Daladier. Doumergue constitue un gouvernement d'union nationale. Herriot accepte d'entrer dans le nouveau ministère. Cinq autres radicaux, parmi les plus modérés, y participent ; A. Sarraut (Intérieur), L. Lamoureux (Commerce), Queuille (Agriculture), W. Bertrand (Marine marchande) et Berthod (Education nationale).
5 mai	Publication du plan de réforme de l'économie et de l'État proposé par les Jeunes-Turcs.
11-13 mai	Congrès extraordinaire du parti radical à Clermont-Ferrand pour mettre au point un « programme d'action immédiate sur la réforme des institutions parlementaires et de l'État ». Le congrès se termine par un échec et il y a toujours une opposition interne du parti.
24 octobre	Élections cantonales. La campagne électorale se déroule dans des conditions difficiles pour le Parti radical. Cela est à cause de l'impact que la crise et les événements en février ont eu sur l'opinion publique. Le Parti radical subit aux élections cantonales une incontestable défaite marquée par la perte de 17 sièges.
25-28 octobre	Congrès de Nantes. Le but est de préciser la position des radicaux face aux projets du chef du gouvernement, Gaston Doumergue, et par rapport à ses tentatives de regroupement. Le résultat est que la trêve est maintenue, mais conditionnellement, et la condition essentielle est l'abandon par le président du Conseil de ses projets de réforme constitutionnelle.

	8 novembre	Démission du gouvernement Gaston Doumergue. Herriot n'est pas satisfait de Doumergue et il y a de vives discussions au cours desquelles Doumergue et Tardieu prennent à partie les radicaux. Herriot est décidé à obtenir la chute du gouvernement et le 8 novembre, après que le groupe radical refuse le vote des trois douzièmes provisoires, Doumergue démissionne officiellement.
1935	28-31 mars	Congrès extraordinaire de Lyon.
	5-12 mai	Élections municipales. Les résultats sont médiocres pour les radicaux. Pierre-Étienne Flandin propose aux radicaux de prolonger l'alliance gouvernementale en alliance électorale. Le résultat est l'extraordinaire confusion dans le parti et nous trouvons différentes alliances dans les différentes municipalités.
	3 juillet	Le Comité exécutif du Parti radical accepte de participer au défilé unitaire de la gauche du 14 juillet, malgré les réserves d'Herriot.
	14 juillet	Manifestation commune des partis et organisations de gauche.
	24-27 octobre	Congrès de Paris ; discussion du programme du Rassemblement populaire. Il y a une discussion autour de la définition du Front populaire et le résultat est que le Parti radical accepte de participer au rassemblement sous la définition que le Front populaire n'est rien d'autre que la classique union des gauches à laquelle les radicaux participent traditionnellement.
1936	24 janvier	Formation du gouvernement Albert Sarraut. C'est un ministère axé autour du Parti radical. Albert Sarraut poursuit la politique de déflation. Cette politique a été mise en œuvre en juillet 1935 par le gouvernement Pierre Laval. Yvon Delbos est ministre de la Justice.
	26 avril	Premier tour des élections législatives. Avec 1 422 611 voix (11,88% des électeurs inscrites), le Parti radical perd 414 380 voix en chiffres absolus et 4 points en pourcentage par rapport aux élections de 1932.
	3 mai	Second tour des élections législatives ; victoire du Front populaire mais échec pour le Parti radical. Les radicaux ont perdu 76 sièges.
	4 juin	Démission du gouvernement d'Albert Sarraut Formation du gouvernement Léon Blum. Ce gouvernement du Front populaire est composé

seulement de socialistes et de radicaux, les communistes le soutenant de l'extérieur. Yvon Delbos est nommé ministre des Affaires étrangères.



## Biographie chronologique d'Yvon Delbos (1885-1956)

1885	7 mai	Naissance de Pierre Stanislas Yvon Delbos à Thonac (Dordogne).
1896-1903		Elève au lycée de Périgueux.
1904		Elève au lycée Henri IV à Paris.
1907		Entrée à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm (Paris).
1911	Juillet Octobre	Succès à l'agrégation de lettres (4 <sup>e</sup> sur 24). Entrée dans le journalisme, dans l'équipe du quotidien <i>Le Radical</i> . Adhésion au Parti radical.
1913		Membre du comité exécutif du Parti radical.
1914	Juin  5 août  13 septembre 14 novembre	Secrétaire général de la fédération départementale radicale de Dordogne. Mobilisation : sergent au 304 <sup>e</sup> régiment d'infanterie Blessé au combat. Promu sous-lieutenant.
1915-1919		Sous-lieutenant puis lieutenant (à partir d'octobre 1917) dans l'aviation (accident en octobre 1917).
1919	A partir de juin  Novembre  Fin décembre	Journaliste au <i>Pays</i> et à <i>La France de Bordeaux et du Sud-ouest</i> . En Dordogne, première candidature à une élection et échec (élections législatives). Rédacteur en chef de <i>L'Ere Nouvelle</i> .
1921	Juin	Entrée dans la rédaction parisienne du quotidien <i>La Dépêche de Toulouse</i> .
1922	Mai	Elu conseiller d'arrondissement de Carlux (Dordogne).
1923		Un des vice-présidents non parlementaires du Parti radical.
1924	Mai	Elu député de la Dordogne aux côtés de G. Bonnet, M. Bibié, F. Gadaud, G. Faugère, autres députés « cartellistes ».
1925	Avril-octobre  Octobre-novembre	Sous-secrétaire d'Etat chargé de l'Enseignement technique et des Beaux-arts (cabinet Painlevé). Rencontre avec l'actrice Germaine Rouer. Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-arts (cabinet Painlevé).
1926	Octobre	Représentant de la France au premier congrès paneuropéen à Vienne.
1928		Réélu député de la Dordogne (Sarlat) au premier tour.

1932		Réélu député de la Dordogne (Sarlat) au premier tour. Vice-président de la Chambre des députés (jusqu'en 1936).
1933		Publication du livre <i>L'expérience rouge</i> écrit après un voyage en URSS en 1932.
1934		Germaine Rouer, pensionnaire de la Comédie Française, devient la compagne d'Yvon Delbos. Election comme conseiller général de Montignac. Président du groupe parlementaire radical à la Chambre.
1935	Décembre	Discours contre la politique de Laval à la Chambre.
1936	24 janvier-4 juin	Ministre de la Justice, garde des Sceaux (cabinet Sarraut). Réélu député de Sarlat (au deuxième tour).
	4 juin	Nomination comme ministre des Affaires étrangères (cabinet Blum) ; Delbos garde ce portefeuille jusqu'au 14 mars 1938 (cabinet Chautemps).
1939	13 septembre	Ministre de l'Education nationale (cabinet Daladier) jusqu'au 21 mars 1940.
1940	5 juin	Ministre de l'Education nationale (cabinet Reynaud) jusqu'au 16 juin. Hostile à l'armistice et départ sur Le Massilia (le 21) pour l'Afrique du Nord.
	20 juillet	Retour à Marseille sur Le Florida et mise en liberté surveillée.
1943	28 avril Juin	Arrestation par la Gestapo à Montignac. Déportation au camp d'Orianenburg-Sachsenhausen en Allemagne (jusqu'au début de 1945).
1945	7 mai Août	Libération et retour en France. Membre de l'Assemblée consultative provisoire.
	Septembre Octobre	Echec aux élections cantonales à Montignac. Elu député de l'Assemblée constituante.
1946	Juin	Elu député de la deuxième Assemblée constituante.
	Novembre	Elu député de la Dordogne de l'Assemblée nationale.
1947	22 janvier-24 novembre	Ministre d'Etat (cabinet Ramadier).
1948	26 juillet	Ministre de l'Education nationale (jusqu'au 2 juillet 1950) dans les gouvernements André Marie, Robert Schuman, Henri Queuille et

		Georges Bidault.
1950	10 août	Mariage avec Germaine Rouer.
1951		Réélu député de la Dordogne.
1951-1955		Président du groupe radical et radical-socialiste à la Chambre.
1952	Mai	Représentant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe (il y siège jusqu'à sa mort).
	Juillet	Délégué à l'Assemblée commune de la CECA (il y siège jusqu'à sa mort).
1953	Décembre	Echec à l'élection présidentielle pour la succession de Vincent Auriol (retrait au 4 <sup>e</sup> tour).
1955	Juin	Election comme sénateur de la Dordogne.
1956	15 novembre	Mort d'Yvon Delbos à Paris. Obsèques religieuses et inhumation à Montignac

Source : LACHAISE, Bernard, *Yvon Delbos, biographie 1885-1956*, Périgueux, Edition Fanlac, 1993.



## Biographie chronologique de Maurice Sarraut (1869-1943)

1869	22 septembre	Naissance de Maurice Sarraut.
1892		Organise l'agence parisienne de <i>La Dépêche</i> .
1909		Devient directeur administratif de <i>La Dépêche</i> .
1913-1932		Sénateur de l'Aude.
1926-1927		Président du Parti radical-socialiste.
1932		Devient propriétaire de <i>La Dépêche</i> .
1940		Approuve le nouveau régime de Vichy.
1943	Début janvier	Brièvement arrêté par la Gestapo.
1943	2 décembre	Assassiné devant sa résidence dans la banlieue de Toulouse.



## **Programme du Rassemblement populaire**

Programme du Rassemblement populaire

### Revendications politiques

I - Défense de la liberté:

1° *Amnistie générale.*

2° *Contre les ligues fascistes :*

- a) Désarmement et dissolution effective des formations paramilitaires conformément à la loi ;
- b) Mise en vigueur des dispositions légales en cas de provocation au meurtre ou d'attentat à la sûreté de l'État.

3° *Assainissement de la vie publique, notamment par les incompatibilités.*

4° *La presse :*

- a) Abrogation des lois scélérates et des décrets-lois restreignant la liberté d'opinion ;
- b) Réforme de la presse par l'adoption de mesures législatives
  - qui permettent la répression efficace de la diffamation et du chantage ;
  - qui puissent assurer aux journaux des moyens normaux d'existence, qui les obligent à rendre publique l'origine de leurs ressources, qui mettent fin aux monopoles privés de la publicité commerciale et aux scandales de la publicité financière et qui empêchent enfin la constitution de trusts de presse.
- c) Organisation des émissions radiophoniques d'État, en vue d'assurer l'exactitude des informations et l'égalité des organisations politiques et sociales devant le micro.

5° *Libertés syndicales :*

- a) Application et respect du droit syndical pour tous ;
- b) Respect du droit des femmes au travail.

6° *L'école et la liberté de conscience :*

- a) Assurer la vie de l'école publique, non seulement par les crédits nécessaires, mais par des réformes telles que la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans et la mise en pratique dans l'enseignement du second degré, d'une sélection indispensable comme complément de la gratuité.
- b) Garantir à tous, élèves et maîtres, la pleine liberté de conscience, notamment par le respect de la neutralité scolaire, de la laïcité et des droits civiques du corps enseignant.

7° *Les territoires coloniaux :*

Constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et morale dans les territoires français d'outre-mer, notamment dans l'Afrique française du Nord et l'Indochine.

II – Défense de la paix

1° *Appel à la collaboration du peuple* et notamment des masses laborieuses pour le maintien et l'organisation de la Paix.

2° *Collaboration internationale* dans le cadre de la Société des nations pour la sécurité collective, par la définition de l'agresseur et l'application automatique et solidaire des sanctions en cas d'agression.

3° *Effort incessant pour passer de la paix armée à la paix désarmée*, d'abord par une convention de limitation, puis par la réduction générale, simultanée et contrôlée des armements.

4° *Nationalisation des industries de guerre* et suppression du commerce privé des armes.

5° *Répudiation de la diplomatie secrète*, action internationale et négociations publiques pour ramener à Genève les États qui s'en sont écartés, sans porter atteinte aux principes constitutifs de la S.D.N. : sécurité collective et paix individuelle.

6° Assouplissement de la procédure prévue par le Pacte de la S.D.N. pour l'*ajustement des traités dangereux pour la paix du monde*.

7° *Extension*, notamment à l'Europe orientale et centrale, du *système des pactes* ouverts à tous, suivant les principes du pacte franco-soviétique.

### Revendications économiques

I – Restauration de la capacité d'achat supprimée ou réduite par la crise.

Contre le chômage et la crise industrielle :

Institution d'un fonds national de chômage ;

Réduction de la semaine de travail sans réduction du salaire hebdomadaire ;

Appel des jeunes au travail par l'établissement d'un régime de retraites suffisantes pour les vieux travailleurs ;

Exécutions rapide d'un plan de grands travaux d'utilité publique, citadine et rurale, en associant à l'effort de l'État et des collectivités l'effort de l'épargne locale.

Contre la crise agricole et commerciale :

Revalorisation des produits de la terre, combinée avec une lutte contre la spéculation et la vie chère, de manière à réduire l'écart entre les prix de gros et les prix de détail.

Pour supprimer la dîme prélevée par la spéculation sur les producteurs et les consommateurs, création d'un office national interprofessionnel des céréales.

Soutien aux coopératives agricoles, livraison des engrais au prix de revient par les offices nationaux de l'azote et des potasses, contrôle et tarification de la vente des superphosphates et autres engrais, développement du crédit agricole, réduction des baux à ferme.

Suppression des saisies et aménagements des dettes.

Mise au point de la révision des billets de fonds de commerce.

En attendant l'abolition complète et aussi rapide que possible de toutes les injustices que les décrets-lois comportent, suppression immédiate des mesures frappant les catégories les plus touchées dans leurs conditions d'existence, par ces décrets.

II – Contre le pillage de l'épargne, pour une meilleure organisation du crédit.

- Réglementation de la profession de banquier ;
- Réglementation du bilan des banques et des sociétés anonymes ;
- Réglementation nouvelle des pouvoirs des administrateurs de sociétés anonymes ;
- Interdictions aux fonctionnaires retraités ou en disponibilité d'appartenir aux conseils d'administration des sociétés anonymes. Pour soustraire le crédit et l'épargne à la domination de l'oligarchie économique faire de la Banque de France, aujourd'hui Banque privée, la Banque de la France : suppression du Conseil des régents, élargissement des pouvoirs du Gouverneur sous le contrôle permanent d'un conseil, composé de représentants du pouvoir législatif, de représentants du pouvoir exécutif et de représentants des grandes forces organisées du travail et de l'activité industrielle, commerciale et agricole. Transformation du capital en obligations, des mesures étant prises pour garantir les intérêts des petits porteurs.

Source : LEFRANC, Georges, *Histoire du Front populaire*, Paris, Payot, 1965.

## **Les gouvernements de la période étudiée**

### **Gouvernement Édouard Daladier (2)**

#### **Date :**

Début du gouvernement : 30 janvier 1934

Fin du gouvernement : 7 février 1934

#### **Composition :**

##### **Président du conseil :**

Édouard Daladier (PRS)

##### **Ministres :**

Ministre de la Guerre et de la Défense nationale :

Jean Fabry (AD) (jusqu'au 4 février 1934)

Joseph Paul-Boncour (USR)

Ministre des Affaires étrangères : Édouard Daladier (PRS)

Ministre de l'Éducation nationale : Adrien Berthod (PRS)

Ministre de l'Intérieur : Eugène Frot (SFIO)

Ministre de la Justice : Eugène Penancier (PRS)

Ministre de l'Agriculture : Henri Queuille (PRS)

##### **Ministres des Finances :**

François Piétri (AD) (jusqu'au 4 février 1934)

Paul Marchandeaudeau (PRS) (à compter du 4 février 1934)

Ministre des Travaux publics : Joseph Paganon (PRS)

Ministre de la France d'Outre-mer : Henry de Jouvenel

Ministre du Travail et Prévoyance sociale : Jean Valadier (PRS)

Ministre des Postes, Télégraphe et Téléphone : Paul Bernier (PRS)

Ministre de la Santé publique : Émile Lisbonne (PRS)

Ministre de la Marine militaire : Louis de Chappedelaine (RI)

Ministre des Pensions : Hippolyte Ducos (PRS)

Ministre de l'Air : Pierre Cot (PRS)

Ministre de la Marine marchande : Guy La Chambre (GI)

Ministre du Commerce et de l'Industrie : Jean Mistler (PRS)

Ministre du Budget : Paul Marchandeu (PRS)

Sous-secrétaires d'État :

Sous-secrétaires d'État à la Présidence du Conseil et aux Affaires étrangères :

Léon Martinaud-Déplat (chargé de la Présidence du Conseil) (PRS)

Raymond Patenôtre (chargé de l'Économie nationale et du Tourisme) (PSF)

André Marie (PRS) (chargé des Affaires étrangères)

Sous-secrétaire d'État à l'Intérieur : Jean Hérard (PRS)

Sous-secrétaires d'État à l'Éducation nationale :

André Bardon (PRS) (chargé des Beaux-Arts)

Gustave Doussain (AD) (chargé de l'Enseignement technique)

André Lorgeré (PRS) (chargé de l'Éducation physique)

Sous-secrétaire d'État aux Finances : Alexis Jaubert (PRS) (à compter du 4 février 1934)

Sous-secrétaire d'État à France d'Outre-mer : Maxence Bibié (PRS)

## **Gouvernement Gaston Doumergue (2)**

### **Date :**

Début du gouvernement : 9 février 1934

Fin du gouvernement : 8 novembre 1934

### **Composition :**

Président du conseil :

Gaston Doumergue (PRS)

Ministres d'État :

Édouard Herriot (PRS)

André Tardieu (AD)

Ministres :

Ministre de la Guerre : Philippe Pétain

Ministres des Affaires étrangères :

Louis Barthou (AD) (du 9 février au 9 octobre 1934)

Gaston Doumergue (du 10 au 13 octobre 1934) par intérim (PRS)

Pierre Laval (à compter du 13 octobre 1934) (SFIO)

Ministre de l'Éducation nationale : Adrien Berthod (PRS)

Ministres de l'Intérieur :

Albert Sarraut (PRS)

Paul Marchandeu (PRS) (à compter du 13 octobre 1934)

Ministres de la Justice :

Henry Chéron (AD)

Henry Lémery (à compter du 15 octobre 1934) (PRS)

Ministre de l'Agriculture : Henri Queuille (PRS)

Ministre des Finances : Louis Germain-Martin (RI)

Ministre des Travaux publics : Pierre-Étienne Flandin (AD)

Ministres des Colonies :

Pierre Laval (SFIO)

Louis Rollin (AD) (à compter du 13 octobre 1934)

Ministre du Travail : Adrien Marquet (PSdF)

Ministre des Postes, Télégraphe et Téléphone : André Mallarmé (RI)

Ministre de la Santé publique et Education Physique : Louis Marin (FR)

Ministre de la Marine militaire : François Piétri (AD)

Ministre des Pensions : Georges Rivollet

Ministre de l'Air : Victor Denain

Ministre de la Marine marchande : William Bertrand (PRS)

Ministre du Commerce et de l'Industrie : Lucien Lamoureux (PRS)

### **Gouvernement Pierre-Étienne Flandin (1)**

#### **Date :**

Début du gouvernement : 8 novembre 1934

Fin du gouvernement : 31 mai 1935

#### **Composition :**

##### **Président du conseil :**

Pierre-Étienne Flandin (AD)

##### **Ministres d'État :**

Édouard Herriot (PRS)

Louis Marin (FR)

##### **Ministres :**

Ministre de la Justice : Georges Pernot (FR)

Ministre des Affaires étrangères : Pierre Laval (SFIO)

Ministre de l'Intérieur : Marcel Régnier (PRS)

Ministre des Finances : Louis Germain-Martin (RI)

Ministre de la Guerre : Louis Maurin

Ministre de la Marine militaire : François Piétri (AD)

Ministre de l'Air : Victor Denain

Ministre de l'Éducation nationale : André Mallarmé (RI)

Ministre des Travaux publics : Henri Roy (PRS)

Ministre du Commerce et de l'Industrie : Paul Marchandeu (PRS)

Ministre de l'Agriculture : Émile Cassez (PRS)

Ministres des Colonies : Louis Rollin (AD)

Ministre du Travail : Paul Jacquier (PRS)

Ministre des Postes, Télégraphe et Téléphone : Georges Mandel (Ind.)

Ministre de la Santé publique et Éducation physique : Henri Queuille (PRS)

Ministre de la Marine marchande : William Bertrand (PRS)

Ministre des Pensions : Georges Rivollet

Sous-secrétaire d'État :

Sous-secrétaire d'État à la Présidence du Conseil : Pierre Perreau-Pradier (AD)

### **Gouvernement Fernand Bouisson**

#### **Date :**

Début du gouvernement : 1<sup>er</sup> juin 1935

Fin du gouvernement : 4 juin 1935

#### **Composition :**

Président du conseil :

Fernand Bouisson (SFIO)

Ministres d'État :

Édouard Herriot (PRS)

Louis Marin (FR)

Maréchal Philippe Pétain

Ministres :

Ministre de la Justice : Georges Pernot (FR)

Ministre des Affaires étrangères : Pierre Laval (SFIO)

Ministre de l'Intérieur : Fernand Bouisson (SFIO)

Ministre des Finances : Joseph Caillaux (PRS)

Ministre de la Guerre : Louis Maurin

Ministre de la Marine : François Piétri (AD)

Ministre de l'Air : Victor Denain

Ministre de l'Éducation nationale : Marius Roustan (RI)

Ministre des Travaux publics : Joseph Paganon (PRS)

Ministre du Commerce et de l'Industrie : Laurent Eynac (RI)

Ministre de l'Agriculture : Paul Jacquier (PRS)

Ministres des Colonies : Louis Rollin (AD)

Ministre du Travail : Ludovic-Oscar Frossard (ex-SFIO)

Ministre des Pensions : Camille Perfetti (PRS)

Ministre des Postes, Télégraphe et Téléphone : Georges Mandel (Ind.)

Ministre de la Santé publique et de l'Éducation physique : Ernest Lafont (PSdF)

Ministre de la Marine marchande : François Piétri (par intérim) (AD)

Sous-secrétaire d'État :

Sous-secrétaire d'État à la Présidence du Conseil et à l'intérieur : Pierre Cathala (GR)

### **Gouvernement Pierre Laval (4)**

#### **Date :**

Début du gouvernement : 7 juin 1935

Fin du gouvernement : 22 janvier 1936

#### **Composition :**

Président du conseil :

Pierre Laval (SFIO)

Ministres d'État :

Édouard Herriot (PRS)

Louis Marin (FR)

Pierre-Étienne Flandin (AD)

Ministres :

Ministre de la Justice : Léon Bérard (AD)

Ministre des Affaires étrangères : Pierre Laval (SFIO)

Ministre de l'Intérieur : Joseph Paganon (PRS)

Ministre des Finances : Marcel Régnier (PRS),

Ministre de la Guerre : Jean Fabry (AD)

Ministre de la Marine : François Piétri (AD)

Ministre de l'Air : Victor Denain

Ministre de l'Éducation nationale :

Philippe Marcombes (PRS), décédé le 13 juin 1935.

Marius Roustan (RI) à compter du 17 juin 1935.

Ministre des Travaux publics : Laurent Eynac (RI)

Ministre du Commerce et de l'Industrie : Georges Bonnet (PRS)

Ministre de l'Agriculture : Pierre Cathala (RI)

Ministres des Colonies : Louis Rollin (AD)

Ministre du Travail : Ludovic-Oscar Frossard (SFIO/NI)

Ministre des Pensions : Henri Maupoil (PRS)

Ministre des Postes, Télégraphe et Téléphone : Georges Mandel (Ind.)

Ministre de la Santé publique : Ernest Lafont (PSdF)

Ministre de la Marine marchande :

Marius Roustan, jusqu'au 17 juin 1935.

William Bertrand (PRS), à compter du 17 juin 1935.

Sous-secrétaire d'État :

Sous-secrétaire d'État à la Présidence du Conseil : Camille Blaisot (FR)

## **Gouvernement Albert Sarraut (2)**

### **Date :**

Début du gouvernement : 24 janvier 1936

Fin du gouvernement : 4 juin 1936

### **Composition :**

Président du conseil :

Albert Sarraut (PRS)

Ministres d'État :

Délégué permanent à la S.D.N. : Joseph Paul-Boncour (USR)

Ministres :

Ministre de la Justice : Yvon Delbos (PRS)

Ministre des Affaires étrangères : Pierre-Étienne Flandin (AD)

Ministre de l'Intérieur : Albert Sarraut (PRS)

Ministre des Finances : Marcel Régnier (PRS)

Ministre de la Guerre : Louis Maurin

Ministre de la Marine : François Piétri (AD)

Ministre de l'Air : Marcel Déat (USR)

Ministre de l'Éducation nationale : Henri Guernut (PRS)

Ministre des Travaux publics : Camille Chautemps (PRS)

Ministre du Commerce et de l'Industrie : Georges Bonnet (PRS)

Ministre de l'Agriculture : Paul Thellier (AD)

Ministres des Colonies : Jacques Stern (AD)

Ministre du Travail : Ludovic-Oscar Frossard (USR)

Ministre des Pensions : René Besse (AD)

Ministre des Postes, Télégraphe et Téléphone : Georges Mandel (ind.)

Ministre de la Santé publique et de l'Éducation physique : Louis Nicolle (FR)

Ministre de la Marine marchande : Louis de Chappedelaine (RI)

Sous-secrétaire d'État :

Sous-secrétaire d'État à la Présidence du Conseil : Jean Zay (PRS)

Sous-secrétaire d'État à l'Intérieur : André Beauguitte (AD)

Sous-secrétaire d'État à l'Enseignement technique : Alfred Jules-Julien (PRS)

Sous-secrétaire d'État aux Travaux publics : Pierre Mazé (PRS)

Sous-secrétaire d'État au Travail : Maxence Bibié (PRS)